

VéLa **rité**

Revue théorique de la IV^e Internationale



Piquet de vote pour le plébiscite en faveur de la convocation d'une Assemblée constituante.

Brésil : la réélection de Dilma Rousseff et le combat pour la Constituante

**L'épidémie d'Ebola : un révélateur de la barbarie
du système capitaliste**

N° 84

Nouvelle série (n° 690) - décembre 2014 - Prix : 4 euros - 6 FS

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle "La Vérité". On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon Trotsky

VéLa rité

Revue théorique de la IV^e Internationale

- **Notes éditoriales** p. 3
- **Brésil : la réélection de Dilma Rousseff et le combat pour la Constituante**
(Par Misa Boito) p. 11
- **L'épidémie d'Ebola, un révélateur du système capitaliste**
(Par S. K. Koza) p. 21
- **La crise de l'impérialisme britannique**
(Par François Forgue et Jean-Pierre Barrois) p. 29
- **Après la faillite des accords d'Oslo : le peuple palestinien sous la menace d'une nouvelle forme de contrôle**
(Par François Lazar) p. 37
- **Etat espagnol : des "Indignés" à Podemos**
(Par Jesús Bejar, Angel Tubau, Luis Gonzalez) p. 41
- **Dialogue avec des militants "soviétiques"**
(Par Dominique Ferré) p. 49
- **A propos du "Capital du XXI^e siècle" de Thomas Piketty**
(Par Pierre Cise) p. 57

- **Actualité du “Programme de transition”
et construction du parti révolutionnaire**
(Par Lucien Gauthier)p. 67
- **Etats-Unis: il y a 80 ans, la grève
des cammionneurs de Minneapolis,
un article de James P. Cannon**
(Par Alan Benjamin) p. 73

Notes éditoriales

Réuni les 13 et 14 novembre 2014, le secrétariat international de la IV^e Internationale a décidé de convoquer pour le mois de mars 2015 un conseil général de l'Internationale, élargi à des délégations des directions des sections nationales.

Il s'agit pour la IV^e Internationale de définir ses tâches d'intervention dans la lutte des classes et de construction, dans le basculement en cours de la situation mondiale.

La IV^e Internationale, conformément à sa politique, est pleinement partie prenante du combat pour que le mouvement ouvrier international prenne la responsabilité d'engager toutes ses forces dans une vaste campagne « pour la levée immédiate et inconditionnelle du blocus de Gaza », après l'offensive génocidaire du sionisme — soutenu par les grandes puissances impérialistes — contre le peuple palestinien.

Alors qu'en Palestine, violant ses propres engagements dans les accords de cessez-le-feu signés fin août, l'Etat d'Israël cherche à étrangler Gaza et à faire mourir sa population à petit feu, tandis qu'au même moment le régime proimpérialiste du général al-Sissi en Egypte ferme le point de passage de Rafah, une initiative est engagée de la part d'un vaste front allant des partis de l'Internationale « socialiste » à un certain nombre de gouvernements impérialistes. Initiative largement relayée par différentes forces se réclamant du mouvement ouvrier à l'échelle mondiale.

Palestine : de quelle “paix” s’agit-il ? De quel “Etat” s’agit-il ?

Comme l'écrit le journal du Parti des travailleurs d'Algérie, *Fraternité* :

« Ces gouvernements qui ont de tout temps soutenu l'Etat d'Israël et se sont tus devant ses massacres commis à l'endroit du peuple palestinien, convergent aujourd'hui pour appeler “à la reconnaissance de l'Etat palestinien”. Après le gouvernement suédois, qui vient de reconnaître officiellement l'“Etat palestinien”, les Parlements de Grande-Bretagne, d'Espagne viennent de voter en faveur de sa reconnaissance, d'autres Parlements encore : de France, de l'Union européenne, s'apprêteraient à le faire. En visite à Gaza, la chef de la diplomatie européenne, Federica Mogherini, a elle aussi “plaidé pour un Etat palestinien indépendant” en prévenant : “Le monde ne supportera pas une nouvelle guerre après celle de cet été.” Pour ce faire, elle appelle, à la reprise des “négociations pour la paix”. Mais de quel Etat et de quelle paix s'agit-il ? Celui et celle décidés dans le cadre des accords d'Oslo de 1993 qui ont conduit à l'impasse actuelle, à de multiples offensives meurtrières. Quel Etat, alors que la colonisation a quadruplé depuis la signature de ces accords ? »

L'affrontement entre révolution et contre-révolution en Palestine nous ramène à l'enjeu majeur de toute la situation mondiale.

La guerre s'étend et va continuer à s'étendre

Comme l'indique le document préparatoire au conseil général élargi de mars 2015, la guerre s'étend et va continuer à s'étendre. C'est sans conteste l'expression de l'entrée dans une nouvelle phase de la crise sans issue du système fondé sur la propriété privée des moyens de production.

Reprenons à notre compte la méthode de Léon Trotsky qui disait, au début de la Seconde Guerre mondiale :

« La guerre actuelle n'est que la continuation de la dernière guerre, mais une continuation n'est pas une répétition. »

Il insistait en 1940 :

« Elle ne se borne pas à une simple répétition. La putréfaction du capitalisme ayant fait de grands progrès dans le dernier quart de siècle, dans l'économie, dans la politique... »

Il y aurait beaucoup à dire sur cette putréfaction soixante-quatorze ans après que ces lignes ont été écrites. Un chiffre résume à lui seul le degré de pourriture atteint par un système qui a fait son temps : la capitalisation boursière des 100 plus grandes entreprises cotées du monde représente 6 000 milliards de dollars (4 400 milliards d'euros) de plus qu'en 2009, selon une étude parue en juin dernier. En cinq ans, leur poids boursier est passé de 8 400 à 15 000 milliards de dollars. Les entreprises des États-Unis dominent toujours le classement de la tête et des épaules : elles sont 47 dans le « Top 100 », alors qu'elles n'étaient que 33 en 2008 (1).

Une nouvelle étape du parasitisme de tout le système

La guerre s'étend et va continuer à s'étendre, interférant avec de plus en plus de force sur les conditions dans lesquelles le prolétariat et les peuples sont amenés à combattre pour résister aux exigences destructrices de l'impérialisme. Elle ne se limite pas à ravager le Moyen-Orient et les régions avoisinantes, elle s'installe sur tous les continents sous une forme endémique qui prépare de brusques et violentes explosions sur tous les continents, témoignant tout à la fois du franchissement d'une nouvelle étape dans la crise de décomposition du système mondial de l'impérialisme et de l'impossibilité pour les peuples de survivre sous le talon de fer du capital.

Ce qui se passe en Irak et en Syrie est bien évidemment le produit de l'intervention américaine de 1991 et 2003, mais pas seulement.

— La « zone grise » (pour reprendre le terme journalistique en vogue) qui s'est constituée depuis des décennies pour gangréner tout le Moyen-Orient est à rapprocher de ce qui s'est développé dans la même période dans la zone sahélienne et déstabilise aujourd'hui tout le Maghreb. Elle est à rapprocher de ce qui se passe dans les Balkans, dans les républiques du Caucase, en Ukraine (2), dans les ex-pays du glacis soviétique à l'est de l'Europe qui, après la chute de l'URSS, n'ont pu être intégrés à la division internationale du travail sur un marché mondial en pleine crise. Comme elle est à rapprocher de ce qui se passe à la frontière des États-Unis, en Amérique centrale et au Mexique.

C'est l'image du franchissement d'une nouvelle étape du parasitisme de tout le système. Ces zones de trafics sont consubstantiellement liées à la décomposition du système

(1) Autre signe de la putréfaction du système capitaliste, l'épidémie d'Ebola en Afrique. Citons à ce sujet le communiqué de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (à l'issue de la réunion de sa coordination internationale, les 10 et 11 octobre 2014 à Alger) : « La situation catastrophique des systèmes de santé dans ces pays ne tombe pas du ciel : les plans d'ajustement structurel (PAS) imposés aux pays africains par le FMI et la Banque mondiale à partir des années 1980 ont accéléré le désengagement financier des États des services publics les plus élémentaires. Les systèmes de santé y ont payé un lourd tribut. En imposant aux nations du continent africain de rembourser une dette qui n'était pas celle des peuples, les institutions internationales (FMI, Banque mondiale) ont poussé à la réduction des budgets nationaux de santé. (...) Aux États-Unis, pays le plus riche du monde, où l'annonce de deux possibles cas d'Ebola à Dallas et New-York a semé une panique sans précédent, le docteur Francis Collins, président de l'Institut national de santé, vient de déclarer : "A l'Institut national de santé (NIH), nous tentons de développer des vaccins contre Ebola depuis 2001. Honnêtement, si nous n'avions pas subi les coupes budgétaires de ces dix dernières années, nous aurions probablement déjà un vaccin." (...) Comme l'écrit le journaliste Robert Fisk dans le quotidien britannique *The Independent* (21 octobre) : "Le mois dernier, la marine de guerre américaine a envoyé (en Irak et en Syrie) l'équivalent de 65,8 millions de dollars de missiles Tomahawk en l'espace de seulement vingt-quatre heures. Si des sommes équivalentes étaient dépensées pour soigner Ebola, il n'y aurait pas d'épidémie d'Ebola aujourd'hui." *L'extension d'Ebola n'est rien d'autre qu'une conséquence barbare du système capitaliste en crise, fondé sur la guerre et l'exploitation, sur le pillage et l'appauvrissement des populations, sur la privatisation des services publics les plus élémentaires, au détriment de la santé de milliards d'êtres humains.* »

(2) A ce sujet, notons cette réflexion publiée par la très influente revue de politique étrangère américaine *Foreign Affairs* (septembre-octobre 2014) : « Selon la version qui prévaut en Occident, l'agression russe est seule responsable de la crise en Ukraine. (...) Mais tout cela est faux : les États-Unis et leurs alliés européens portent l'essentiel de la responsabilité de la crise. La clé du problème, c'est l'élargissement de l'OTAN, élément majeur d'une stratégie plus vaste qui vise à retirer l'Ukraine de l'orbite russe. » Le Parlement ukrainien vient de mettre à l'ordre du jour un projet de loi visant à modifier le statut de « non-aligné » de l'Ukraine, avec l'objectif de relancer le processus d'adhésion à l'OTAN. Quant à l'OTAN, elle annonçait le 1^{er} décembre le déploiement, à ses frontières orientales « d'une force intermédiaire avec un niveau très élevé de réactivité » dès janvier 2015.

impérialiste dans son ensemble. Elles sont à mettre en rapport avec les nouvelles formes de la guerre que se mènent, sur un marché dont des pans entiers s'effondrent, les gangs capitalistes pour le contrôle des matières premières et des débouchés. Des guerres que les gangs impérialistes se mènent de plus en plus par bandes et milices (ethniques ou pas) interposées, passant de plus en plus souvent par-dessus leurs instruments habituels : les Etats, littéralement désarticulés par la pression dislocatrice qu'exerce sur eux l'impérialisme depuis des décennies. Des Etats qui ne donnent plus les garanties nécessaires.

Impossible de comprendre, par exemple, la subite importance de chefs de guerre touaregs sans la relier aux mines d'uranium du Niger qui sont l'enjeu d'une bataille pour leur contrôle entre Areva et ses concurrents. Et les processus de décomposition qui se poursuivent, sous l'égide des troupes d'occupation françaises, au Mali et en Centrafrique, où encore en Libye où la « communauté internationale » cherche à empêcher toute solution libyenne, maintenant un foyer d'instabilité permanente.

Impossible de comprendre la place qu'occupent depuis des décennies les réseaux parallèles d'écoulement de la production pétrolière dans les zones frappées d'embargo ou dévastées par la guerre, sans la relier à la mise en place en Irak, sous l'égide de l'ONU, du plan « Pétrole contre nourriture » où Total s'est battu de toutes ses forces pour ne pas être évincé par ses concurrents « anglo-saxons » (3).

Impossible de comprendre l'ampleur prise par le trafic d'êtres humains sans le relier à ces guerres. Impossible, notamment en Europe, de ne pas le relier à l'organisation, à l'issue des guerres de dislocation de la Yougoslavie, de ces chefs de bandes de trafiquants, supplétives des gangs capitalistes protégés par l'ONU, pour faire affluer ces millions de réfugiés « damnés de la terre » et les livrer comme main-d'œuvre esclave sur un marché qui ne pourra les absorber et rejettera la majorité d'entre eux dans la déchéance et la barbarie, pour servir de boucs émissaires aux Etats comme aux bandes fascistes instrumentalisées par ces mêmes Etats « respectables ».

La « coalition internationale » pour la guerre en Irak et en Syrie

Ce serait une erreur d'isoler l'extension de ces « zones grises » de la décomposition des vieilles nations impérialistes elles-mêmes, dont les métropoles frappées par le chômage, la misère et l'absence de toute perspective fournissent au djihad des contingents non négligeables de jeunes déclassés navigant entre délinquance, trafic d'armes et prosélytisme sectaire, manipulés par les monarchies du Golfe.

Rarement, l'imbrication totale à l'échelle mondiale de toutes ces manifestations de la décomposition du système impérialiste n'aura mis en lumière avec une telle intensité pour la classe ouvrière l'alternative « *socialisme ou barbarie* ».

Qu'est-ce que Daech (« l'Etat islamique ») (4), dont la mise en scène est complaisamment organisée par les médias du monde entier pour appeler à la « croisade » ? C'est l'image du gouffre qui s'ouvre sous nos pieds et dans lequel la société tout entière est entraînée par la survie du système de domination impérialiste.

La coalition constituée par Obama n'est pas la simple tentative de réussir la coalition qu'il n'avait pas réussi à organiser contre la Syrie.

Sa coalition ne se limite pas au Moyen-Orient, elle cherche à établir sous le commandement américain un dispositif d'intervention « mutualisé » contre le « terrorisme » pour la préservation des intérêts de ses principaux groupes financiers (gangs) qui se confondent pour l'impérialisme américain, avec ceux de tout le système. Ce qui pousse à leur paroxysme toutes les contradictions qui continuent à opposer les Etats-Unis aux grandes puissances impérialistes qu'ils ont détrônés. La mise en place de cette coalition avait de

(3) Cela à un moment où les cours du pétrole sont historiquement bas, sous la quadruple action combinée de la spéculation des compagnies américaines, de la baisse de la consommation mondiale en raison de la crise, des trafics auxquels se livre Daech en Irak et en Syrie (revendant du brut y compris aux compagnies nord-américaines) et de l'action des monarchies du Golfe à l'intérieur de l'OPEP.

(4) A ce sujet, notons que le sénateur américain Bob Graham, ancien gouverneur de Floride, qui a dirigé l'enquête sur le 11 Septembre 2001, affirme dans un rapport officiel que la montée de Daech — et de ses prédécesseurs depuis le 11 septembre — a été facilitée par le gouvernement américain, via ses proches alliés dans le Golfe, notamment l'Arabie Saoudite.

surcroît pour objectif de permettre à Obama de se présenter, à la veille des élections de mi-mandat, comme un président disposant d'une « stratégie » cohérente, ce qui manifestement a échoué, portant à son paroxysme la crise politique qui déchire les sommets de l'impérialisme américain.

La crise de l'impérialisme américain

Il y a soixante-dix ans, l'impérialisme américain parachevait ce qui avait été entrepris trente ans plus tôt à travers la première guerre impérialiste et finissait d'établir sa suprématie totale sur le monde. Cette suprématie, il l'établissait sur un système en décomposition, en même temps qu'il se heurtait à la montée révolutionnaire de la classe ouvrière, menaçant directement le régime fondé sur la propriété privée des moyens de production.

La « mondialisation » qui s'est littéralement déchaînée après les mesures de déréglementation financière adoptées à partir de 1971, a ouvert la voie au règne sans limites des groupes dominants du capital financier (américain) sur le monde entier, exerçant une pression dislocatrice sur tous les Etats, à commencer par les vieux Etats impérialistes. Une « percée » encore renforcée par l'effondrement de l'URSS en 1991, et qui ne cesse depuis de bouleverser tout l'« équilibre » des zones d'influence établies à l'issue de la Seconde Guerre mondiale.

L'impérialisme américain a utilisé ce bouleversement permanent de la division internationale du travail pour contrer les prétentions des vieilles puissances impérialistes en se servant de l'émergence de « nouvelles puissances » étroitement dépendantes de ses investissements et des décisions de la Fed, la banque centrale des Etats-Unis. Il est par ailleurs contraint de les remettre périodiquement à la place qu'il leur a assignée et qui doit rester celle d'auxiliaires de l'impérialisme dominant, renonçant à jouer un rôle propre sur l'échiquier mondial.

Mais l'impérialisme américain n'a pas les moyens, à lui seul, de se porter sur tous les fronts : contenir les prétentions de ces auxiliaires, garantir son accès aux matières premières comme à la sécurité des voies commerciales (maritimes) face aux explosions de la piraterie... mais surtout de prévenir les soulèvements inévitables de peuples entiers contre son « ordre ». Il lui faut engager, à ses côtés, sous son commandement, une coalition dans laquelle doivent prendre tout particulièrement place (et à n'importe quel prix) les Etats européens — les ex-grandes puissances — qui pèsent, du fait du poids qu'ils ont conservé sur les territoires de leurs ex-colonies et qui est d'une autre nature que celui d'un Qatar ou d'un régime saoudien, qui sont de simples créatures des Etats-Unis (ce qui ne veut pas dire que leurs décisions ne puissent entrer en contradiction avec sa propre stratégie).

Sous la pression insupportable qu'il exerce, l'impérialisme américain est en train de faire implorer l'Union européenne (qu'il a lui-même contribué à construire pour s'ouvrir un marché à la taille des appétits de ses groupes et « contenir » les contradictions toujours renaissantes entre Etats nationaux concurrents), nourrissant et préparant des explosions révolutionnaires, ébranlant l'architecture de tous les Etats européens en plein déclin.

Une pression gigantesque est exercée sur l'Allemagne depuis des mois pour qu'elle accepte de se porter garante pour tous les pays de la zone euro... Et comme si cela ne suffisait pas, lorsque surgit la question ukrainienne instrumentalisée par l'impérialisme américain pour faire pression sur Poutine pour qu'il se plie (en Iran et en Syrie...) à ses exigences, Obama décide des « sanctions » qui touchent de plein fouet toute l'industrie exportatrice allemande et menace de ce fait directement tout « l'équilibre » européen.

Elections à “mid-term” et crise de l'administration américaine...

Ce qui s'est exprimé dans les élections du « mid-term » début novembre va au-delà du traditionnel rejet de l'administration en place, démocrate ou républicaine. Bien entendu, la première leçon de ces élections, c'est la déroute du Parti démocrate et de l'administration Obama.

Ce sont « les dizaines de millions qui avaient voté pour Obama il y a deux ans, mais qui ont été tellement déçus qu'ils sont restés chez eux ce 4 novembre » écrit un éditorialiste du *Washington Post* le 17 novembre.

Mais plus généralement, souligne cet éditorialiste :

« Environ 36,3 % des électeurs dûment inscrits ont cette année donné aux républicains leur victoire écrasante, le taux de participation le plus faible depuis 1942 »... « Moins d'un tiers des électeurs inscrits dans les trois Etats les plus peuplés, Californie, Texas et New York, sont allés voter » s'indigne pour sa part le *New York Times*.

La chaîne de télévision CNN, dans ses sondages « sortie des urnes », indique :

« Une majorité d'Américains sont insatisfaits et en colère, tant contre l'administration de Barack Obama que contre le Parti républicain. (...) La plupart des électeurs ont un point de vue négatif sur les deux partis »...

Et encore s'agit-il là d'un sondage réalisé parmi le tiers des électeurs qui se sont déplacés pour voter ! A l'inverse de ce rejet massif, il convient cependant de noter que, dans toute une série d'Etats où, simultanément aux élections parlementaires, se tenaient des référendums à l'initiative des organisations syndicales (en Alaska, en Arkansas, en Californie, au Nebraska et au Dakota du sud), tout particulièrement sur l'exigence de l'établissement d'un salaire minimum, ces référendums se sont la plupart du temps soldés par un résultat conforme à la consigne de vote des organisations ouvrières. Ce qu'a dû reconnaître le président de l'AFL-CIO, Richard Trumka — lui-même partisan du soutien politique, financier et militant des organisations syndicales au Parti démocrate — déclarant : « *Les démocrates ont pris une raclée, pas l'agenda ouvrier* » (5).

Ce tremblement de terre électoral a été suivi à la fois par un approfondissement de la crise aux sommets de l'administration américaine, et par le surgissement de la population noire à l'annonce du verdict de Ferguson (6).

Fin novembre, le républicain Chuck Hagel, qu'Obama avait nommé secrétaire à la Défense en 2013, annonçait sa démission. Une démission « *sous pression* » (*Washington Post*) d'un républicain en rupture avec son parti d'origine depuis qu'il avait sévèrement critiqué la politique de Bush en Irak, avant de rallier Obama. Ses critiques récentes contre la stratégie d'Obama en Syrie, tandis que ce dernier remettait entre les mains de deux généraux (Martin Dempsey, le chef d'état-major, et le général John Allen) les manettes de la « coalition » internationale, ont précipité la rupture.

... et le surgissement des masses noires après le verdict de Ferguson

Cette crise au sommet éclatait au moment même où, dans les rues de dizaines de villes du pays, surgissaient les masses noires, à l'annonce du verdict d'acquiescement du policier blanc meurtrier de Michael Brown, le jeune noir abattu à Ferguson (Missouri), et du meurtre de Tamir Rice, un enfant noir de douze ans assassiné par la police à Cleveland (Ohio) (7). Par

5) Un formidable encouragement pour les nombreux militants et responsables du mouvement ouvrier aux Etats-Unis qui, à l'instar de ceux, dont les militants de la section de la IV^e Internationale, préparent la conférence nationale de Labor Fightback Network en mai 2015, reliant l'ensemble des formes du combat de classe (et du combat des Noirs) à la recherche d'une « *action politique indépendante du mouvement ouvrier (syndical)* » en rupture avec la politique « *des deux principaux partis qui cherchent à imposer aux travailleurs des contrats de recul social, comme cela s'est passé chez Boeing à Seattle* ».

(6) Signalons concomitamment les développements au Mexique, où des centaines de milliers de travailleurs et de jeunes sont descendus dans les rues au cri de « *Dehors Nieto* » (le président de la République). Dans cette nation opprimée, menacée de dislocation par l'impérialisme américain (*lire l'article de nos camarades mexicains dans notre précédent numéro*), l'enlèvement de quarante-trois étudiants par la mafia, en connivence avec la police et les autorités, a fait l'effet d'une étincelle. La « *Rencontre nationale des résistances* » « *pour la libération nationale et l'émancipation sociale* » qui s'est tenue le 20 novembre 2014, rassemblant de nombreuses organisations ouvrières et populaires, dont l'Organisation politique des travailleurs et du peuple (dont la section mexicaine de la IV^e Internationale est partie constitutive), a adopté un appel qui se conclut ainsi : « *Nous exigeons a) La réapparition en vie des quarante-trois normaliens disparus depuis près de deux mois. b) Le châtiement de tous les responsables coupables de complicité, voies de fait ou omission de faits des 26 et 27 septembre à Iguuala, Etat de Guerrero. c) L'abrogation des réformes structurelles concernant l'enseignement, le travail, l'énergie, les télécommunications et la grande propriété terrienne parce qu'elles violent les droits des Mexicains. d) Liberté immédiate pour tous les prisonniers politiques. e) Arrêt de la criminalisation de la protestation sociale. f) Le départ d'Enrique Peña Nieto comme président de la République. g) Nous nous joignons aux actions de désobéissance civile et pacifique de la journée civique nationale du 1^{er} décembre et de la prise symbolique de la ville de Mexico du 6 décembre.* »

(7) La veille du meurtre de Tamir Rice, dans la même ville de Cleveland, Ricky Jackson, un Noir âgé de 57 ans, condamné à mort, était finalement innocenté et relâché après trente-neuf ans passés dans le « couloir de la mort » ! Il avait été condamné sur la base du faux témoignage d'un enfant... Voilà ce qu'il en est de la situation des Noirs aux Etats-Unis, où « *un Noir est abattu toutes les vingt-huit heures* », comme le dit une militante participant aux manifestations.

dizaines de milliers, toutes générations confondues, les Noirs des Etats-Unis ont exprimé dans la rue leur haine d'un système policier et institutionnel qui n'a jamais renié ses fondements profondément racistes issus du passé, de l'esclavage à la ségrégation.

« *Les vies noires ont de la valeur* », déclarent — à la face des institutions dirigées par le « premier président noir » — les pancartes brandies par les manifestants dans plus de deux cents villes.

La « question noire » aux Etats-Unis, question nationale non réglée, reste un levier majeur de la révolution prolétarienne dans la principale puissance impérialiste.

Elle confirme tout l'héritage théorique des trotskystes aux Etats-Unis sur cette question, tout particulièrement le document intitulé « *Freedom now !* » (La liberté maintenant), adopté par le congrès du Socialist Workers Party (SWP) de 1963 — et que notre revue, *La Vérité*, a republié il y a un an dans son numéro 80 — et qui affirmait notamment :

« *La première tâche importante de la lutte des Noirs, c'est la mobilisation et l'unification des masses noires en un mouvement indépendant qui combatte pour l'égalité — préalable indispensable à une future alliance révolutionnaire de la classe ouvrière et du peuple noir.* »

Ecrites dans des circonstances bien entendu différentes il y a plus de cinquante ans, ces lignes tracent cependant une perspective parfaitement adaptée à la situation actuelle.

L'impérialisme américain “n'a pas les moyens à lui seul de faire refluer la résistance des peuples”

Empêtré dans sa propre crise, l'impérialisme américain — comme l'indiquent les notes adoptées par le secrétariat international :

« *n'a pas les moyens à lui seul, de faire refluer la résistance des peuples pour les soumettre au “régime” que la survie du système exigerait d'instaurer sur le monde entier.*

Une résistance toujours renaissante mais qui reste emprisonnée, malgré les éléments de rupture qui sont apparus sporadiquement sous la pression des masses, par les directions dans le strict cadre du respect de l'ordre impérialiste.

En relation même avec la phase de destruction généralisée dans laquelle le système capitaliste décomposé est entré, elles prennent en charge directement, contre la classe ouvrière et ses organisations, la politique de destruction des conquêtes ouvrières et de la démocratie, y compris l'existence des nations.

C'est, en Europe, le rôle joué notamment en Allemagne, en Italie, en Espagne, en France, en Grèce, par les dirigeants de ces partis au sein des gouvernements engagés dans une politique d'atomisation de la classe ouvrière organisée, ouvrant la voie au corporatisme.

Cela a des répercussions aux sommets des organisations syndicales, répercussions qui nourrissent nombre de contradictions et ouvrent des brèches à tous les niveaux des organisations. (...)

Indiscutablement, le tournant en cours va ouvrir de nouvelles brèches dans les organisations de la classe ouvrière sur tous les continents.

On ne saurait ignorer que les processus tant dans la social-démocratie que la décomposition des appareils stalinien et social-démocrate, des pablistes et autres centristes réactionnaires, visent à désintégrer les organisations ouvrières au profit de mouvements de type “Indignés”, “Podemos” (8) et autres coordinations qui visent à dissoudre le caractère de classe des organisations.

Mais dans ces brèches s'ouvre une alternative : la possibilité, en particulier avec notre aide, de travailler à la reconstitution du mouvement ouvrier sur un nouvel axe, celui de la préservation de l'indépendance des organisations, en relation avec la construction de noyaux combattant pour l'indépendance politique de la classe ouvrière, s'inscrivant dans notre stratégie de transition dans la construction d'un parti révolutionnaire. »

“Des brèches s'ouvrent” : la crise de la COSATU en Afrique du Sud

La discussion de cette appréciation qu'il conviendra de mener dans le cours de la préparation du conseil général élargi de mars 2015 devra pleinement intégrer les leçons des ultimes développements de la crise dans le mouvement ouvrier en Afrique du Sud, qui témoignent de la puissance de ce que nous avons appelé, en août 2012, le « tournant » de

(8) Lire à ce sujet l'article de Jesús Bejar, Angel Tubau et Luis Gonzalez dans ce numéro.

Marikana (9). Le 9 novembre, au terme de plusieurs mois de conflits et de tensions, le comité exécutif central extraordinaire de la COSATU décidait d'exclure sa fédération des métallurgistes, la NUMSA (plus de 340 000 membres). Loin de faire l'unanimité, l'exclusion n'a été votée que par 33 voix contre 24, témoignant d'une grande division des sommets mêmes de la confédération à ce sujet. Les dirigeants de la NUMSA ont, dès le lendemain, appelé à combattre pour leur réintégration, déclarant :

« L'une des principales raisons des tensions autour de la violation des statuts est la division politique entre ceux qui défendent les intérêts de la classe ouvrière, comme nos statuts l'exigent de nous, et ceux qui sont prêts à sacrifier ces intérêts sur l'autel d'une alliance avec l'ANC et le Parti communiste. (...) Le crime suprême dont on accuse la NUMSA est d'avoir démocratiquement, dans son congrès, pris position pour l'indépendance de la confédération, compte tenu de l'aggravation de la situation de la classe ouvrière résultant de la politique néolibérale de l'ANC. »

La NUMSA est loin d'être isolée. Sept fédérations affiliées à la COSATU ont suspendu leur participation aux instances confédérales par solidarité. A l'inverse, les dirigeants de la NUM — déconsidérés depuis le massacre de Marikana — ont été à l'avant-garde de l'offensive pour « régler son compte » à la NUMSA. Aux côtés de ces dirigeants décrédibilisés par leur imbrication avec le patronat, les débris décomposés du stalinisme représentés par le PC sud-africain, allié traditionnel de l'ANC (ce dernier étant adhérent à l'Internationale « socialiste »).

Mais du côté des représentants de l'ANC, comme des milieux d'affaires, ce qui vient de se passer provoque expectative et inquiétude. Car qui sera en mesure de contrôler la classe ouvrière si la COSATU est affaiblie ?

Inquiétudes d'autant plus fortes que dans une déclaration commune adoptée le 22 novembre, la NUMSA et les fédérations syndicales qui font bloc avec elle, réaffirment l'exigence de réintégration inconditionnelle, indiquant : *« Nous avons la ferme conviction qu'il ne peut y avoir de COSATU sans la NUMSA, et pas d'unité dans la COSATU sans la NUMSA »*, ajoutant : *« Nous avons la mission historique de reconquérir la COSATU »*, mais *« rien ne pourra nous interdire de considérer d'autres alternatives si nécessaire »*, en rapport avec l'état d'esprit des syndiqués et des militants qui s'interrogent sur la possibilité de *« quitter la COSATU et fonder une nouvelle confédération indépendante, démocratique et contrôlée par les travailleurs »*.

Partant de l'inquiétude d'une possible perte de contrôle de la COSATU sur la classe ouvrière noire d'Azanie, l'angoisse des milieux proimpérialistes va au-delà. En atteste cette chronique du journal *Daily Maverick*, qui décrit ce que pourrait être *« le pire cauchemar de l'ANC »* :

« Imaginez une alliance, ou un front politique, regroupant Irvin Jim, Julius Malema, Zwelinzima Vavi et Joseph Mathunjwa » (10).

Les tâches de la IV^e Internationale en Europe

Dans la discussion préparatoire au conseil général élargi de mars 2015, il conviendra d'être particulièrement attentif à la situation ouverte sur le continent européen. Comme l'indiquent les notes adoptées par le secrétariat international :

(9) Le 16 août 2012, la police tire sur les mineurs noirs en grève à Marikana, assassinant au moins trente-quatre grévistes. Un séisme dans un pays gouverné par l'alliance tripartite gouvernementale ANC-Parti communiste-direction de la COSATU, depuis les accords de 1994 qui ont officiellement mis fin au régime de l'apartheid (mais ont garanti aux multinationales et aux grands fermiers blancs leur contrôle absolu sur la terre et les moyens de production). Le massacre de Marikana, comme le rappellent nos camarades du Socialist Party of Azania (SOPA, parti dans lequel militent les partisans de la IV^e Internationale en Azanie) *« a été une ligne de démarcation séparant ceux qui croyaient que tout pouvait continuer comme par le passé et ceux qui sont persuadés que le changement est inévitable et possible »*.

(10) Il s'agit respectivement d'Irvin Jim, dirigeant de la NUMSA ; de Julius Malema, ancien dirigeant exclu de l'ANC et fondateur du nouveau parti Economic Freedom Fighters, troisième parti au Parlement (qui réclame notamment la *« nationalisation des mines »* et la *« terre aux paysans noirs »*) ; de Zwelinzima Vavi, secrétaire général de la COSATU en disgrâce pour avoir posé la question de l'indépendance de la centrale syndicale vis-à-vis du gouvernement, et de Joseph Mathunjwa, le dirigeant du syndicat AMCUC qui a animé la grève de Marikana (contre les dirigeants de la NUM, affiliée à la COSATU, qui ont condamné la grève).

« La guerre au Moyen-Orient et son développement au Sahel sont devenus un élément constitutif de la situation intérieure de la France, de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de l'Espagne et de l'Italie. Elle est un élément de l'ouverture de la crise révolutionnaire qui mûrit sur tout le continent européen. L'engrenage de la guerre est devenu un axe du développement de toute la situation européenne, avec toutes ses conséquences : l'aggravation de la crise des régimes, l'aiguïssement de l'offensive anti-ouvrière et les explosions révolutionnaires que cet engrenage prépare. Un engrenage qui ordonne désormais les choses au sein des grands pays impérialistes ("pays avancés") où la bourgeoisie se prépare à déclencher, sous des formes nouvelles, une campagne chauvine qui n'a rien à envier à celles qui ont été déchaînées à la veille des deux dernières guerres mondiales pour désarmer la classe avec l'aide des directions des organisations de classe et bénéficiant déjà du soutien des directions sociale-démocrate et stalinienne.

De façon différée (et sérieusement différée — soixante-dix ans...), la classe ouvrière des puissances impérialistes, toutes irrémédiablement marquées par la décadence, se retrouve face aux tâches que lui assignait Trotsky en 1939 et qu'il résumait ainsi : "Une direction révolutionnaire sera-t-elle formée, qui soit capable de mener le prolétariat à la conquête du pouvoir ?"

En disant cela, la IV^e Internationale ne cède à aucune tendance "européocentriste". Elle a salué l'irruption révolutionnaire en Egypte et en Tunisie pour ce qu'elle était, l'ouverture d'une nouvelle période de soulèvements révolutionnaires appelés à surgir sur tous les continents. Elle inscrit tous les développements actuels dans cette période, mais elle a pour devoir de mesurer dans ce cadre la profondeur de la crise économique, politique et sociale qui s'approfondit au cœur des vieilles nations, qui ont été le creuset de la domination impérialiste comme du mouvement ouvrier international, et d'en tirer toutes les conclusions politiques et organisationnelles. Ces considérations n'établissent aucun ordre de priorité sur l'échiquier mondial du développement de la révolution ; elles intègrent ce que dit, du Brésil, de la Bolivie et de l'Uruguay, la déclaration de la section brésilienne au lendemain de la réélection de Dilma (11). Mais ce serait une erreur tragique de ne pas comprendre, du point de vue des tâches que Trotsky assignait au prolétariat, ce que l'enlèvement des troupes d'élite françaises dans les sables du Sahel va signifier au moment où le gouvernement doit détruire le socle des conquêtes sociales et politiques arrachées par la vague révolutionnaire prolétarienne dans les années 1944-1947.

Ce serait une erreur de ne pas comprendre l'impulsion que va donner à l'ouverture de la crise révolutionnaire la décision prise par la monarchie espagnole aux abois d'envoyer des instructeurs en Irak, au moment où le scandale de la destruction de ses hôpitaux combiné au soulèvement du peuple catalan, fait vaciller le trône. Ce serait une erreur que de ne pas comprendre ce que la violation par le gouvernement allemand du principe de "non-intervention" — qui a été à la base de la reconstruction de l'Etat bourgeois sur les ruines du nazisme —, au moment où la stabilité du régime parlementaire appuyée sur la "cogestion" est remise en cause par l'irruption de la récession... va signifier dans le bouleversement des rapports politiques en Allemagne, vingt-cinq ans après la réunification.

Tout cela sur un continent où les exigences de l'impérialisme américain, tant au plan économique que politique et militaire, vont faire exploser le cadre de l'Union européenne — laborieusement élaboré pour garantir la pérennité de l'ordre impérialiste sur un continent où la souveraineté des nations plusieurs fois centenaires est inéluctablement remise en cause pour satisfaire les groupes du capital financier. Tout cela, sur un continent où la résistance de la classe ouvrière reste l'élément déterminant de toute la situation, se combinant aux facteurs de désagrégation de l'impérialisme. »

La Vérité

(11) On lira dans ce numéro l'article de la camarade Misa Boito.

Brésil

La réélection de Dilma Rousseff et le combat pour la Constituante

Par Misa Boito

La quatrième victoire consécutive du Parti des travailleurs (PT) à l'élection présidentielle a été acquise par la majorité du peuple qui veut des conquêtes sociales et une nation souveraine. Le courant O Trabalho du PT, section brésilienne de la IV^e Internationale, a été partie prenante de ce combat.

Dans une situation où, dans le monde entier, l'impérialisme américain donne des tours de vis pour soumettre les nations à son pillage, les élections de 2014 au Brésil ont été marquées par la situation ouverte par les mobilisations de rue qui ont éclaté en juin 2013.

Le résultat électoral, avec la réélection de la présidente Dilma, du PT, a été une victoire acquise par l'action « héroïque » des militants pétistes et de secteurs organisés du mouvement syndical et populaire, avec, en particulier au second tour, l'engagement de forts contingents de la jeunesse, pointe avancée des mobilisations de juin 2013. Une véritable mobilisation classe contre classe, malgré la politique de l'appareil du PT.

Une victoire sans appel. La défaite d'Aécio Neves, candidat du Parti de la social-démocratie du Brésil (PSDB), parti qui représente directement les intérêts impérialistes dans le pays, est l'expression de la résistance de la majorité du peuple et de sa détermination à avancer dans les conquêtes sociales et dans la souveraineté nationale.

Le courant O Trabalho du PT, s'est pleinement impliqué dans ce combat. Avec une politique de front uni anti-impérialiste et de défense des organisations construites par les travailleurs, il a combattu au coude-à-coude avec les travailleurs. Au point de départ, il y a eu une position claire de défense du PT, en 2012, contre l'Action pénale 470 qui préparait déjà le terrain électoral (1), et en mettant au centre de son agitation le mot d'ordre pour la Constituante ; depuis les journées de 2013, O Trabalho a aidé à construire, dès la première heure, la campagne du plébiscite populaire pour la Constituante souveraine et exclusive du système politique et a mis cette question au centre du combat pour le vote pour Dilma.

Sur cette exigence, les trotskystes au Brésil ont combattu dans ces élections pour la réélection de Dilma. Les candidats à la députation, proposés ou soutenus par O Trabalho dans onze Etats, ont été les constructeurs en première ligne de la

(1) L'Action pénale 470 est un procès qui a commencé en 2012, dont toutes les séances, filmées par la télévision, ont été diffusées dans tout le pays, procès qui s'est conclu en novembre 2013 sur des peines d'emprisonnement. Ce jugement, fruit d'une plainte déposée en 2005, pendant le premier mandat de Lula, n'a jamais été fondé sur des preuves. Pendant le procès, des preuves favorables aux inculpés ont été omises, le droit à la défense a été refusé, et de nombreuses autres aberrations ont été commises. Une offensive qui a culminé, en grande partie, dans le refus de la direction du parti à défendre le PT et ses dirigeants transformés en coupables.

campagne pour le plébiscite populaire, qui a eu lieu pendant la période électorale.

Aujourd'hui, tout se concentre sur la manière de faire appliquer la volonté populaire, ce qui signifie concrètement réaliser au Brésil des changements profonds, désir qui a fait bouger la base sociale et qui a garanti la réélection de Dilma, dans un pays où les disparités sociales sont encore énormes, avec une concentration catastrophique de la terre (1 % des propriétaires possède 45 % des terres cultivables), un déficit de près de huit millions de logements, et des services publics défaillants qui cohabitent avec des institutions héritées de la dictature militaire (1964-1985).

CLASSE CONTRE CLASSE, LE PT EST LA CIBLE D'UNE GRANDE OFFENSIVE

Après onze ans de gouvernement du PT, les mobilisations de juin 2013, un an avant le début de la campagne électorale, ont laissé l'empreinte du fossé qui existe entre les institutions actuelles et la majorité opprimée de la nation. « *Vous êtes nos représentants* », tel était le sentiment de la rue. Ce qui renvoie à **la brûlante distorsion de la représentation du peuple, compte tenu** de l'actuel système politique dans

7 754 436 votants pour le plébiscite populaire

« *Etes-vous pour une Constituante souveraine et exclusive du système politique ?* » Telle était la question soumise à la consultation de la semaine du 1^{er} au 7 septembre 2014, date des fêtes de l'indépendance du pays. Quatre-vingt-dix-sept pour cent (plus de sept millions et demi de personnes) ont voté oui, 2,57 % (199 000) ont voté non.

Lancée en novembre 2013, la campagne a été menée par plus de 400 organisations, parmi lesquelles la Centrale unique des travailleurs (CUT), principale centrale du pays, et le Mouvement des paysans sans terre (MST), principal mouvement dans le combat pour la réforme agraire. Elle a eu le soutien du PT et a attiré un nombre extraordinaire de jeunes. Dans tous les Etats du pays, menée par des comités de base, les municipalités ou les Etats, la campagne a mobilisé des dizaines de milliers de militants qui ont mis à sa disposition 20 000 urnes sur les lieux de vote, places, écoles, portes d'usine, différents centres de travail, administrations publiques, etc.

Les candidats proposés ou soutenus par O Trabalho ont transformé en propagandistes du vote leurs comités électoraux et leur activité de campagne au cours de la semaine du 1^{er} au 7 septembre.

La participation de près de huit millions de personnes au vote a été un « *résultat historique* », comme l'a présenté la *Lettre d'O Trabalho* du 10 septembre. Et ce malgré le boycott de la grande presse, les agissements de secteurs opposés à la Constituante (du Parti du mouvement démocratique brésilien [PMDB] à la direction de l'Eglise catholique, et même de gouverneurs d'Etats du PSDB (1) qui ont interdit le vote dans les écoles, jusqu'à des secteurs gauchistes, comme le Parti socialiste des travailleurs unifié [PSTU, morénistes]).

Le 13 octobre 2014, le résultat a été remis aux trois pouvoirs à Brasilia, judiciaire, législatif et principalement à la présidente Dilma.

La campagne du plébiscite a marqué toute la campagne électorale et, en particulier après la remise des résultats à la présidente, a ordonné le débat des dix derniers jours avant le second tour.

La campagne se poursuit maintenant autour d'un décret législatif, présenté au Congrès national avec l'appui de 181 parlementaires, pour le plébiscite officiel, avec la même question que celle posée pour le plébiscite populaire.

(1) Parti de la social-démocratie du Brésil, parti bourgeois qui survit depuis la dictature.

lequel survivent des règles et institutions héritées de la dictature militaire (2).

Pendant les trois mandats présidentiels, le PT, qui s'est adapté à ces institutions et, en conséquence, a gouverné en alliance avec des partis bourgeois dans le cadre du « présidentielisme de coalition », a déçu les attentes de changements profonds dans l'Etat et de réalisation des réformes nécessaires pour répondre aux demandes du peuple et avancer dans la conquête de la souveraineté.

Des réformes, comme la réforme agraire, pour lesquelles la classe ouvrière de la ville et de la campagne s'est mobilisée au début des années 1960, ont été freinées par le coup d'Etat militaire de 1964, et reprises par la rue avec le mouvement qui a abattu la dictature et donné naissance au PT. Au début des années 1980, en dressant ces revendications, le PT a dressé le mot d'ordre de Constituante souveraine.

La rue, en juin 2013, a mis à l'ordre du jour la question de la réforme politique. A cela, dans un premier temps, la présidente Dilma, sur une chaîne nationale de télévision, a répondu par la proposition d'un plébiscite pour la convocation d'une Constituante. Elle a reculé en moins de vingt-quatre heures, cédant à la pression de son vice-président, Michel Temer (du Parti du mouvement démocratique brésilien [PMDB]), lequel a écarté la proposition, avec le soutien du président du Tribunal suprême fédéral.

Mais même dans un cadre d'adaptation de l'appareil du PT, sa base sociale, dans la lutte de classe, a été capable d'arracher des conquêtes, comme la politique de hausse de la valeur réelle du salaire minimum, de 70 % lors de ces dix dernières années, ou le minimum salarial national pour les enseignants.

Les deux gouvernements de Lula et le premier de Dilma n'ont pas répondu aux revendications de leur base sociale, dont l'exemple le plus notable est le refus de la réforme agraire, et ont appliqué la politique de « l'excédent fiscal primaire ». Ce dernier est le fruit de l'accord entre le FMI et le gouvernement Fernando Henrique Cardoso du PSDB pour garantir le paiement des intérêts de la dette, qui détourne d'immenses ressources de la nation vers la spéculation financière, interdisant ainsi de satisfaire la revendication de services publics de qualité,

comme l'exigeait la rue en juin 2013. Malgré cela, il reste que, dans la situation actuelle de crise de l'impérialisme, les conquêtes arrachées par la pression de la base sociale du gouvernement sont intolérables. Tout comme est insupportable pour les besoins du capital financier le retard dans les contre-réformes — par exemple, la fin de droits inscrits dans le Code du travail —, retard qui est le produit de la résistance de la base sociale des gouvernements Lula et Dilma.

L'impérialisme a décidé « qu'il était temps d'en finir ». Tel était le contenu de ses candidatures au premier tour, à travers celles d'Aécio Neves (PSDB) et de Marina Silva (ex-PT, ex-Parti vert [PV], qui n'a pas réussi à créer un parti et s'est battue pour le Parti socialiste brésilien [PSB], parti bourgeois, enfin ex-soutien de Lula et de Dilma, et qui a rompu avec le gouvernement).

Les élections de 2014 ont été l'expression de ce que l'impérialisme en crise ne peut plus tolérer : des gouvernements qui, même soumis à leur politique, sont vulnérables aux pressions de leur base sociale.

Pour vaincre cette base sociale, la cible était le PT, même si la politique de sa direction n'a pas rompu, en douze ans, avec la politique impérialiste. L'attaque a commencé à se préparer avec l'Action pénale 470, un jugement frauduleux, orchestrée par le Tribunal suprême fédéral.

Le PT a disputé ces élections avec deux ex-présidents (José Dirceu et José Genoino), un député fédéral, ex-maire (Joao Paulo Cunha) et un ex-trésorier (Delubio Soares) en prison, injustement condamnés.

L'absence de combat de la direction du parti contre cette offensive a favorisé l'entreprise de la bourgeoisie distillant à travers ses organes de presse et les attaques directes du

(2) Une des images les plus symboliques des mobilisations de 2013 a été le siège du Congrès national par des dizaines de milliers de manifestants. Le Congrès national élu en 2014, en fonction de l'actuel système politique, « est le plus conservateur depuis 1964 », d'après les données du Département intersyndical d'étude parlementaire (Diap), accentuant la déformation de la représentation, où la majorité du peuple devient largement minoritaire. Sur un total de 594 membres (Chambre fédérale et Sénat réunis), 257 sont des élus propriétaires fonciers et 190 des élus-patrons, soit un total de 447 sur 594. Les élus des travailleurs sont au nombre de 46 !

PSDB, anti-« pétisme » — et anticommunisme —, qualifiant le PT de « *parti de voleurs* ».

Le coordinateur juridique de la campagne d'Aécio Neves en est venu à suggérer « *l'extinction* » du PT.

Sujet actif dans le combat électoral, le capital financier manipulait l'indice de la Bourse et le prix du dollar pour les besoins électoraux. Si Dilma montait, la Bourse baissait et le dollar montait. Si Aécio montait, la Bourse aussi. Les agences de notation menaçaient d'abaisser la note du pays.

Depuis 1989, date à laquelle le PT disputait la première élection présidentielle après la chute de la dictature, on n'avait pas vu d'élection aussi polarisée. Polarisation qui correspondait à la décision de l'impérialisme de reprendre le plein contrôle du gouvernement et ce à quoi se sont affrontés les pétistes, avec beaucoup de difficultés. Et enfin, le PT, qui s'était présenté en 1989, n'était pas le même que celui de 2014. Durant douze ans, la politique de la direction du parti n'a pas répondu aux attentes de la base sociale du gouvernement, a mêlé le PT aux autres partis dans une politique d'alliance ou dans le soutien aux mesures du gouvernement, et a « oublié » de défendre le PT contre l'Action pénale 470. C'est l'action décidée de secteurs majoritaires de la majorité exploitée qui a choisi le bon terrain pour poursuivre sa lutte, a lutté et vaincu dans les urnes le candidat de l'impérialisme.

PREMIER TOUR, PREMIER AVERTISSEMENT

Le premier tour a eu lieu le 5 octobre 2014. Dilma est en première position, avec 41,59 % des suffrages (43 267 438 voix). Aécio Neves, avec 33,55 % (34 897 211 voix), est au second tour, et Marina Silva est troisième, avec 21,32 % (22 176 613 voix).

Le résultat du second tour était prévisible, toutes les autres élections ayant été remportées par le PT au second tour. L'avertissement est évident dans la comparaison avec les élections de 2010. Le PT a perdu quatre millions de voix par rapport au premier tour de la présidentielle de 2010.

Mais c'est dans les élections à la proportionnelle (députés d'Etats, fédéraux) et dans quelques Etats pour l'élection des gouverneurs que le parti subit le plus gros coup. En 2010, le PT avait eu 88 membres élus à la Chambre fédérale ; dans ces dernières élections, il tombait à 70. En ajoutant les élus dans les Etats, la chute est plus importante encore. Malgré ses pourcentages en nombre de voix et d'élus au Congrès national, le grand avertissement est donné par la perte de voix et par les villes où elle se produit.

Dans l'Etat de São Paulo, Etat le plus peuplé du pays, où se concentre la classe ouvrière, par exemple, le PT passe en troisième position à l'élection pour le gouverneur d'Etat ; il a perdu le sénateur et le nombre de ses députés tombe dans l'Etat de 22 à 14.

L'avertissement est clair : le vote pour le PT chute très exactement dans les centres ouvriers de la capitale pauliste et, en particulier, dans la « ceinture rouge », l'ABC pauliste, où se sont concentrées les usines des multinationales du secteur automobile, berceau historique du PT. Cette situation va se répéter au second tour.

A Osasco, autre ville ouvrière du grand São Paulo, où le PT remporte toutes les élections depuis que Lula a cherché à gouverner l'Etat en 1982, Dilma est arrivée en troisième position au premier tour, derrière Aécio et Marina.

La Lettre du courant O Trabalho, publiée le 7 octobre, analysait les résultats du premier tour et appelait au combat.

« Il est clair que le peuple ne veut pas revenir en arrière, comme l'a dit Dilma le soir de l'annonce des résultats. Le masque de Marina avait déjà commencé à tomber, finalement, les mêmes forces sociales et économiques qui soutiennent Aécio l'utilisent pour aller plus loin. Pour l'occasion, elle a aussi remercié le vice-président Temer, ce qui a semblé curieux, car le PMDB, qui n'a pas beaucoup aidé, s'est suffisamment engagé dans une campagne contre le PT (...). Maintenant, toute l'énergie dans les trois semaines avant le second tour doit être utilisée pour vaincre Aécio. Une des questions clés est la réforme politique urgente : près de 8 millions de Brésiliens et Brésiliennes ont voté dans la semaine du 7 septembre, plus de 97 % pour le oui, dans le plébiscite populaire pour une Constituante exclusive et souveraine pour

la réforme politique (...). Dilma, appelle la base populaire et parlementaire à soutenir le décret-législatif du plébiscite officiel de la Constituante. Du nord au sud, dans les villes et la campagne, les militants expliqueront au peuple que c'est le changement qui est l'enjeu de cette élection, et ils garantiront la complète défaite d'Aécio ! C'est la voie la plus courte pour la victoire. Si Temer ne le veut pas, le peuple le veut ! La parole est à Dilma. »

La lettre présentait une réflexion :

« Oui, le peuple ne veut pas revenir en arrière, il veut des avancées car, sinon, les élus du PT vont tomber (...). La somme des abstentions, des blancs et des nuls est passée de 26,7 % en 2010 à 29 % en 2014, et en particulier à São Paulo, le record, depuis 1989, d'abstentions, blancs et nuls atteignant 37 % ! Tout cela n'aurait rien à voir avec une certaine déception ? (...) Cela dit, un avertissement avait déjà été donné lors des manifestations de juin 2013. Et si cela joue contre le PT, c'est précisément parce qu'on attend une réponse du PT au gouvernement » (3).

SECOND TOUR, LA CLASSE OUVRIÈRE CHOISIT LE MEILLEUR TERRAIN POUR POURSUIVRE LE COMBAT

L'impérialisme s'aligne complètement sur la campagne d'Aécio Neves. A l'inverse de ce qu'elle a fait en 2010 où elle était aussi candidate mais resta neutre pour le second tour auquel elle ne pouvait se présenter, Marina Silva déclare, avec le parti qui l'a présentée, son soutien à Aécio. Une véritable croisade anti-PT, incluant même des secteurs du PMDB, parti qui se présentait avec Temer comme vice-président de Dilma.

« Sortir le PT du gouvernement est la solution pour les problèmes de corruption dans le pays », avait affirmé Aécio lors du dernier débat télévisé.

La prétendue lutte contre la corruption, dont le gouvernement du PSDB (1994-2002) s'était fait le champion, en particulier avec le processus de privatisation, a donné le ton à la campagne du PSDB. Avec, ouvertement, le soutien de la presse bourgeoise, la campagne a pris des tournures putschistes.

Un exemple en a été la tentative d'un « coup médiatique », orchestré par la revue

hebdomadaire *Veja*, la revue qui est la plus diffusée dans le pays.

Deux jours avant le second tour, elle a avancé son édition et a affiché à la « une » une photo de Dilma et de Lula avec le commentaire : « *Ils savaient tout* ». La revue, dont l'exemplaire coûte près de cinq dollars, a été largement distribuée gratuitement dans les gares de métro, les supermarchés, etc.

Cette édition était un véritable pamphlet électoral, pour incriminer Dilma et Lula dans les dénonciations de corruption dans Petrobras (4).

La direction nationale d'O Trabalho, réunie le 11 octobre 2014, décide d'un dispositif d'action sur les lieux d'intervention pour la bataille du second tour, incluant la tâche, pour chacun de ses membres, de distribution de tracts aux portes des usines. Avec les tracts des ex-candidats trotskystes à l'élection de député ou de leurs dirigeants syndicaux, un véritable dialogue a été mené avec des secteurs de la classe ouvrière : « *Aucune abstention, aucun vote blanc ou nul ! Vote Dilma pour la Constituante !* »

LA LUTTE POUR LE CONSTITUANTE ATTEINT UN NOUVEAU NIVEAU

Le 13 octobre 2014, Dilma a pris connaissance des résultats du vote du 1^{er} au 7 septembre, lors d'un meeting de plus de mille personnes, militants de la campagne du plébiscite populaire venus de tout le pays.

(3) Pendant tout le processus électoral, le courant O Trabalho s'est exprimé de façon indépendante, par son journal (bi-mensuel) et les *Lettres O Trabalho* et deux tracts de ses candidats.

(4) L'entreprise de pétrole est la cible d'une opération de la police fédérale, sur le processus de corruption. L'opération, en plus de servir à alimenter la campagne mensongère contre le « *parti des voleurs* », vise à détruire le Parti des travailleurs (une brèche ouverte par l'Action pénale 470) et est une attaque contre Petrobras. Le but est en particulier de renverser, au bénéfice des multinationales pétrolières, le système de partage mis en place en 2010, sous le gouvernement Lula, pour l'exploitation du Pré-Sal, abondantes réserves de pétrole découvertes en eaux profondes. Une opération que poursuit l'opposition, après sa défaite dans les urnes, en se servant de la tentative de déstabilisation du gouvernement. Ce que la presse bourgeoise cache, c'est que le schéma de corruption maintenant dénoncé vient du gouvernement du PSDB et a été largement favorisé par le processus de privatisation de l'entreprise.

Le courant O Trabalho, avec les comités de soutien de ses candidats qui ont continué de fonctionner pour le second tour, s'est mobilisé dans plusieurs Etats avec cet objectif et a participé à la délégation reçue par Dilma. Le 16 octobre, il rend compte de l'initiative :

« Cette fois, la presse ne peut plus l'ignorer, le plébiscite trouve un écho non seulement dans les journaux mais aussi, pour la première fois, dans les canaux de Globo (chaîne nationale de télévision — NDLR) et dans d'autres. Dilma a dit : "Il est émouvant de voir cette mobilisation. Cette unité ne s'est vue que dans de grands moments, dans les mouvements qui ont transformé le Brésil, comme ce fut le cas lors de la campagne pour les "droits tout de suite" (...). Personnellement, je considère que la Constituante institutionnellement constituée est une bonne proposition." *Dilma a fait un pas. Elle n'a pas encore totalement pris en charge la bataille, mais elle a fait un pas, et*

ouvert un espace pour le plébiscite dans le programme de télévision où elle est apparue. (...) Effectivement, c'est la combinaison de la disposition de la présidente réélue, en particulier auprès de sa base parlementaire, avec l'engagement des organisations populaires, syndicales et démocratiques, et la place du PT dans ce combat, qui peuvent aider à avancer dans la difficile conquête de la Constituante que nous voulons (...).

Conscient de ce qui est en jeu, le courant O Trabalho se joint aux camarades de Dialogue et action pétiste (5) pour inviter

(5) « Dialogue et action pétiste » est un regroupement interne au Parti des travailleurs, composé de militants d'origines diverses, que le courant O Trabalho aide à construire afin de discuter et agir sur la base des engagements vis-à-vis de la classe ouvrière qui donneront origine à la fondation du PT. Regroupement qui est la traduction, au Brésil, de notre combat, sur la ligne de la transition, pour le parti ouvrier indépendant.

Ligne auxiliaire

Un rappel. Le Parti socialisme et liberté (PSOL, parti de secteurs issus du PT et qui contient un courant lié au Secrétariat unifié), et le PSTU (LIT), avaient proposé leurs candidats au premier tour. Au second, ils se positionnaient sur une ligne auxiliaire de la croisade anti-PT.

Le PSOL, par son ex-candidate à la présidence, Luciana Genro, annonce qu'il reste neutre.

« *Je ne dirai pas pour qui je vote. Le PSOL ne soutient aucun candidat* », a déclaré Luciana, trois jours après le premier tour. *Le PSOL, à partir de sa position claire contre Aécio, maintient sa neutralité, dans le sens de laisser libres ses militants, ses soutiens, de voter nul, blanc ou voter pour Dilma.* »

Il faut signaler que des secteurs du PSOL, les députés ayant eu le plus de voix et les syndicalistes, ont affirmé leur soutien à Dilma et se sont engagés pour le vote Dilma.

Le PSTU, dans un article signé par Zé Maria, son ex-candidat à la présidence, appelle au vote nul.

« *Les travailleurs et la jeunesse ne doivent pas nourrir d'illusions sur ces candidats ou sur les résultats des élections (...). C'est pourquoi, notre avis est que le bon vote au second tour est le vote nul, et c'est cette opinion que nous présentons aux milliers de travailleurs et de jeunes qui nous ont accompagnés dans la première phase des élections. Nous respectons, c'est évident, l'opinion de tous et de toutes, mais nous voulons laisser clairement entendre notre option pour le vote nul* » (11 octobre 2014).

Il faut encore noter que dans l'Action pénale 470, ces deux partis ont aussi été des auxiliaires de la bourgeoisie dans l'offensive contre le PT et étaient les défenseurs enthousiastes d'une sentence d'emprisonnement pour les dirigeants pétistes.

Le courant O Trabalho combat cette position honteuse qui consiste à

« *se cacher derrière le non à Aécio pour inviter à s'abstenir, quand ils ne prêchent pas l'indifférence, le vote nul ou blanc. Comme si un travailleur conscient pouvait rester neutre lorsque ses droits sont menacés. Ils pensent aider à vaincre le PT, dans l'espoir d'en profiter. Non au recul, Dilma pour la Constituante !* »

les adhérents du PT, les travailleurs et les jeunes à s'intégrer à la campagne du second tour en portant encore plus haut le drapeau de la victoire du peuple travailleur, c'est-à-dire le vote Dilma pour la Constituante, celle de la réforme politique.

Avec autocollants, affiches et tracts, nous allons gagner chaque électeur, en disant : aucune abstention, aucun bulletin nul ou blanc ! Aucun travailleur ne peut être indifférent. Seuls les plus myopes, parmi les divers gauchistes, ne comprennent pas ce qui est en jeu. »

Après le 13 octobre, l'implication de la base pétiste et des secteurs du mouvement syndical et populaire engagés dans la campagne du plébiscite a été encore plus forte.

Le pays commence à vivre un climat qui ressemble à celui des élections de 1989, quand Lula est parvenu au second tour et où le PT n'a pas gagné l'élection à cause d'une falsification mise en œuvre par la chaîne nationale de télévision Globo, la veille de l'élection, à propos du rapt d'un important patron dont Globo rendait les militants du PT responsables. Une chose similaire à ce qu'a essayé de faire la revue *Veja* pour les élections de cette année.

Mobilisations spontanées, manifestations par milliers et milliers, c'était le ton des dix derniers jours. La décision de battre Aécio ne supprimait pas la méfiance par rapport à la politique du PT, mais elle a été le fruit de la conscience du secteur majoritaire de la classe ouvrière qui savait quel était le meilleur terrain pour lutter. Un syndicaliste, ouvrier chimiste, qui s'est rapproché du courant O Trabalho pendant la campagne électorale, expliquait, à la porte de l'usine, aux travailleurs qui doutaient encore, sensibles à la campagne anti-pétiste quotidienne à la télévision :

« Tu as raison de critiquer le PT (référence aux revendications non satisfaites), mais cela ne peut pas faire qu'on laisse élire Aécio. Il va réduire les congés, nos droits, comme le souhaitent les entreprises. »

Le 26 octobre, au second tour, Dilma est réélue. Sur les votes valablement exprimés (une fois décomptés les blancs et les nuls), avec 51,6 % (54 501 118 voix), elle a vaincu Aécio, qui a obtenu 48,3 % (51 041 155). 26,10 % de l'électorat s'est abstenu, a voté blanc ou nul, au même niveau que lors de l'élection précédente.

Pour la quatrième fois consécutive, le PT gagne l'élection présidentielle. Une victoire et un message.

En 2010, Dilma l'a emporté, avec 56 %, sur le candidat du PSDB, Serra, qui obtenait 43,9 %, au second tour. La marge s'est rétrécie, et justement à cause de la frustration par rapport aux espérances mises sur le PT. Le verdict des urnes indique qu'il est plus que jamais nécessaire de s'engager sur une voie nouvelle de rupture avec la politique impérialiste.

Vaincus dans les urnes, l'impérialisme et ses agents locaux, dirigés par le PSDB, ne donneront aucun répit. Ce qui renvoie à la nécessité de la rupture avec la politique actuelle d'alliances, dont l'axe est l'accord national avec le PMDB, un des principaux obstacles à la Constituante que nous voulons. C'est ce que l'on voit les jours suivant les élections.

APRÈS LE 26 OCTOBRE

La défaite électorale ne calme pas la rage du capital financier. L'opposition, PSDB en tête, poursuit ses pressions pour que s'applique le programme des vaincus. Baisse des dépenses sociales, augmentation des taux d'intérêt, excédent fiscal primaire, flexibilisation des droits, bradage accru des richesses nationales, telles sont les exigences de l'impérialisme concrétisée ouvertement dans la candidature d'Aécio Neves.

L'attaque contre Petrobras s'intensifie, et comme dans l'Action pénale 470, elle a des contours spectaculaires largement diffusés par les médias. Une situation qui peut menacer la capacité de l'entreprise dans l'exploitation du Pré-Sal en faveur des multinationales du pétrole.

Un chroniqueur du journal *O Estado de São Paulo*, principal porte-parole de la bourgeoisie locale, a écrit que devant les difficultés de Petrobras — provoquées par les plaintes — à capter les ressources pour investir,

« la révision de l'actuel cadre réglementaire est inévitable afin de mettre fin à la législation qui exige que Petrobras soit l'unique opérateur et afin qu'il y ait au moins 30 % de participation de toute la zone du Pré-Sal ».

Le chroniqueur parle du système de partage créé par le gouvernement Lula en 2010.

Au Congrès national, un important secteur du PMDB ouvre le feu contre le gouvernement et le parti, et engage une action pour enterrer la proposition de la Constituante et, avec elle, la réforme politique nécessaire au pays. Des secteurs du PSDB en viennent à parler « *d'impeachment* » de Dilma et participent à des manifestations de rue (insignifiantes encore), appelées par des réseaux sociaux, qui voient la participation de secteurs d'extrême droite demander l'intervention militaire.

Dans la situation actuelle de lutte de classe au Brésil, les conditions pour une issue putschiste ne sont pas réunies. Mais l'histoire n'est pas écrite. Et l'écrire engage la responsabilité la plus grande du gouvernement Dilma récemment réélu, qui, le jour de la victoire, a réaffirmé la nécessité de la réforme politique.

Le PMDB, quelques jours après les élections, tente, une fois encore, de bloquer la proposition de Constituante. Au plébiscite pour la Constituante, il oppose la proposition d'un référendum, pour un projet de réforme politique qui doit être proposé par le Congrès national. La présidente affirme que toute proposition doit « *déboucher sur la Constituante* ». Mais en même temps, une semaine plus tard, cédant à la pression du capital financier, la Banque centrale a augmenté le taux de base des intérêts.

Dialogue et action pétiste, qui prépare sa rencontre nationale pour début décembre, dans un texte de contribution à la discussion ouverte dans le PT, affirme :

« Il est préoccupant que la Banque centrale, dès la première semaine, porte le taux à 11,25 %, ce qui augmente la dette publique, et élève l'excédent fiscal primaire pour la payer, pénalisant ainsi les services publics et "stabilisant" l'économie, comme le veulent les "marchés", l'opposition et une partie des "alliés", c'est-à-dire le programme des vaincus.

Le gouvernement a vu sa marge de manœuvre rétrécir à cause de la crise capitaliste mondiale, comme tous les gouvernements, particulièrement ceux du continent, avec maintenant la chute des prix des "commodités", et le tournant pris dans la politique des intérêts de la FED (banque centrale) des Etats-Unis, qui augmentent

dans le court terme la pression sur l'économie nationale.

Si, comme l'a dit la présidente en juin 2013 lorsque déjà se dessinait ce scénario, "pour donner plus, il faut changer les institutions", cela est encore plus vrai maintenant !

Elle doit avancer, le PT doit défendre de façon décidée la réforme du système politique par une Constituante convoquée par un plébiscite, la "mère de toutes les réformes" capable de libérer la nation, et elle doit constituer un gouvernement sur cet engagement. (...) Les élections ont montré la division qui existe réellement, la lutte de classe. Et les organisations des travailleurs, qui sont debout, n'accepteront pas un gouvernement antipopulaire soutenu ou imposé à la présidente par la majorité du Congrès (...). La présidente, si elle ne cherche pas le soutien du peuple organisé, sera fragilisée, encore plus prisonnière de la "coalition". Et pour ce soutien, elle a besoin des travailleurs, en particulier des usines, pénalisés par la politique d'exonérations fiscales qui n'a pas empêché le chômage industriel (malgré la baisse du chômage en général, l'industrie supprime des emplois).

Le changement, ici, c'est combiner une politique de reindustrialisation et de défense de l'économie nationale, basée sur la baisse des taux d'intérêts exorbitants, et accompagnée de la centralisation du taux de change comme instrument pour le développement, libre de la manipulation du marché international et des "agences d'évaluation". Changement, cela signifie abandonner l'excédent fiscal primaire. »

LE COMBAT CONTINUE

Gagner un quatrième mandat, dans des conditions difficiles, est inédit pour un parti des travailleurs au Brésil, et cela a ouvert une discussion dans le PT. La commission exécutive nationale (CEN) du PT, réunie une semaine après la réélection, adopte une résolution, qui est également une chose inédite ces douze dernières années, durant lesquelles les résolutions de la direction étaient normalement des éloges en soutien à la politique du gouvernement, des alliances, mais oubliant les revendications concrètes. La résolution adoptée le 3 novembre 2014, s'il est vrai qu'elle oublie la question de la politique d'alliances, est dans l'ensemble un bon début pour la discussion que le PT est

appelé à mener. La résolution indique que la réélection de Dilma

« fut une bataille extrêmement rude, contre des adversaires soutenus par la droite, le monopole des médias, le grand capital et ses alliés internationaux ».

La résolution met en avant le dialogue nécessaire

« qui doit devenir ce processus de dialogue entre le parti et ces millions qui sont descendus dans la rue pour assurer la réélection de Dilma Rousseff. Un dialogue tant avec les pétistes qu'avec ceux qui ne sont pas au PT et qui critiquent, sous divers angles, notre parti. C'est pourquoi nous proposons d'adopter des initiatives pour donner une forme organisée au grand mouvement politico-social qui a gagné au second tour de l'élection présidentielle. Constituer un large front où des mouvements sociaux, des partis et secteurs de partis, des intellectuels, des jeunes, des syndicalistes puissent débattre et articuler des actions communes, que ce soit pour la défense de la démocratie, ou pour défendre des réformes démocratiques et populaires. »

Une plate-forme est présentée, où est affirmé, entre autres, l'engagement sur

la « réforme politique, précédée d'un plébiscite, pour une Constituante exclusive, l'agenda revendiqué par la CUT, où est mise en avant la fin du facteur de prévoyance et l'implantation de la semaine des quarante heures, sans réduction de salaire, les réformes structurelles, en particulier la réforme politique, les réformes agraire et urbaine et la démilitarisation des PM » (6).

Sans qu'il ait changé de nature — nous verrons jusqu'où ira l'appareil du parti —, l'inflexion prise dans cette résolution est à remarquer ; elle inclut la proposition de la tenue d'un grand meeting lors de la prise de fonction de janvier, *« qui sera une démonstration de force adressée à nos adversaires »*, selon les mots du président national du PT, Rui Falcão, lors de la réunion de notre direction d'Etat de São Paulo.

Dès à présent, deux choses sont certaines. L'offensive contre le PT va se poursuivre, c'est une nécessité pour l'impérialisme. La défense du PT, qui implique la réaffirmation de ses engagements pour les intérêts des travailleurs, est plus que jamais à l'ordre du jour. Les urnes ont délivré leur message. Et, comme le dit le texte de Dialogue et action pétiste cité plus haut,

« les organisations des travailleurs, qui sont debout, n'accepteront pas un gouvernement antipopulaire soutenu ou imposé à la présidente par la majorité du Congrès ».

La base sociale qui a garanti la victoire du PT — la seule qui peut faire face aux tentatives de confiscation de la victoire par les forces de l'opposition — vit dans la précarité.

Dans une réunion de la direction de la CUT, en présence de Lula, après les élections, Wagner Freitas, son président, a dit :

« Dilma n'a pas été élue pour calmer les banques ou réaliser l'ajustement fiscal qui retire des droits. Ajustement, cela signifie taxer les grandes fortunes pour obtenir des ressources afin de financer les investissements, de développer une politique nationale de négociation permanente et de valorisation des fonctionnaires, de développer d'une réforme fiscale qui exonère le travailleur. L'ajustement que nous voulons, c'est convoquer le plébiscite national pour demander une Assemblée constituante exclusive qui élabore une réforme politique. »

Le dirigeant du MST, Joao Pedro Stédile, a dit que

le mouvement « attend que le gouvernement Dilma fasse de nombreux changements à Brasilia dans la prochaine période. Qu'elle change l'orientation du ministère du Développement agraire et de l'Institut national de réforme agraire. Qu'elle change la façon d'administrer la Conab (Compagnie nationale d'approvisionnement), en la transformant en une grande entreprise qui achète tous les aliments produits par l'agriculture familiale et qui garantisse l'approvisionnement à bas prix pour les travailleurs. Qu'elle change la façon de délivrer l'enseignement en s'attaquant aux problèmes de l'analphabétisme qui touche encore 14 millions de travailleurs adultes. Et qu'elle procède à l'universalisation de l'accès des jeunes à l'université, aujourd'hui réduit à uniquement 15 % (...). Nous attendons que le gouvernement comprenne

(6) Le « factor previdenciário » est un mécanisme introduit dans la contre-réforme des retraites mise en œuvre par le gouvernement PSDB à l'époque (F. H. Cardoso), qui pénalise les travailleurs, en introduisant un coefficient de réduction de la valeur des retraites qui leur sont versées. Les PMs, Polices militaires, ont été créées en 1969 durant la dictature militaire. Et, aujourd'hui, outre la brutale répression des mobilisations, elles sont responsables d'un véritable « génocide » des jeunes des banlieues, en particulier des jeunes Noirs.

que seule la convocation d'une Assemblée constituante peut, en fait, construire une réforme politique, qui rende la démocratie au peuple. »

Le 13 novembre 2014, une grande manifestation de près de 20 000 personnes, dans l'avenue Paulista, à São Paulo, a réuni des mouvements pour le logement, la CUT, la campagne pour le plébiscite et diverses organisations, pour exiger les réformes structurelles et la Constituante du système politique.

LA CONSTRUCTION DU COURANT O TRABALHO

« La réélection de Dilma au second tour, assurée par la mobilisation populaire dans tout le pays, est une défaite de la réaction pro-impérialiste, alignée sur Aécio Neves (...). La réélection de Dilma fait suite à la victoire d'Evo Morales en Bolivie et au résultat du premier tour en Uruguay, avec Tabaré en tête, soutenus par des secteurs organisés du peuple travailleur. (...) La victoire électorale arrachée de haute lutte ne doit pas masquer que la situation n'est pas facile. Dans un monde plongé dans la crise du capitalisme, où le chômage atteint plus de deux cents millions — et la prévision de l'Organisation internationale du travail (OIT) est qu'il va encore augmenter —, au Brésil, rien n'est joué. Oui, car malgré les conquêtes sociales arrachées par la lutte aux gouvernements de Lula et Dilma, l'industrie a licencié 240 000 ouvriers jusqu'en septembre, l'inégalité est encore énorme et les millions donnés aux spéculateurs par l'excédent primaire font défaut aux services publics. Ceux qui, travailleurs et jeunes, ont assuré la réélection de la candidate du PT, dépassant tout type d'obstacles, (...) doivent rester mobilisés dans tout le pays. Mobilisés pour assurer le respect de la volonté de la majorité exprimée dans les urnes. (...) Le courant O Trabalho a mis toutes ses forces dans la bataille électorale, menant campagne comme le PT le faisait à ses origines (...). Nous avons été des combattants du vote PT et de la réélection de Dilma pour une Constituante qui fasse la réforme politique. Nous invitons ceux qui nous ont accompagnés dans ce combat : joignez-vous à nous, intégrez le courant O Trabalho du PT » (Lettre OT, 27 octobre).

Et fin mai-début juin 2014, le congrès du courant O Trabalho a défini l'orientation pour la période, combinant la lutte pour la Constituante à la bataille électorale pour la réélection de Dilma.

Intervenant de façon décisive dans la campagne du plébiscite et dans la campagne électorale, les militants ont dialogué avec les travailleurs à travers notre journal et des lettres *O Trabalho*, publiées les semaines où il n'y a pas de journal (bi-mensuel) ou à des moments décisifs de la bataille. Cela dans un dispositif, décidé par notre congrès, concrétisé dans un plan de construction dans cette période, avec des objectifs d'intégration de nouveaux militants au courant, dans le renforcement de la vente du journal et du réseau d'abonnés au journal, et dans le succès à 100 % de la campagne financière que nous menons annuellement pour assurer notre indépendance financière.

Les premiers résultats obtenus indiquent que nous pouvons remporter cette bataille. Ce qui veut dire renforcer notre organisation comme un élément d'aide au combat.

Nous poursuivrons le combat, sur une orientation de front unique, pour faire valoir la victoire arrachée, c'est-à-dire la satisfaction des revendications, avec la concrétisation des réformes profondes en faveur de la majorité opprimée. A commencer par la Constituante souveraine et exclusive du système politique, pour régler le retard qui découle de la soumission du pays à la politique de l'impérialisme.

Un combat que les militants trotskystes mènent directement dans la lutte de classe et sur le terrain du PT, sur un pied d'égalité avec les pétistes prêts à assumer les engagements originels du parti, et qui, pour ce faire, se regroupent dans Dialogue et action pétiste.

Les 6 et 7 décembre se tient la rencontre nationale de Dialogue, avec des délégations venues des réunions de base qui ont lieu dans des villes de divers Etats. Rencontre autofinancée, elle aura les moyens de discuter de la manière de poursuivre le combat « en agissant comme le PT agissait », pour la défense des intérêts du peuple travailleur.

Misa Boito

L'épidémie d'Ebola, un révélateur de la barbarie du système capitaliste

Par S. K. Koza

L'épidémie de la fièvre Ebola (1), qui s'est déclarée depuis le début de l'année en Afrique de l'Ouest (Guinée, Liberia, Sierra Leone), avec une progression exponentielle du nombre de cas et un fort taux de mortalité (plus de 50 % des personnes infectées), menaçant de se répandre hors d'Afrique, fait ressurgir des peurs moyenâgeuses. Cette situation est due moins aux caractéristiques propres de cette maladie, qui fait, tout compte fait, moins de morts que d'autres (paludisme, choléra, tuberculose, etc.) (2), qu'aux conditions sociales et sanitaires dans lesquelles l'épidémie se développe.

UNE PROGRESSION EXPONENTIELLE

Depuis l'identification du virus en 1976, c'est l'épidémie la plus grave, la plus meurtrière (3). Toutes les épidémies d'Ebola précédant celle actuellement en cours ont fait, en trente-huit ans, un total de 1 548 morts, selon le Centre de prévention et de contrôle des maladies. Or, si en mars dernier, on ne comptait qu'une centaine de cas pour la présente épidémie, selon le bilan publié le 29 octobre dernier par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), on en est maintenant à 4 951 morts sur 13 567 cas de personnes infectées. Les projections indiquent que le chiffre de 20 000 cas sera atteint avant la fin de l'année. Et de l'aveu

même de l'OMS, ces chiffres sont sous-estimés. L'organisation concède que les chiffres seraient 1,5 fois plus élevés en Guinée, 2 fois plus élevés en Sierra Leone et 2,5 fois plus élevés au Liberia. Ce que confirme un responsable de la recherche opérationnelle de Médecins sans frontières (MSF), Rony Zachariah, qui dénonce la situation catastrophique en Sierra Leone, où la fièvre Ebola a décimé des villages entiers et causé plus de morts qu'annoncé.

« Des patients sont morts et des communautés ont disparu, et cela n'apparaît pas dans les statistiques »,

(1) Le virus Ebola a été identifié en 1976 lors d'une épidémie de fièvre féroce qui sévissait à Yambuku, une ville du Zaïre (actuelle République démocratique du Congo), près de la rivière Ebola. Le virus s'attaque aux primates (dont les humains) sous la forme d'une fièvre hémorragique. La transmission s'effectue par un contact physique avec les fluides biologiques d'une personne infectée, soit directement, soit par l'intermédiaire d'objets contaminés (seringues, linges, etc.).

(2) En 2012, selon les chiffres de l'OMS, 627 000 personnes sont mortes du paludisme (dont 90 % en Afrique) et 1,3 million de la tuberculose. Le choléra a fait 8 791 morts en 2010 et 2 013 en Haïti. La grippe H1N1 a fait 18 449 morts en 2008. Depuis 1983, 36 millions de personnes sont mortes du sida.

(3) Avant 2014, Ebola ne dépassait jamais la barre critique des 280 victimes par épidémie, chiffre atteint lors de sa première apparition, en 1976, dans la ville de Yambuku. La même année, une autre épidémie au Soudan avait fait 151 morts, portant le bilan pour l'ensemble de 1976 à 431 morts, chiffre jamais atteint depuis... avant 2014.

déclare ce médecin, qui soupçonne le nombre officiel de morts d'être « *très inférieur à la réalité* ».

« *La situation est catastrophique* », déclare le docteur Zachariah : « *Certains villages ont tout simplement été rayés* » de la carte. « *Dans un village, il y avait 40 habitants, dont 39 sont morts. Un seul survivant. Dans un autre, les 12 membres d'une même famille, grands-parents, parents, enfants, sont morts* », poursuit-il. « *Mais aucun ne figure dans les statistiques* », déplore-t-il (4).

Cette progression de l'épidémie est d'autant plus inquiétante qu'un deuxième foyer est apparu en août dernier dans une région reculée du nord-ouest de la République démocratique du Congo. Ce deuxième foyer d'épidémie d'Ebola (avec un virus différent de celui qui sévit en Afrique de l'Ouest), apparemment sous contrôle, a néanmoins causé la mort de 49 personnes sur 66 cas depuis qu'elle a fait son apparition le 11 août, selon un bilan daté du 20 octobre. Le risque que l'épidémie ne se répande dans d'autres régions du monde sème la panique dans différents pays (Etats-Unis, pays d'Europe, etc.) et conduit parfois à une stigmatisation des pays touchés. (5).

Pourquoi une telle progression de l'épidémie ? La réponse se trouve dans les déclarations des médecins eux-mêmes : les conditions d'hygiène et l'état des systèmes de santé en Afrique sont le terreau sur lequel elle se développe.

LES PLANS D'AJUSTEMENT STRUCTUREL ET LEURS CONSÉQUENCES

Le système de la dette et son remboursement pour satisfaire les spéculateurs constituent les éléments essentiels de la destruction des services sociaux en Afrique. En effet, les plans d'ajustement structurel imposés aux pays africains par le FMI et la Banque mondiale à partir des années 1980 pour pouvoir rembourser la prétendue dette ont entraîné un désengagement des États des services dus à la population. Les objectifs de ces plans ont été clairement énoncés. L'un d'eux consiste à faire en sorte que les services sociaux comme l'éducation et la

santé soient pris en charge par les communautés locales elles-mêmes, par l'intermédiaire de structures qu'elles doivent mettre en place (6). C'est l'objet de l'initiative prise à la 37^e session du Comité régional de l'OMS tenue à Bamako (Mali) en 1987. Les systèmes de santé des pays africains ont payé un lourd tribut à ce dispositif.

Devant consacrer l'essentiel des ressources au remboursement de la dette, ces pays réservent en moyenne à peine 5 % des budgets nationaux à la santé. De ce fait,

« *selon un rapport de 2007 de l'OMS qui a étudié les dépenses de santé de 46 pays africains, (...) moins du tiers de l'Afrique (14 Etats) a atteint un niveau de dépenses totales de santé égal ou supérieur à 40 dollars par habitant, comme le suggère l'OMS. Mais d'une manière générale, les dépenses totales de santé sur le continent africain restent insuffisantes* » (7).

Dans ces conditions, les populations sont abandonnées à leur triste sort. Elles doivent se débrouiller pour se soigner. Comme l'indique une étude de l'OMS de 2008 :

« *La proportion des ménages ayant réglé leurs dépenses de santé par un emprunt ou la vente de biens allait de 23 % en Zambie à 68 % au Burkina Faso. En général, les groupes disposant des plus hauts revenus avaient une probabilité moindre d'emprunter ou de vendre des biens* » (8).

(4) *Informations ouvrières*, hebdomadaire du Parti ouvrier indépendant (France), n° 326 (6 au 12 novembre 2014).

(5) « *Retour massif. Près de la moitié des ressortissants chinois vivant dans les trois pays les plus affectés (Liberia, Sierra Leone et Guinée), soit plus de 10 000 personnes, sont rentrés dans leur pays depuis août* », laissant à l'arrêt les chantiers sur lesquels travaillaient les firmes chinoises. (*La Lettre du Continent*, n° 693, 5 novembre 2014). Le Maroc, qui devait organiser la Coupe d'Afrique des nations de football (CAN) 2015, vient d'y renoncer pour cause d'Ebola.

(6) D'où la prolifération d'organisations dites non gouvernementales (ONG), dont beaucoup sont financées par les institutions financières internationales (FMI, Banque mondiale, etc.).

(7) Vitaille Mboungou, www.afriqueexpansion.com, 10 juillet 2012.

(8) Adam Leive et Ke Xu : « *Comment les ménages font-ils face aux dépenses de santé à leur charge : données empiriques provenant de 15 pays d'Afrique* », bulletin de l'OMS (2008), (<http://www.who.int/bulletin/volumes/86/11/07-049403-ab/fr/>).

C'est dire que pour les plus pauvres, ceux qui n'ont pas de bien à vendre et qui ne peuvent pas emprunter, la situation est dramatique, s'ils ont le malheur de tomber malades. Ce que reconnaît un rapport de l'Union africaine (UA) :

« Les systèmes de santé sont trop faibles et les services souffrent d'un manque criant de ressources pour pouvoir soutenir les efforts de réduction ciblée de la charge de morbidité et pour pouvoir réaliser l'accès universel » (9).

Conséquences : l'Afrique, qui représente environ 15 % de la population mondiale, n'a qu'environ 1,3 % de l'effectif mondial des personnels de santé (par exemple, au Liberia, on ne comptait que 50 médecins pour 4 millions d'habitants au moment où l'épidémie a touché le pays) ; les infrastructures sanitaires sont en mauvais état. C'est cette situation que dénoncent un certain nombre de médecins.

Le Pr Peter Piot, directeur de la London School of Hygiene and Tropical Medicine et co-découvreur du virus Ebola, a déclaré au quotidien français *Libération* :

« Tout est réuni pour que cela s'emballe. »

Pour le Dr Emmanuel Baron, directeur d'Epicentre (centre d'épidémiologie) de Médecins sans frontières (MSF),

« L'état de délabrement des systèmes de santé en place est tel qu'ils ne peuvent tolérer l'arrivée d'un tel virus. De la même façon, une épidémie de choléra en Haïti après le séisme de 2010 avait fait plus de 10 000 morts. Un pays développé aurait les capacités de faire face (nous revenons sur cet aspect plus loin — NDLR). La communauté internationale a des questions à se poser, ce sont les conséquences de systèmes de soins laissés à l'abandon » (10).

Cet état de délabrement des systèmes de santé des pays africains fait que les maladies peuvent se propager rapidement et mener à des épidémies, car elles ne sont pas assez vite diagnostiquées. Le Dr Sylvain Baize, chef du Centre international de recherche en infectiologie, explique :

« Les épidémies Ebola ont toujours mis du temps à être diagnostiquées, mais cette

fois-ci, les choses se sont faites vraiment trop tardivement. »

Les premiers cas de cette flambée datent de la fin décembre 2013. Pourtant, l'épidémie n'est officiellement découverte que le 21 mars 2014.

« Nous étions déjà au pic de la première vague, avec une centaine de cas et déjà dans plusieurs foyers en Guinée et au Liberia » (11).

Or la lutte contre le virus est une course contre la montre. Plus vite la maladie est diagnostiquée, plus vite on peut isoler le patient et éviter la contamination d'homme à homme.

L'ÉPIDÉMIE D'EBOLA ET LES PAYS DITS DÉVELOPPÉS

Comme rappelé ci-dessus, plusieurs médecins et autres experts ont déclaré qu'étant donné que c'est l'état de délabrement des systèmes de santé qui favorise la propagation de la maladie, cette épidémie ne peut pas s'étendre aux pays dits développés (Etats-Unis, Canada, Europe, Japon, etc.).

Certes, l'état actuel des systèmes de santé dans ces pays n'est pas comparable à celui des pays africains. Mais la panique qui saisit les autorités dès qu'un cas d'Ebola est détecté (ou soupçonné) dans un de ces pays dément les déclarations rassurantes qui expliquent que l'épidémie ne pourrait pas s'y propager. En effet, soumis aux coups que les politiques d'austérité, de réduction des coûts sociaux, etc., leur font subir, les systèmes de santé de ces pays sont sur la même voie de déliquescence que ceux des pays africains.

Aujourd'hui, dans beaucoup de ces pays — c'est le cas de l'Espagne —, les services de traitement des maladies infectieuses sont fermés, par souci d'économies. C'est dire que la déclaration d'une maladie infectieuse pourrait y conduire à une catastrophe.

(9) Union africaine, « *Stratégie africaine de la santé : 2007 à 2015* ».

(10) *Le Quotidien du médecin*, journal français, 1^{er} septembre 2014.

(11) www.francetvinfo.fr, 3 juillet 2014.

Parce qu'elle n'a pas bénéficié du caractère progressiste du capitalisme dans sa phase ascendante, mais a uniquement subi le caractère destructeur de ce système, particulièrement lorsqu'il est arrivé au stade impérialiste, l'Afrique montre souvent le visage hideux que réserve le capitalisme à l'ensemble de l'humanité.

LA FIÈVRE EBOLA, UNE MALADIE NÉGLIGÉE

La dangerosité de la fièvre Ebola ne réside pas dans les caractéristiques propres du virus mais dans l'absence de vaccin et de traitements à l'efficacité attestée.

Un document de l'organisation internationale People's Health Movement explique que le problème

« ne réside pas dans la pathologie de la maladie, mais dans la pathologie de notre société et de l'architecture politique et économique globale ».

Il donne en exemple l'industrie pharmaceutique.

« Nous connaissons le virus Ebola depuis déjà quarante ans. Pourtant, il n'y a jamais eu de vaccin ou de remède mis sur le marché. Aucune firme pharmaceutique n'est intéressée par un médicament pour une maladie qui touche seulement les pauvres » (12).

Un seul médicament contre Ebola a été développé ces dernières années, le fameux ZMapp, toujours au stade expérimental.

Ebola fait en effet partie des maladies dites « négligées », comme le paludisme (malaria), etc. (13). Ces maladies sont délaissées par l'industrie de la recherche parce qu'elles touchent principalement les pays pauvres, donc non solvables, qui ne peuvent donc pas permettre aux multinationales pharmaceutiques d'engranger suffisamment de profit. La gynécologue Marleen Temmerman, directrice du département de santé reproductive et de recherche de l'OMS, et qui a travaillé pendant des années en Afrique, a réagi fin juillet dans le journal belge *De Morgen* :

« Il faudrait porter davantage d'attention à ces "maladies négligées" qui touchent principalement l'Afrique. Et

cela, pas seulement au moment des pics. Actuellement, l'Occident accorde une large attention à Ebola parce que la maladie, par la mondialisation, pourrait également arriver chez nous. Et si, dans deux ans, un nouveau virus éclatait, il y aurait à nouveau cette réaction de panique. Mais c'est de manière continue qu'il faudrait s'occuper du problème. »

Un scientifique explique :

« Il n'y a aucun marché et donc pas d'évolution. Il faudrait une volonté très forte des gouvernements et de l'OMS pour forcer l'industrie pharmaceutique à développer à perte ce genre de vaccin » (14).

Cela a peut de chance d'arriver. Soumis aux politiques d'austérité, les gouvernements eux-mêmes participent au tarissement des ressources de la recherche scientifique. En 2012, le département de la Défense américain a coupé les fonds de deux laboratoires qui travaillaient sur un sérum anti-Ebola, révèle la BBC. Ce que confirme le Dr Francis Collins, président de l'Institut national de santé des Etats-Unis, qui vient de déclarer :

« A l'Institut national de santé (NIH), nous tentons de développer des vaccins contre Ebola depuis 2001. Honnêtement, si nous n'avions pas subi les coupes budgétaires de ces dix dernières années, nous aurions probablement déjà un vaccin » (15).

L'agence Associated Press, qui rapporte ces propos, commente :

« En 2011, Barack Obama a réduit le financement des agences de contrôle des maladies, mais ces instituts ont été beaucoup plus affectés en 2013, quand le Congrès, dominé par les républicains, a mis en place des coupes budgétaires drastiques » (16).

(12) People's Health Movement position paper : *« Ebola epidemic exposes the pathology of the global economic and political system ».*

(13) Sur son site (URL :

http://www.who.int/topics/tropical_diseases/factsheets/neglected/fr/), l'OMS donne une liste de quelques maladies tropicales négligées (ulcère de Buruli, trépanodose d'origine alimentaire, trypanosomiase humaine africaine ou maladie du sommeil, dengue et dengue hémorragique, pian, etc.).

(14) www.francetvinfo.fr, 3 juillet 2014.

(15) *Direct Matin*, un quotidien gratuit français (21 octobre 2014).

(16) *Idem*.

L'ÉPIDÉMIE POUVAIT ÊTRE ENDIGUÉE SI LES MOYENS AVAIENT ÉTÉ DÉGAGÉS

Dans cette situation où il n'y a ni vaccin ni traitement à l'efficacité attestée, le facteur de guérison réside principalement dans le délai de prise en charge. Plus ce délai est court, plus le patient a de chances de guérir.

« *Les patients atteints d'Ebola meurent surtout de déshydratation en raison des diarrhées et des vomissements très importants, explique Yazdan Yazdanpanah, chef du service des maladies infectieuses à l'hôpital Bichat-Claude-Bernard (Paris), l'un des trois établissements de référence Ebola pour l'Ile-de-France. Si on leur administre rapidement des traitements symptomatiques, à savoir les réhydrater, leur apporter des sels minéraux et leur fournir des antibiotiques contre les infections, on réduit grandement leur probabilité de décès* » (17).

De manière générale, le taux de mortalité serait ainsi plus faible dans les pays avec des structures de soin modernes et nombreuses.

« *En France, les mêmes cas d'Ebola, bénéficiant de mesures de réanimation standard, enregistreraient une mortalité très réduite : elle serait de l'ordre de 15 %, au lieu de près de 50 % dans les pays africains* », assure Jean-François Delfraissy, directeur de l'Institut microbiologie et maladies infectieuses de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

A l'inverse, au Liberia, en Guinée ou en Sierra Leone, les malades arrivent souvent trop tard à l'hôpital et les établissements sanitaires n'ont pas assez de places pour tous les traiter (18).

Lors des précédentes épidémies, les zones touchées étaient des villages relativement isolés. La situation était donc plus facilement maîtrisable. Cette fois-ci, le mal a touché les bidonvilles insalubres des centres urbains, où s'entassaient travailleurs et chômeurs. D'où la gravité de la situation. Pourtant, comme l'expliquent ci-dessus les spécialistes de la question, les moyens de combattre l'épidémie sont simples : information de la population qui fait face à cette maladie pour la première fois (19), détection précoce des personnes infectées pour leur

administrer rapidement des traitements symptomatiques — ce qui réduit grandement le taux de mortalité —, identification des personnes avec lesquelles elles ont été en contact pour mettre ces dernières sous surveillance.

Mais pour mettre ces moyens en œuvre, il faut un financement — ne serait-ce que pour équiper le personnel soignant de moyens de protection efficaces — que ces pays pauvres ne peuvent pas apporter. L'OMS qui supplée, un tant soit peu, dans ces cas-là, a vu son budget pour les crises et les épidémies diminuer de moitié, passant de 469 millions de dollars en 2012-2013 à 228 millions en 2014-2015, alors que le coordinateur des Nations unies pour la lutte contre la fièvre Ebola a évalué à au moins 450 millions d'euros le coût du matériel nécessaire pour enrayer l'épidémie d'Ebola (20).

LE PERSONNEL DE SANTÉ PAIE UN LOURD TRIBUT, ET LES SYSTÈMES DE SANTÉ S'EFFONDRENT TOTALEMENT

L'absence de ces moyens pour faire face à l'épidémie fait que les systèmes de santé des pays touchés s'effondrent un peu plus. Dans un discours prononcé le 13 octobre 2014 aux Philippines, la directrice de l'OMS, Margaret Chan, prévient :

« *Un système de santé dysfonctionnant aboutit à une résilience nulle de la population face à la gamme de chocs qu'inflige notre monde (...). Cette épidémie montre comment l'un des pathogènes les plus meurtriers au monde peut exploiter la moindre faiblesse du système de santé* » en Afrique subsaharienne, en mal d'effectifs et de structures adaptées, a-t-elle dit.
« *On ne peut pas réhabiliter ces systèmes*

(17) www.lemonde.fr, 14 octobre 2014.

(18) *Idem*.

(19) Dans un article publié sur francetvinfo.fr le 3 juillet 2014, un scientifique pointe du doigt un facteur qui facilite la propagation de la maladie, le manque d'expérience des pays concernés et de leur population : « *Lorsqu'ils ont été touchés ces dernières années, l'Ouganda ou la République démocratique du Congo avaient déjà l'habitude, explique-t-il. Les populations étaient mieux informées et plus réceptives aux mesures mises en œuvre.* »

(20) Agence France-Presse (AFP), 5 septembre 2014.

pendant une crise. Au lieu de cela, ils s'effondrent » (21).

De son côté, Augustine Kpehe Ngafuan, ministre de la Santé du Liberia, avait reconnu le 8 août 2014 :

« Tout le secteur de la santé est dévasté par la crise ; des gens meurent de maladies communes parce que le système de soin est en train de s'effondrer », du fait de la fermeture d'hôpitaux et de la défection de personnels de santé qui fuient la maladie (22).

En effet, le personnel de santé, particulièrement exposé, sous-équipé en combinaisons de protection, paie un lourd tribut à l'épidémie. Selon le bilan de l'OMS du 29 octobre 2014, 523 personnes de ce corps ont été infectées dans les trois pays touchés par l'épidémie, dont 269 sont mortes (23).

Un responsable de la recherche opérationnelle de Médecins sans frontières (MSF), le docteur Rony Zachariah, déjà cité, rappelle la totale saturation des systèmes de santé locaux, avec parfois *« trois ambulances pour 400 000 habitants »*, et les difficultés des centres de santé où le personnel, contaminé, est emporté par la maladie.

« Ces pays ont tout au plus une infirmière pour 10 000 habitants. Comment voulez-vous que le système fonctionne quand ils perdent dix, onze ou douze infirmières ? », se demande-t-il encore (24).

Dans ces pays, des établissements de santé ont donc dû fermer à la suite de la mort de praticiens, emportés par la maladie. Le personnel, en sous-effectif, est épuisé.

« Nous avons vu des gens et des ressources usés jusqu'à la limite, au-delà de ce qui peut être considéré comme acceptable »,

a témoigné le 10 octobre 2014 le chef de la Mission des Nations unies pour la lutte contre Ebola (UNMEER), Anthony Banbury, devant l'assemblée générale de l'ONU, de retour des trois pays principalement touchés : Guinée, Sierra Leone et Liberia (25).

Devant une telle situation, le personnel de santé du Liberia s'est mis en grève le 13 octobre 2014. Déjà, en août, en menaçant de se mettre en grève, le syndicat des personnels de la santé du Liberia reprochait au gouvernement de ne pas lui fournir le matériel nécessaire.

« Nous n'avons pas de gants, ni de combinaisons, ni d'autres équipements requis »,

avait déclaré Deemi Dearzua, secrétaire général du syndicat (26). En octobre, Alphonse Wesseh, un représentant du personnel de la clinique Island, à Monrovia, au départ du mouvement de grève pour des revendications salariales, a décrit des conditions de travail inhumaines :

« Nous sommes dans une situation infernale, donc nous devons être indemnisés en conséquence. »

Au moment de la levée du mot d'ordre de grève nationale, au deuxième jour du mouvement, un autre responsable syndical, George Williams, a dénoncé *« la négligence, la tromperie et les menaces »* des autorités (27).

Le 14 octobre, adjoint au directeur général de l'OMS, Bruce Aylward, a jugé légitimes les revendications des personnels de santé, qui *« doivent recevoir un salaire, une prime de risque, et souvent aussi une assurance »*, tout en reconnaissant *« très difficile de mettre cela en place »* pour des pays manquant déjà de tout (28).

Les conséquences de l'épidémie ne s'arrêtent pas au système de santé. L'effondrement va au-delà du secteur de la santé. Le ministre de la Santé du Liberia, Augustine Kpehe Ngafuan, prévenait en août 2014 :

« C'est comme si on appuyait sur le bouton "pause" pour toute l'activité économique générale. Des écoles restent fermées ; des gens sont placés en quarantaine et ne peuvent pas aller travailler. Tout cela aura un impact » (29).

Malgré une telle situation, pour les « grands » de ce monde, il n'y a pas d'argent pour éviter cette catastrophe, en sauvant des vies humaines et en protégeant ceux qui soignent les malades. Mais pour la guerre,

(21) AFP, 14 octobre 2014.

(22) Agence Reuters, 7 août 2014.

(23) AFP, 14 octobre 2014.

(24) *Informations ouvrières*, n° 326 (6 au 12 novembre 2014).

(25) AFP, 14 octobre 2014.

(26) www.lemonde.fr, 8 août 2014.

(27) AFP, 14 octobre 2014.

(28) *Idem*.

(29) Agence Reuters, 7 août 2014.

en revanche, pour les moyens de destruction, les ressources sont quasi illimitées.

LES DÉPENSES DE GUERRE

Les coûts, estimés par l'ONU, du matériel nécessaire pour enrayer l'épidémie — 450 millions d'euros (30) — sont à comparer aux dépenses de guerre.

Les opérations actuelles des Etats-Unis en Irak coûtent environ 7,5 millions de dollars par jour (Reuters), les opérations en Afghanistan revenant, quant à elles, à 1,3 milliard de dollars par semaine. Quant à la France, ses opérations au Mali et en Centrafrique ont coûté 1,25 milliard d'euros en 2013.

Les dépenses de trois jours d'opérations militaires en Afghanistan, en Irak et en Afrique sont donc beaucoup plus élevées que la somme nécessaire pour combattre efficacement l'épidémie.

LA FAILLITE DES BOURGEOISIES COMPRADORES

Les bourgeoisies compradores à la tête des Etats africains depuis plus de cinquante ans ont un caractère particulier. Dans leur grande majorité, elles sont composées d'anti-indépendantistes (ou de leurs héritiers), sélectionnés par l'impérialisme, au besoin en assassinant les nationalistes. Dans le domaine de la santé, comme dans d'autres, elles viennent de montrer que leurs préoccupations sont aux antipodes des besoins des populations. Depuis plus de cinquante ans, non seulement elles ont été incapables de promouvoir la moindre recherche pour trouver des remèdes aux maladies qui sévissent en Afrique, mais même des structures sanitaires élémentaires font défaut.

La preuve est ainsi faite que la résolution des questions nationales, des questions de sauvegarde des populations africaines, revient à la classe ouvrière.

SOCIALISME OU BARBARIE ?

Voilà donc une maladie connue depuis presque quarante ans, dont les laboratoires pharmaceutiques, aux mains d'intérêts privés, se sont désintéressés parce qu'elle ne touche que les pays pauvres, et pour laquelle on ne trouve pas le financement nécessaire pour la combattre en cas d'épidémie, les fonds étant consacrés à la guerre et à la destruction !

Le manifeste du Quatrième Congrès de la IV^e Internationale, tenu du 27 mars au 2 avril 1999, explique dans son point 5 :

« C'est un fait : en cette fin de siècle, les contradictions du régime capitaliste se sont transformées pour l'ensemble de l'humanité en souffrances inhumaines. La faim, les épidémies, les guerres dites "humanitaires", qui ravagent la terre entière, la drogue... : sous toutes les formes, le spectre de la barbarie menace l'humanité » (31).

L'épidémie de la fièvre Ebola, qui sévit actuellement en Afrique, n'illustre-t-elle pas de façon dramatique cette analyse ? Il n'y a pas de doute : si, techniquement, c'est Ebola qui tue, c'est bien la politique barbare de pillage et d'appauvrissement des populations, de destruction des systèmes de santé, où les intérêts privés priment sur la santé des hommes, qui est responsable de cette catastrophe. La classe ouvrière n'a pas d'autre choix que de combattre pour empêcher que le sort — la barbarie —, que réserve à toute l'humanité le capitalisme arrivé au stade impérialiste, ne se réalise, et ouvrir ainsi la voie au socialisme. Dans ce combat, la classe ouvrière africaine prendra toute sa place (à cause de l'histoire vécue par les peuples africains ces cinq derniers siècles, il n'y a pas sur cette terre un seul problème rencontré quelque part par une partie de l'humanité qui ne se pose pas également en Afrique). Aider à l'organisation de ce combat sur le continent africain, c'est là la responsabilité des militants africains de la IV^e Internationale.

S. K. Koza

(30) AFP, 14 octobre 2014.

(31) *La Vérité*, n° 24 nouvelle série (n° 630), mai 1999, page 5.

VéLa Vérité

Revue théorique de la IV^e Internationale

Bulletin d'abonnement

• Six numéros : 28 euros

• Pli clos : 33 euros

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Complément d'adresse :

Chèques à l'ordre de *La Vérité* à envoyer à :
La Vérité (administration, service abonnements),
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris.

La crise de l'impérialisme britannique

Par François Forgue et Jean-Pierre Barrois

Le 18 septembre, les quatre millions d'électeurs d'Ecosse étaient appelés à un référendum pour répondre à une seule question : « L'Ecosse doit-elle être un pays indépendant ? »

La participation fut massive (plus de 80 %), le résultat serré. Le non l'emporte par 55,3 %. Le oui obtient 46,5 % des suffrages exprimés. Examinés plus en détail, les résultats peuvent paraître surprenants. A Edimbourg, capitale administrative et siège de l'Assemblée régionale, appelée Parlement d'Ecosse, centre traditionnel de la revendication d'une « identité » écossaise, le non l'emporte par 58,8 %. Au contraire, à Glasgow, principale concentration ouvrière et bastion du Labour Party, ayant une large population immigrée et théâtre historique des plus rudes luttes de classes, c'est le oui qui est majoritaire, avec 53,5 % des voix.

Le parti qui détient les rênes du gouvernement régional, le Scottish National Party (SNP), appelait à voter oui. Toutes les formations politiques établies à l'échelle du Royaume-Uni — du Parti conservateur de Cameron au Labour Party (pendant longtemps le premier parti en Ecosse), en passant par le Parti libéral (membre de la coalition au pouvoir) — appelaient à voter non.

La crainte de voir le oui l'emporter — ce que tous les sondages indiquaient comme

une possibilité et qui aurait entraîné de manière immédiate une crise gouvernementale ouverte — avait semé la panique dans tous les partis et jusqu'aux sommets de l'Etat.

Cette crise ouverte immédiate ayant été évitée, ou du moins différée, ce qui s'est passé ce 18 septembre peut apparaître comme un « accident » localisé. Pourquoi est-il nécessaire d'y revenir ?

Il ne s'agit pas de l'Ecosse (encore moins du « nationalisme écossais »), mais de la crise profonde, irréversible, de l'impérialisme britannique, troisième ou deuxième impérialisme mondial, centre vital du fonctionnement des marchés financiers, dans un pays où la classe ouvrière est riche de près de deux siècles de combats. Cette crise s'inscrit dans la dislocation en cours de toute « l'Europe de Maastricht ».

C'est donc un fait majeur qu'à l'occasion d'une consultation électorale, dans une partie de ce pays, près de la moitié des électeurs (et parmi eux, une majorité d'ouvriers et de jeunes) aient signifié qu'ils ne voyaient pour eux aucun avenir dans l'Etat britannique tel qu'il est.

Les contradictions ainsi manifestées menacent de rupture, de dislocation, à un degré d'intensité jamais atteint, les institutions qui sont à la base même de l'Etat bourgeois tel qu'il existe en Grande-

Bretagne, donc les moyens par lesquels la bourgeoisie britannique exerce sa domination.

Personne en Grande-Bretagne ne s'y est trompé. A la veille du référendum, l'hebdomadaire *The Observer* titrait : « *La Grande-Bretagne ne sera plus jamais la même* ». Le quotidien *The Guardian* soulignait de son côté : « *Quoi que décident les Écossais, le vieil ordre est mort et enterré.* »

DES INSTITUTIONS TROIS FOIS CENTENAIRES

Les institutions trois fois centenaires qui ont constitué — en s'adaptant aux bouleversements sociaux — le cadre de la domination politique de la bourgeoisie britannique, de l'ère de son prodigieux développement (la révolution industrielle) à celle d'un impérialisme conquérant, puis à son déclin, sont aujourd'hui sinon « mortes et enterrées », du moins engagées dans une crise dislocatrice inséparable de la volonté de la classe ouvrière britannique — exprimée dans tous les secteurs — d'enrayer la machine à détruire que constitue la politique du gouvernement conservateur.

Le Premier ministre, Cameron, a réagi aux résultats du référendum en assurant que les promesses d'élargissement du fédéralisme, faites aux électeurs écossais à la veille du référendum pour fortifier la campagne du non, seraient tenues. Il a ajouté qu'elles seraient accompagnées de mesures du même type en Angleterre et au Pays de Galles.

Ce numéro de prestidigitateur ne fait qu'approfondir la crise qu'il prétend enrayer et ajoute à l'imbroglio constitutionnel. Les différents parlements régionaux devraient avoir les mêmes prérogatives que celles concédées au Parlement écossais. Par exemple, comme l'expliquent des dirigeants conservateurs, « *seuls les députés anglais pourraient voter les lois concernant les Anglais* ». Or l'Assemblée nationale britannique, la Chambre des Communes, n'est pas une assemblée régionale : elle comprend des élus de tout le pays, d'Écosse comme du Pays de Galles. Faudrait-il interdire à ceux-ci de s'exprimer ? La « dévolution » de plus en plus de pouvoirs au niveau régional mine

la prééminence du Parlement, clé de voûte des institutions britanniques avec la monarchie. Loin de constituer un transfert de pouvoir permettant plus de démocratie comme l'affirment certains, cela ouvre la voie au renforcement de la place de la monarchie, qui deviendrait la seule institution « unitaire » du pays.

A la veille du 18 septembre, en dépit de sa rhétorique nationaliste, le Premier ministre d'Écosse, Alex Salmond, s'entretenait avec la reine pour lui dire que la monarchie n'était pas en cause et qu'une « *Écosse indépendante* » laisserait au gouvernement de Londres le contrôle de la défense nationale et des affaires étrangères.

Tout cela ajoute, à quelques mois des élections générales, au désarroi des partis. Et cette déstabilisation constitutionnelle se combine avec les menaces représentées par l'action de la classe ouvrière qui, en dépit du cadenas mis en place par les dirigeants, cherche la voie de l'action.

Ce qui explique le caractère serré du vote (et le fait que le oui l'ait emporté dans les grands centres ouvriers) n'est donc pas la « résurgence » d'une question nationale longtemps occultée, mais le rejet massif d'un ordre failli.

La chronique du *Guardian* faisait écho aux propos de militants ouvriers en écrivant :

« *La montée du oui ne s'explique ni par un nationalisme du sang et du sol ni par une nostalgie celtique ou un souvenir sentimental d'exploits chevaleresques... Non, c'est un acte de défi contre l'ordre en faillite édifié par Margaret Thatcher et consolidé par le New Labour de Blair.* »

C'est ce rejet qui grandit dans tout ce qu'on appelle encore le Royaume-Uni, qui s'est exprimé dans des conditions particulières en Écosse. C'est un défi qui s'est matérialisé dans le vote oui, mais qui est partagé par nombre de ceux qui ont voté non, parce qu'ils n'étaient pas dupes de la rhétorique prétendument nationaliste du SNP. Comme l'explique un militant syndical :

« *Je ne choisis pas entre la peste imposée par le gouvernement et l'Union européenne et le choléra imposé par les mêmes dans une Écosse qu'on qualifierait d'indépendante.* »

Le choc qu'a provoqué dans toute la Grande-Bretagne le référendum en Ecosse a évidemment suscité, au sein du mouvement ouvrier, de nombreuses questions et provoqué de multiples discussions, auxquelles cet article entend contribuer.

L'ÉCOSSE N'EST PAS UNE "NATION OPPRIMÉE"

Ces « particularités » constituent-elles la base d'une question nationale ? En d'autres termes, l'Ecosse constituerait-elle une nation opprimée par le gouvernement anglais, son indépendance marquant dans ce cas un progrès ?

Un groupe politique irlandais, Socialist Democracy (1), écrit notamment :

« Les problèmes aigus auxquels fait face la population d'Ecosse ne sont pas fondamentalement de caractère national, mais social. (...) La classe ouvrière d'Ecosse subit en effet les attaques de la classe capitaliste britannique et de son gouvernement dans leur ensemble, mais précisément, le "white paper" (plateforme du SNP sur l'indépendance) est à l'opposé de ce que les réalités de la lutte des classes exigent (...). Ce serait alors l'Union européenne et la Banque d'Angleterre qui enchaîneraient une Ecosse "indépendante" à l'austérité. »

Le texte de Socialist Democracy continue en remarquant que

« la manière dont s'est formé le Royaume-Uni, puis l'Empire britannique, ont fait de l'Ecosse un partenaire égal au sein de l'Etat britannique et de l'empire (...). Cela ne signifie pas que les Ecossais n'étaient pas opprimés et ne continuent pas à l'être. Il ne manque pas d'oppression en terme de classe, de race, de genre. Mais personne n'est opprimé parce qu'il est de nationalité écossaise. »

Que des militants irlandais interviennent dans le débat sur le référendum en Ecosse est parfaitement compréhensible. Très souvent, lors de la campagne pour ce référendum, des partisans du non, justifiant leur position par la défense de l'unité de la classe ouvrière, parlaient des intérêts communs des travailleurs « d'Angleterre, du pays de Galles et d'Irlande du Nord ». Il est nécessaire de préciser à ce sujet que l'Irlande du

Nord est une partie du territoire irlandais soustraite à la souveraineté légitime du peuple irlandais par la violence impérialiste anglaise. Il n'y a de solution démocratique — et donc conforme aux intérêts des travailleurs de Grande-Bretagne comme d'Irlande — que par la réunification de l'Irlande, ce qui implique la séparation de l'Irlande du Nord du Royaume-Uni.

La plus grande conquête sociale résultant de l'activité de la classe ouvrière est la constitution du mouvement ouvrier britannique — dont les travailleurs écossais ont été une composante essentielle dès l'origine —, des trade-unions, puis du Labour Party comme expression politique des trade-unions.

C'est pourquoi, à notre avis, Socialist Democracy a raison de dire que

« dans le cas de la Grande-Bretagne, une division de la classe ouvrière à partir de clivages nationaux serait un grand pas en arrière. La question qui est posée aux travailleurs d'Ecosse, comme à tous, est celle de la reconstitution ou de la reconquête d'un parti ouvrier de masse. »

UNE SEULE CLASSE OUVRIÈRE

En effet, les travailleurs d'Ecosse ont été, dès le début, une partie constituante du mouvement ouvrier britannique, lors des premières tentatives d'organisation politique de l'avant-garde ouvrière au travers des « comités de correspondance » qui, en 1793, apportèrent leur soutien aux jacobins français et dont l'un des centres se situait en Ecosse.

Ce fut aussi le cas lors du mouvement chartiste. Plus généralement, depuis la fin du XVII^e siècle, toutes les luttes d'importance des travailleurs écossais ont été en même temps liées à des conflits de classe à l'échelle de toute la Grande-Bretagne.

Pour ne citer que quelques cas dans la période récente, rappelons qu'en 1971, 1 200 délégués de travailleurs d'Ecosse et du nord de l'Angleterre, s'appuyant sur tous

(1) Ce groupe est affilié au regroupement international dénommé Secrétariat unifié, mais, sur bien des points, s'oppose à la politique de ce regroupement telle qu'elle s'exprime en particulier dans la revue *Impecor*.

les travailleurs de la Clyde — rivière qui borde le sud de l'Ecosse — et la population de Glasgow, appellent, dans l'unité avec leurs syndicats, à refuser le plan de licenciement de 6 000 ouvriers des chantiers de la Clyde, contraignant au recul le gouvernement conservateur d'Edouard Heath qui avait annoncé la mise en faillite des chantiers.

La grande grève des mineurs de 1984 fut suivie avec autant d'intensité en Ecosse et au Pays de Galles que dans les bassins miniers d'Angleterre.

En 1989, c'est l'Ecosse que Margaret Thatcher choisit comme laboratoire d'expérimentation de la « poll tax ». La poll tax est un impôt locatif « par tête », chaque commune fixant le montant global de l'impôt local annuel et le divisant en parts égales entre tous les adultes vivant sur son sol. Ce qui signifie qu'un riche rentier, seul dans sa vaste demeure, ne paiera qu'une part, tandis qu'une famille ouvrière de quatre personnes dans un HLM en paiera quatre. La population d'Ecosse refuse, et ce refus va progressivement se généraliser à toute la Grande-Bretagne. C'est ce mouvement de rejet d'une taxe honnie qui mènera à la chute de Thatcher.

Dans *Où va l'Angleterre*, Trotsky notait que

« les éléments les plus radicaux du mouvement ouvrier anglais contemporain étaient le plus souvent originaires d'Irlande ou d'Ecosse ».

Il expliquait :

« La réunion en Irlande du joug social et du joug national en présence d'après conflits entre un pays agraire et un pays capitaliste détermine des brusques modifications de conscience. L'Ecosse est entrée dans la voie du capitalisme après l'Angleterre : un changement plus brusque dans la vie des masses populaires entraîne une réaction plus abrupte. »

Comme nous le verrons plus loin, si l'Ecosse a en effet connu, pour entrer dans le capitalisme, un « changement plus brusque », elle subit aujourd'hui de façon particulièrement rude les conséquences du déclin de l'impérialisme britannique.

L'Acte d'union de 1707 (disparition du Parlement écossais) est en lui-même un acte de constitution du capitalisme britannique

dont l'Ecosse accompagnera tout le développement comme le déclin : il n'y a pas de bourgeoisie nationale écossaise.

On peut dire que cet acte d'union — qui entraînera un développement économique considérable en Ecosse — est le prolongement direct du « grand compromis » entre l'aristocratie foncière et la bourgeoisie industrielle montante, qui conclut ce qu'on appelle la « Glorieuse Révolution » de 1688. C'est elle qui installe la monarchie constitutionnelle, assurant la prééminence du Parlement tout en conservant la monarchie comme instrument de garantie de l'unité des différentes composantes de la Grande-Bretagne. La classe dirigeante britannique ne constituera pas par des moyens révolutionnaires l'unité de la nation, comme le fait la Révolution française. Le fait que la bourgeoisie anglaise installe son pouvoir sans balayer de fond en comble les institutions féodales par une révolution politique a contribué à ce que des traits procédant de la manière dont « l'Ecosse est entrée dans la voie du capitalisme » aient pu perdurer. Le régime de la monarchie parlementaire britannique a toujours maintenu un degré d'autonomie des différentes parties du royaume.

Cependant, aucun de ces éléments historiques en eux-mêmes n'expliquent la situation. La domination de l'Etat au nom des intérêts de la classe dirigeante s'est parfaitement accommodée de ces différences pendant des siècles. Ce qui se passe aujourd'hui découle de la lutte des classes dans le contexte du déclin de l'impérialisme britannique, de la perte de son empire, de la crise mondiale du système capitaliste.

UNE POLITIQUE DE DESTRUCTION

C'est dans ce cadre que se développe, depuis des années, de la part des gouvernements successifs, qu'ils soient conservateurs ou travaillistes, une accélération de la destruction des forces productives.

Le cas des chantiers navals de la Clyde constitue de ce point de vue un exemple emblématique de la politique de désindustrialisation des années 1970 et de ses conséquences.

Huit chantiers sont mis en faillite de 1962 à 1967.

En 1965, c'est en ayant recours à un partenariat public-privé — déjà — que le chantier Fairfield est racheté par un consortium. En 1968, l'Upper Clyde Shipbuilders (UCS) est créée avec quatre autres firmes privées. L'Etat britannique entame une politique de retrait progressif, qui l'amène à passer sous la barre des 50 % des parts en 1970.

L'année suivante, l'UCS, au bord de la faillite, fait appel au gouvernement, dont le Premier ministre, le conservateur Edouard Heath, qui vient de succéder au travailliste Harold Wilson, est en pleine négociation pour l'entrée dans le Marché commun et vient de faire campagne contre « les canards boiteux ». C'est alors que se déclenche l'un des plus importants mouvements de la classe ouvrière écossaise, évoqué plus haut, qui contraignit le gouvernement Heath à reculer.

Dès le début des années 1960, le taux de chômage en Ecosse atteint le double de celui de l'Angleterre. Entre 1957 et 1967, 119 des 166 mines de charbon d'Ecosse sont fermées. On passe de 38 000 mineurs à moins de 20 000.

Les principales industries d'Ecosse (sidérurgie, construction navale, charbon) sont toutes en voie de disparition.

Au plan électoral, cela aboutit à une quasi-disparition des élus conservateurs en Ecosse, puis par une montée progressive du SNP en réaction à la soumission de la direction du Labour aux plans gouvernementaux en accord avec le FMI et les institutions internationales.

C'est précisément en 1961 que le SNP fait une première percée électorale dans une législative partielle, en arrivant second derrière le Labour, tandis que le Parti conservateur perd partout son audience électorale et est aujourd'hui pratiquement liquidé.

C'est en 1967, après la fermeture des 119 mines, que le SNP gagne un siège de député à Hamilton, un bastion travailliste dans la banlieue de la grande ville ouvrière de Glasgow.

C'est en 1974 que le SNP va connaître sa première percée électorale à l'échelle de

toute l'Ecosse. Il obtient alors 30,4 % des voix, un score qu'il n'atteindra plus jamais avant la mise en place du Parlement écossais.

Lorsque Thatcher arrive au pouvoir en 1979, le taux de chômage en Ecosse est de 6,2 %, contre 2,7 % dans le sud est de l'Angleterre. Il doublera à près de 14 % au cœur des années Thatcher. Mais il aura alors triplé en Angleterre. Il y a une raison à cela : il restait moins de secteurs à détruire en Ecosse !

En effet, seules dix-huit mines de charbon sont encore en activité en 1979, soit dix fois moins qu'en 1945.

Dans la métallurgie, l'industrie automobile, l'électricité, les entreprises ferment les unes après les autres.

Les années Thatcher ont également marqué un bouleversement total de la structure de l'emploi. En 1991, le secteur tertiaire n'emploie plus que deux actifs sur trois.

Les gouvernements du Labour Party, de Blair, puis de Brown, poursuivant la même politique, accentuent la déréglementation du travail.

LA POLITIQUE DE "DÉVOLUTION"

C'est dans ce contexte que s'affirme la politique dite de « dévolution », c'est-à-dire la remise de certains pouvoirs à des assemblées régionales (Ecosse et Pays de Galles).

Le premier référendum à ce sujet eut lieu en mars 1979. Bien qu'il y ait eu une majorité de 51,6 % de « oui » en Ecosse, ceux-ci ne représentaient que 32,9 % des électeurs inscrits, c'est-à-dire bien moins que la barre des 40 % exigée par la loi pour que ce résultat soit valide. Ce qui indique bien qu'alors, « l'autonomie » n'était pas une préoccupation centrale des électeurs écossais, et « l'indépendance » encore moins.

Le 11 septembre 1997, est organisé en Ecosse le référendum portant sur la création d'un Parlement écossais. Le oui l'emporte avec 74,3 % et 1 775 045 voix contre 614 400.

C'est alors que le Scotland Act de 1998 crée un gouvernement et un Parlement écossais.

A partir de 1999, date de la première élection au Parlement écossais, et sous l'effet de la politique de Blair, puis de Brown, qui ne font que poursuivre celle de Thatcher, le glissement progressif du Labour au SNP s'accélère. Ce dernier va passer de 28,7 % des voix et de la deuxième place lors de l'élection du premier Parlement écossais en 1999, à la première place, avec 32,9 % des voix et 47 sièges sur 129 en 2007, pour culminer à 45,4 % des voix et 69 sièges sur 129, c'est-à-dire la majorité absolue, en 2011.

APRÈS LE DERNIER RÉFÉRENDUM

La déstabilisation, exprimée et aggravée par le référendum, est loin d'être terminée. A sa racine se trouvent non seulement les développements spécifiques à l'Ecosse mais aussi les développements d'ensemble de la lutte de classe dans toute la Grande-Bretagne.

Pour faire face à une situation économique marquée par une dette monstrueuse résultant du sauvetage des banques par le précédent gouvernement de Gordon Brown, le gouvernement Cameron a annoncé un nouveau train de mesures d'austérité : gel des salaires, suppression de dizaines d'allocations et d'aides sociales.

Au congrès du Labour Party, Ed Miliband a été clair : s'il était au gouvernement, il appliquerait les mesures d'austérité prises par Cameron.

Face à cette offensive, la classe ouvrière britannique tente, à chaque étape, de se ressaisir de ses organisations : son mouvement est directement contradictoire avec la politique de la direction du Labour Party et avec la manière dont cette direction cherche à la prolonger dans les organisations syndicales.

Si l'on établit une chronologie de ce qui s'est passé sur le terrain de la lutte des classes directe depuis le mois de juillet, le résultat est édifiant.

Le 10 juillet dernier, à l'initiative des travailleurs de la fonction publique terri-

toriale et de leur syndicat Unison, qui appelait à la grève contre le gel des salaires imposé par le plan d'austérité du gouvernement de coalition conservateurs — libéraux-démocrates et pour une augmentation d'une livre l'heure (1,2 à Londres), plus d'un million de travailleurs de la fonction publique sont finalement en grève avec leurs six syndicats nationaux. S'engage alors le processus de consultation du secteur fonction publique territoriale organisé par Unison sur la dernière offre patronale. Celle-ci sera repoussée, et une nouvelle grève fixée au 14 octobre.

A partir de là, la direction des TUC intensifie sa campagne de préparation d'une manifestation nationale, fixée au 18 octobre. Le 18 octobre étant un samedi, il n'y aura pas grève. Cette manifestation sera précédée d'une semaine de grèves partielles et tournantes, visant prétendument à organiser une montée en puissance culminant le 18 octobre.

Du 18 au 20 juillet, le « Forum politique » du Labour s'est réuni. C'est un organisme mis en place afin de trancher les questions majeures... en dehors du congrès. Cet organisme restreint compte 141 membres, parmi lesquels les responsables des TUC et certains hauts responsables des grands syndicats nationaux. Lors de la session de juillet, la question à l'ordre du jour était précisément... l'austérité. Une résolution présentée par le délégué des sections locales du Labour du Yorkshire propose qu'en 2015 (en cas de victoire du Labour aux élections générales), le Labour dépose sa propre proposition de budget allant jusqu'à 2017, pour mettre fin au budget actuel du gouvernement de coalition. Comme nous le précise un correspondant :

« Il ne s'agit donc même pas de réduction de l'austérité, et encore moins de l'annulation de la dette, mais uniquement d'une répartition nouvelle des coupes. »

Et pourtant, à la demande de la direction du Labour, la motion est repoussée par 127 voix contre et 14 pour.

Le 7 septembre s'ouvre le congrès des TUC. Le fond de scène donne le ton : « *La Grande-Bretagne a besoin d'une hausse des salaires* ». Aucun chiffre n'est fixé !

Le 19 septembre, 400 000 travailleurs du secteur de la santé, syndiqués à Unison,

Unite et GMB, sont consultés sur une proposition de grève contre le gel des salaires.

Pour la première fois de son histoire, l'Ordre des sages-femmes consulte ses 23 000 membres pour se joindre à la grève. Le résultat de ce vote donnera plus de 80 % en faveur de la grève. Une première depuis cent trente ans.

Tout le monde comprend que ce résultat ne témoigne pas seulement de l'ampleur de la volonté de résistance des sages-femmes, mais de celle de tout le secteur de la santé.

Les directions des syndicats concernés, Unison, Unite GMB et RCM (sages-femmes) fixent alors la grève au 13 octobre, c'est-à-dire la veille de la grève de la fonction publique territoriale, et « *pour être encore plus clairs* », écrit notre correspondant, la grève aura lieu de 7 heures à 11 heures du matin et sera limitée à l'Angleterre, car, dans le cadre de la régionalisation, des négociations spécifiques sont engagées en Ecosse, au Pays de Galles et en Irlande du Nord.

Le syndicat des radiologues, pour sa part, appelle ses 20 000 membres, qui se sont également massivement prononcés pour la grève, à arrêter le travail le 20 octobre.

Le syndicat de la Sécurité sociale, le PCS, appelle, lui, à la grève le 15 octobre.

Le syndicat de l'enseignement supérieur se joint au 14 octobre.

Le syndicat des cheminots et du métro appelle à une grève de quarante-huit heures dans le métro à partir du 14 octobre.

La situation au 1^{er} octobre est donc la suivante : tous les syndicats qui avaient fait de la grève du 10 juillet un succès immense seront en grève contre le gel des salaires... Mais ce sera le 13 octobre pour la santé, le 14 pour la fonction publique territoriale, l'enseignement supérieur et le métro, le 15 pour la Sécurité sociale, et le 20 pour les radiologues, avec une manifestation des TUC le 18 octobre !

Le 9 octobre, on apprend que les employeurs auraient fait une nouvelle offre. Le GMB et Unite décident d'annuler l'ordre de grève du 14 octobre.

Le RMT annule son mot d'ordre de grève de quarante-huit heures ; quant au syndicat

de l'enseignement supérieur, il annule sa participation au 14 octobre.

Le 10 octobre au soir, la direction de Unison fait savoir qu'elle lève également l'ordre de grève et que les personnels seront consultés entre le 16 octobre et le 14 novembre.

Il y a cette dislocation, cet émiettement organisé, et pourtant, malgré tout, les travailleurs agissent pour unir leurs organisations.

Ainsi, dès le 12 octobre, de nombreuses sections locales de Unison convoquent d'urgence leur bureau pour appeler les personnels à rejeter la proposition des employeurs et à se prononcer pour une nouvelle grève.

« *L'indignation est telle, écrit un responsable de section locale de Unison, qu'on voit des sections jusque-là très liées et très fidèles à la direction, et même des comités régionaux, s'adresser nationalement aux autres sections pour organiser le rejet de l'offre et appeler à une conférence nationale d'urgence du secteur fonction publique territoriale du syndicat.* »

Le 13 octobre, la grève dans la santé, bien que convoquée de 7 heures à 11 heures du matin, a témoigné d'une volonté de résistance tout à fait exceptionnelle.

Quant à la manifestation du 18 octobre, elle fut particulièrement massive, avec 80 000 participants à Londres et 5 000 à Glasgow.

CONCLUSION

Toutes les formations politiques sont déstabilisées. Leur crise, comme on l'a vu par la chronologie de juillet à octobre, se réfracte dans les sommets des organisations syndicales. En effet, du fait de cette crise, les directions des trade-unions sont appelées à prendre les plus lourdes responsabilités pour contrecarrer les aspirations qui s'expriment dans tous les syndicats.

Historiquement, le Labour Party est la représentation politique des trade-unions. Ce n'est pas une abstraction. Toutes les tentatives de briser ce lien, qui s'expriment dans des règles de plus en plus antidémocratiques, telle la mise en place du « Forum politique », n'ont pas pleinement abouti.

L'existence même du Labour Party est indissociable de l'action des trade-unions.

A l'échelle de tout le pays, le Labour Party n'est pas sorti indemne de la campagne du référendum en Ecosse. La sainte alliance avec le gouvernement conservateur pour sauver les institutions a créé des brèches qui ne se referment pas, et la crise institutionnelle tend au contraire à s'élargir.

Que va-t-il se passer pour les élections parlementaires de 2015 si la loi de réforme institutionnelle est promulguée comme prévu en janvier prochain ?

Les députés travaillistes des circonscriptions écossaises à la Chambre des Communes choisiront-ils alors de se replier sur le Parlement écossais, rendant pratiquement impossible une majorité du Labour ? Le Parti conservateur pourra-t-il continuer à jouer son rôle de représentation « par excellence » de la classe dominante s'il disparaît d'Ecosse ?

En toile de fond du désarroi généralisé et des inquiétudes des parlementaires sur leur propre sort, il y a la crise profonde que nous avons cherché à analyser dans cet article.

Dans les discussions à propos du référendum, des militants ouvriers ont souligné l'anomalie résultant de la présence, aux côtés d'un Parlement élu au suffrage universel et détenteur de grands pouvoirs, de « survivances féodales » comme la monarchie et la Chambre des lords.

Lors de la formation même du mouvement ouvrier en Angleterre, le développement du chartisme a d'emblée lié les revendications sociales du prolétariat et les revendications démocratiques. Le premier point de la Charte était l'exigence du suffrage universel pour l'élection d'une assemblée unique et souveraine dont les membres seraient élus pour un an. Aucun régime politique fondé sur la propriété privée des moyens de production n'a été capable depuis de réaliser cette revendication.

Ces « vestiges féodaux » seront balayés par le mouvement du prolétariat qui, en Grande-Bretagne comme dans le monde entier, conduit à l'abolition du système d'exploitation fondé sur la propriété privée des moyens de production, à l'établissement d'une république ouvrière, mouvement reprenant à son compte toutes les revendications démocratiques.

La crise « écossaise » a remis au premier plan les « vestiges féodaux » non comme un ornement folklorique, mais comme composante de l'aspect étatique de domination de la bourgeoisie. C'est autour de l'institution monarchique que Cameron, Clegg, Miliband et Brown ont serré les rangs. C'est à la reine que Salmond est venu prêter allégeance.

Le développement même de la lutte des classes en Grande-Bretagne, le fait que, pour réaliser leurs plans, les représentants politiques de l'impérialisme britannique ne peuvent que s'attaquer à toutes les libertés et donc menacer l'existence d'éléments essentiels, redonne — dans des circonstances profondément différentes — à ces questions l'importance que Lénine et Trotsky leur attribuent.

Trotsky écrivait dans *Où va l'Angleterre* :

La royauté est faible, puisque le Parlement bourgeois est le moyen de domination de la bourgeoisie (...). Mais en cas de besoin, la bourgeoisie peut tirer partie de la royauté avec le plus grand succès comme le centre de ralliement de toutes les forces extraparlamentaires, c'est-à-dire réelles, dirigées contre la classe ouvrière.»

C'est pourquoi l'une des questions centrales est effectivement celle de la mise en cause d'institutions forgées comme un élément majeur de l'Etat bourgeois dès la phase ascendante du capitalisme.

En liaison même avec les revendications les plus immédiates surgissant de la lutte des travailleurs dans toute la Grande-Bretagne, s'impose la nécessité du combat contre toutes les institutions antidémocratiques, dont la crise s'est affirmée dans le référendum en Ecosse.

**François Forgue
Jean-Pierre Barrois**

Après la faillite des accords d'Oslo : le peuple palestinien sous la menace d'une nouvelle forme de contrôle

Par François Lazar

Le déchaînement de violence de l'été 2014 a quitté la sphère médiatique, dans laquelle il était généralement justifié au nom « du droit de l'État d'Israël de se défendre ». Depuis, une agitation sans précédent ces trente dernières années traverse les territoires palestiniens. L'Autorité palestinienne profondément corrompue, garante des accords d'Oslo, est réduite à sa fonction policière contre la population palestinienne. Elle a pu empêcher depuis trois mois les manifestations dans les principales villes de Cisjordanie, mais Jérusalem-Est est en ébullition. Par tous les moyens, l'Autorité palestinienne et les forces de répression de l'État israélien cherchent à empêcher la jonction entre les mobilisations palestiniennes par-delà les frontières artificielles héritées du plan de partition de 1947 et de la conquête de 1967. Ces mobilisations posent avec acuité la question de la réunification du peuple palestinien, qui ne peut être réalisée que dans le cadre d'un seul et même État.

Depuis l'été, la crise politique s'est accentuée entre le gouvernement israélien et son soutien principal, l'impérialisme américain, qui cherche ardemment à établir des ponts avec l'Irak, la Syrie, le Yémen sont en cours d'implosion. L'Arabie Saoudite, qui est l'un des principaux soutiens des groupes « djihadistes » dans la région, connaît une crise interne sans précédent. Donner quelques éléments d'appréciation sur la situation en Palestine, trois mois après la fin de la dernière offensive sanglante israélienne contre la population palestinienne de la

bande de Gaza, revient à évoquer une situation chaotique, que personne ne maîtrise et où tout peut basculer du jour au lendemain dans une nouvelle frénésie de violence.

La population de Gaza se trouve exsangue. L'agression a considérablement aggravé une situation déjà très critique. Plus de 2 150 morts, des milliers de blessés, dont certains continuent de mourir des suites de leurs blessures, plus de 100 000 sans-abri, 26 écoles détruites, des hôpitaux, plus de 350 entreprises diverses, 17 000 hectares de terres agricoles ravagées et polluées par les bombardements. Détruits également les réseaux d'eau, d'électricité, les égouts desservant un million d'habitants. En tout, 15 % des habitations du territoire détruites.

La démesure de l'intervention israélienne prétendument destinée à « arrêter les tirs de roquettes » des groupes armés palestiniens est l'expression de la politique de punition collective du peuple palestinien, dont le tort essentiel est de rester debout, de conserver sa capacité à brandir ses revendications démocratiques, malgré le joug qui l'écrase depuis plus de soixante ans. La brutalité du gouvernement Netanyahu — que l'on voudrait présenter comme plus extrémiste que ses prédécesseurs, mais qui s'inscrit parfaitement dans cette tradition meurtrière — s'explique aussi parce que le peuple palestinien ne suit plus ses dirigeants, rejette l'Autorité palestinienne, rejette tous ceux qui se montrent prêts à abandonner son droit au retour. C'est cela qu'il faut détruire.

L'agression de l'été est le véritable bilan du processus de paix qui n'est depuis trente ans qu'une succession d'agressions israéliennes suivies de cessez-le-feu qui sont eux-mêmes suivis de nouvelles agressions. Le cadre permanent entre l'Etat israélien et la population palestinienne est celui du cessez-le-feu, c'est-à-dire du prolongement du siège. En langage militaire, un cessez-le-feu renvoie dos à dos les belligérants. Ici, les agresseurs et les agressés sont chargés de responsabilités équivalentes, voire de responsabilités supplémentaires pour les agressés.

Mais ce qui caractérise la période, dès le mois de juin dernier, ce sont les manifestations, à un moment quasi quotidiennes, dans les territoires palestiniens et à l'intérieur de l'Etat israélien. Le peuple palestinien, par son mouvement, réaffirmant son unité aux cris de « *Nous sommes un seul peuple* », pose de manière accrue la question de sa réunification, c'est-à-dire du rejet des accords d'Oslo, de la partition du territoire, et remet à l'ordre du jour le combat pour un seul Etat, une seule nation palestinienne sur tout le territoire historique de la Palestine.

Cette nouvelle offensive, orchestrée comme les précédentes, a également vu se lever contre elle, dans le monde entier, à un niveau sans précédent, une vague de protestations, de condamnations émanant de larges secteurs du mouvement ouvrier et démocratique, ainsi que de secteurs se réclamant de milieux juifs.

La déclaration du secrétariat international de la IV^e Internationale, publiée le 26 août 2014, juste après ce massacre de masse contre la population palestinienne, tout en rappelant qu'il s'agissait là de la poursuite de la politique de purification ethnique menée par l'Etat sioniste contre le peuple palestinien depuis plus de soixante ans, analysait que nous étions dans le cours d'un tournant politique majeur.

Nous avons alors montré que les mécanismes habituels qui interdisaient à beaucoup jusqu'à maintenant de manifester la moindre opposition à l'égard de l'Etat d'Israël étaient en train de lâcher les uns après les autres. Sur ce plan, la déclaration faisait notamment référence à la lettre signée par plusieurs centaines de rescapés juifs des camps de concentration nazis et de leurs descendants, qui disait notamment :

« Nous sommes alarmés par la déshumanisation raciste extrême infligée aux Palestiniens dans la société israélienne, qui vient d'atteindre son paroxysme. »

Aux déclarations de militaires israéliens, dénonçant l'occupation comme la cause de la résistance palestinienne, font à présent écho des déclarations de personnalités ou associations juives américaines qui appellent à un « règlement pacifique » ou qui font rejaillir la responsabilité de la situation sur le pouvoir politique israélien.

Dans le monde entier, l'agression israélienne a provoqué des manifestations massives : en Amérique latine, des manifestations de centaines de milliers ont traversé les principales capitales. Au Venezuela, le gouvernement a appelé à manifester dans toutes les villes du pays pour demander l'arrêt des bombardements. A Londres, 150 000 manifestants, à l'appel de leurs organisations syndicales, ont défilé pour demander l'arrêt des bombardements. En France, où les directions du mouvement ouvrier ont soigneusement évité de prendre en charge l'organisation des manifestations, des dizaines de milliers ont manifesté, à plusieurs reprises, pendant les mois d'été. Aux Etats-Unis, comme le rappelaient les militants de Socialist Organizer dans le dernier numéro de *La Vérité*, des prises de position pour condamner l'agression israélienne ont obtenu un pourcentage de vote tout à fait inhabituel dans plusieurs instances du mouvement ouvrier.

LA CRISE LA PLUS PROFONDE DE L'HISTOIRE DE L'ÉTAT D'ISRAËL

Nous citerons ici des extraits de la tribune de Shabtaï Shavit, ancien chef du Mossad (les services secrets israéliens), publiée le 24 novembre dans le journal *Haaretz*, tant elle synthétise le courant actuel. Shavit rappelle son engagement de toujours en faveur de l'Etat hébreu et développe ses inquiétudes, fondées sur des faits :

« (...) En dépit du fait que l'Etat d'Israël dépend des Etats-Unis, la relation entre les deux pays a atteint un bas niveau sans précédent. L'Europe, notre plus grand marché, est lassée de nous et se dirige vers l'imposition de sanctions à notre rencontre (...).

Notre diplomatie publique et les relations publiques que nous entretenons dans le

monde ont lamentablement échoué, tandis que celles des Palestiniens ont suscité de nombreuses et importantes réalisations dans le monde. Les campus universitaires de l'Occident, en particulier aux Etats-Unis, sont comme des serres pour la direction future de leurs pays. Nous perdons la lutte pour le soutien à Israël dans le milieu universitaire international. Un nombre croissant d'étudiants juifs se détournent d'Israël (...). L'empressement des Israéliens à acquérir un passeport étranger, fondé sur le désir d'une nationalité étrangère, indique que le sentiment de sécurité des individus a commencé à se fissurer (...). »

Shavit s'inquiète ensuite de la tournure religieuse que prennent les initiatives des colons israéliens de Cisjordanie, puis propose alors sa solution, qui est au demeurant celle que propose Laurent Fabius, ministre français des Affaires étrangères.

Il s'agirait pour lui de reprendre le plan de la Ligue arabe en 2002, défendue par l'Arabie Saoudite pour le compte de dirigeants américains de l'époque. Le roi Fahd proposait aux dirigeants israéliens de reconnaître un Etat palestinien indépendant en contrepartie de la reconnaissance de l'Etat israélien par l'ensemble des pays arabes.

Notons que la situation atroce du peuple palestinien importe peu à Shabtaï Shavit. Il fait partie de ces dirigeants qui reconnaissent l'impossibilité de soumettre militairement une fois pour toutes le peuple palestinien. Il comprend, sans le dire, que la décomposition accélérée de l'Etat sioniste est à mettre en relation avec la tentative de transformation des populations juives qui y vivent, en oppresseurs collectifs du peuple palestinien. Il voit que les israéliens qui ne supportent plus cette situation n'ont d'autre solution que de partir ou de se détourner de leur soutien à l'Etat israélien. Il sait que l'accentuation de la crise entre son gouvernement et la puissance américaine va conduire à une politique d'extermination systématique des Palestiniens. Sa solution est d'avancer vers un règlement qui aboutirait à la constitution d'un Etat palestinien, uniquement dans l'espoir de sauver l'essentiel.

LA "PAIX" ? QUELLE PAIX ?

En Cisjordanie, la population palestinienne, dans sa grande majorité, en est

réduite à lutter quotidiennement pour sa survie. A Jérusalem-Est, la politique de purification ethnique de l'Etat israélien est directement menée par des groupes religieux sionistes paramilitaires. La cause immédiate des tensions actuelles à Jérusalem-Est se trouve dans l'accélération des mesures du gouvernement israélien pour faire de cette ville une zone exclusivement israélienne. A plusieurs reprises ces dernières semaines, des officiels, députés, ministres, ont paradé sur l'esplanade des Mosquées, lieu à grande valeur tant symbolique que religieuse pour les Palestiniens. A cela s'ajoutent le cumul de dizaines d'années d'oppression de la population palestinienne, et, dans la dernière période, de l'isolement complet de Jérusalem-Est (qui fait partie des territoires occupés en 1967) du reste de la Cisjordanie.

De manière constante, régulière, avec la même brutalité, l'Etat israélien ronge les quartiers palestiniens. Au fur et à mesure, des colons israéliens, la plupart du temps au nom de principes religieux, s'installent dans les maisons abandonnées par des familles palestiniennes harcelées, meurtries, se sentant en danger permanent. A l'intérieur de l'Etat d'Israël, comme le développent Shabtaï Shavit et de nombreux rapports, les conditions matérielles d'existence des populations juives ne cessent de s'aggraver, tandis qu'une discrimination raciale et sociale frappe les Palestiniens de l'intérieur. N'y a-t-il pas un rapport entre ces situations ?

SIGNIFICATION DE LA CAMPAGNE POUR L' "ÉTAT PALESTINIEN"

C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre l'agitation qui se mène dans plusieurs Parlements européens sur la reconnaissance de « l'Etat palestinien ». Cette opération apparaît à un moment où l'Autorité palestinienne s'effondre, où les accords d'Oslo ne sont plus défendus par personne tant leur faillite est totale. Il s'agit de maintenir coûte que coûte ce cadre, pour permettre à l'Autorité palestinienne d'apparaître comme un partenaire de l'Etat d'Israël, et de poursuivre sa collaboration active dans la répression de son propre peuple. Il s'agit cette fois de canaliser, si ce n'est contrer, le mouvement international de condamnation de l'Etat israélien et l'effondrement de l'Autorité palestinienne.

Après la Suède, la Grande-Bretagne, l'Espagne, le Parlement français a débattu de la question de l'Etat palestinien. Pour tous les députés français qui ont pris part au débat, notons qu'un point de vue unanime a été dégagé dans la discussion, indépendamment du soutien ou non à la constitution d'un « Etat palestinien » : celui de la sécurité de l'Etat d'Israël. C'était déjà là le principal fondement des accords d'Oslo.

Regardons de plus près la proposition la plus largement reprise aujourd'hui, à savoir la proposition saoudienne de 2002. Dans le cas d'une reconnaissance de l'Etat d'Israël par tout ou partie des 22 pays arabes, qu'advierait-il des réfugiés palestiniens ? Pour 6 millions de réfugiés palestiniens, la reconnaissance d'un « Etat palestinien » ouvrirait la porte au démantèlement des camps de réfugiés, qui n'auraient alors plus lieu d'être, le tout sous couvert de l'ONU. Pour les réfugiés et leurs descendants, le « choix » serait imposé entre une intégration de force dans leur pays de résidence ou un « retour » en Palestine, c'est-à-dire dans les frontières exigües du micro-Etat, dans de nouveaux camps, mais sous surveillance palestinienne et internationale, cette fois ci.

Un autre consensus s'exprime largement dans les Parlements occidentaux. L'Etat palestinien est très peu défini dans les discours, pour la simple raison que cette entité ne sera rien d'autre qu'un Etat carcéral, sans aucun des droits des autres Etats, un Etat défini sur des bases ethniques et religieuses, pour mieux séparer, puis écraser les peuples, pour affirmer dans des lettres de sang qu'il n'y a pas d'autre issue possible. C'est ce que John Kerry résume par la formule :

« La sécurité pour Israël, et un Etat et la dignité pour les Palestiniens. »

... Formule reprise par tous.

Comment croire que Kerry cherche à améliorer le sort du peuple palestinien ? Personne n'y croit. Si les grands de ce monde se souciaient du sort du peuple palestinien, ils commenceraient par exiger et obtenir la levée du blocus de la bande de Gaza, conjointement menée par l'Etat israélien et l'Egypte.

Le 24 novembre, le maréchal Sissi déclarait au quotidien italien *Corriere Della Sera* :

« Nous sommes prêts à envoyer des forces militaires à l'intérieur d'un Etat palestinien. Nous aiderions la police locale

et rassurerions les Israéliens par notre rôle de garant. Pas pour toujours, bien sûr. Pour le temps nécessaire à rétablir la confiance. Mais d'abord doit exister un Etat palestinien où envoyer des troupes. »

Sissi, en accord avec John Kerry, apporte son concours aux tentatives désespérées des pays européens d'aider l'Autorité palestinienne à reprendre la main. Cela dans une situation où cette dernière ne contrôle plus rien, ne tient que par sa capacité de répression et est massivement rejetée par la population palestinienne, à commencer par la jeunesse, et où le Hamas risquerait d'emporter les élections en Cisjordanie si elles avaient lieu (tel que formulé dans l'accord passé entre le Fatah et le Hamas).

LA LEVÉE DU BLOCUS DE GAZA, UNE EXIGENCE DÉMOCRATIQUE POUR TOUT LE MOUVEMENT OUVRIER

Au fond de la politique menée par l'impérialisme au Moyen-Orient, il y a toujours la même question, à savoir tout faire pour interdire aux peuples de se libérer de leurs chaînes, de constituer des organisations indépendantes, de prendre conscience de leurs intérêts communs. C'est pourquoi la IV^e Internationale considère que la reconnaissance du prétendu Etat palestinien, en poursuivant le cadre de partition de la Palestine, est un piège. Piège pour le peuple palestinien, bien entendu, mais aussi pour le mouvement ouvrier international dans son ensemble. Dans leur mouvement pour disposer d'eux-mêmes, les peuples posent la question fondamentale de leur unité, et c'est ce mouvement que les appareils cherchent à contenir et à briser. La campagne internationale pour la levée du blocus de Gaza, initiée par l'Union générale des travailleurs d'Algérie et le Parti des travailleurs d'Algérie, rencontre un écho considérable dans le mouvement ouvrier parce qu'elle procède de cette élaboration, de cette recherche qui traverse les organisations du monde entier pour se libérer des diktats des gouvernements de leurs pays, de l'Union européenne, de leur propre impérialisme. Cette campagne conserve toute son actualité.

François Lazar
Le 28 novembre 2014

Etat espagnol

Des "Indignés" à Podemos

Par Jesús Bejar, Angel Tubau, Luis Gonzalez

Le 17 janvier 2014, à Lavapiés, quartier de Madrid, le mouvement Podemos s'est présenté comme la continuité des « Indignés », apparus publiquement dans les manifestations qui ont eu lieu dans toute l'Espagne le 15 mai 2011, raison pour laquelle ce mouvement s'appelle aussi « 15 M ».

Ce nouveau mouvement, qui vient de se constituer en organisation, est issu notamment d'une scission de la Gauche unie (coalition dirigée par le Parti communiste d'Espagne [PCE] à Madrid) et a reçu le soutien, dès le début, d'autres groupements du même type, notamment de la Gauche anticapitaliste (liée, en France, au NPA de Besancenot), et écartée des postes de direction lors de l'élection à l'« assemblée citoyenne » de Podemos, au motif qu'elle refusait de se dissoudre.

Avec un fort soutien médiatique (presse et télévision), Podemos a participé aux élections européennes du 25 mai 2014, et, à la surprise générale — dans une situation où l'abstention a atteint 54 % de l'électorat — a obtenu 1,2 million de voix et cinq élus au Parlement européen.

Immédiatement après ces élections, le noyau directeur, appelé « *équipe de travail* », dirigé par un professeur d'université de Madrid, Pablo Iglesias, a décidé de se constituer en organisation politique. Il a convoqué un congrès appelé « *assemblée citoyenne* », qui s'est tenu du

18 octobre au 15 novembre 2014. Les derniers sondages officiels prévoient pour Podemos, aux prochaines élections législatives, un résultat équivalent à ceux du Parti populaire (PP) et du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE).

Les rédacteurs de cet article, membres de la section dans l'Etat espagnol de la IV^e Internationale, veulent fournir à l'avant-garde ouvrière de tous les pays les éléments d'analyse sur les tenants et aboutissants de cette nouvelle organisation. Cela notamment parce qu'après l'impact international des Indignés, Podemos veut s'étendre dans d'autres pays, en particulier en Europe, comme alternative aux partis traditionnels de la classe ouvrière, se présentant comme une organisation nouvelle, honnête, ayant comme axe la lutte contre la corruption et se prononçant pour la régénérescence démocratique.

Sans a priori, dans la discussion que nous menons avec de nombreux militants dans les universités, les usines, sur les lieux de travail, et dont nous partageons parfois les objectifs et les combats, produits de la lutte de classe, nous nous devons de porter une caractérisation, résultat de l'expérience, et de répondre aux questions suivantes : cette organisation correspond-elle au nécessaire combat pour une représentation politique fidèle aux intérêts des travailleurs et des peuples ? Met-elle au centre la lutte pour

en finir avec le régime monarchiste, pour l'instauration de la République, pour l'union libre des Républiques souveraines, émancipées de toute exploitation et oppression ?

Nous espérons que cet article servira à répondre à ces questions dans une attitude de dialogue et de combat à partir des

I. PODEMOS, PRODUIT DE LA DÉCOMPOSITION DE LA GAUCHE UNIE, DE LA CRISE DU PSOE, ET DES INSTITUTIONS DU RÉGIME

Podemos apparaît comme une rébellion à l'intérieur de la Gauche unie (IU), sans objectif de se transformer en ce qu'il est aujourd'hui, à la suite d'un débat interne dans l'IU de Madrid en 2013. Certains demandaient des primaires, des listes ouvertes. Leur nom est le slogan utilisé par Obama dans sa campagne électorale, « We can » (en espagnol, « podemos »).

Le programme de Podemos est plus modéré que celui d'IU. La seule chose qu'ils apportent, c'est l'antienne anti-organisation et le nom 15-M (15 Mai) qu'ils reprennent en partie des Etats-Unis.

L'avantage de Podemos est de ne pas être identifié à la corruption ni aux coupes budgétaires, et surtout, il bénéficie du rejet à l'égard des autres partis, tous impliqués d'une manière ou d'une autre dans les scandales, et tous liés à la crise.

C'est à cela qu'aide le message de la « caste » par laquelle les dirigeants de Podemos identifient le PSOE et le Parti populaire (PP) de la droite.

Puis ce projet leur a échappé, en lien avec le grand impact médiatique de Pablo Iglesias, qui a fait 8 % des voix aux élections européennes et se retrouve aujourd'hui avec des espérances de vote de plus de 20 %.

A égalité de programmes entre IU et Podemos, électeurs et adhérents préfèrent la jeunesse et la « fraîcheur » des dirigeants de Podemos à certains aspects de la politique de IU : participation de IU au gouvernement d'Andalousie en y soutenant les coupes budgétaires, appui au gouvernement du PP

besoins profonds des travailleurs et des peuples de notre pays. A cela s'ajoute la nécessaire clarification par rapport à l'Union européenne, ses directives et ses institutions, sur une question centrale qui concerne tout le mouvement ouvrier international ainsi que le mouvement d'émancipation des peuples, la question de la dette.

en Estrémadure, sans parler de la multitude de scandales dans lesquels IU a été compromise, dont le dernier à la mairie de Parla (communauté autonome de Madrid).

De plus IU, conçue surtout comme une alliance électorale misant tout sur sa présence dans les institutions, se trouve à la croisée des chemins.

Les partisans de l'alliance avec Podemos, le député Garzón à leur tête, gagnent du terrain. Ils ont obtenu qu'il y ait des primaires et vont placer plusieurs des leurs en position favorable. La campagne de Pablo Iglesias semble devoir sortir gagnante le 30 novembre 2014 lors des primaires madrilènes. Mais c'est contradictoire, parce que s'il y a accord avec Podemos, ce devrait être sur la base de nouvelles primaires et d'un regroupement d'électeurs dans lesquels Podemos, sous l'étiquette « Ganemos », a fermement l'intention de placer ses militants et son programme.

Ceux qui sont à la tête de la ligne d'unité avec Podemos sont dénoncés comme « liquidateurs » par les secteurs qui veulent maintenir l'étiquette IU.

Podemos tire également avantage de la politique de la direction du PSOE. Après son dernier congrès (juillet 2014), avec primaires (à la mode dans tous les partis), la direction du PSOE reste fermement attachée à ses engagements avec la couronne et l'Union européenne, ce qui ne lui laisse aucune marge de manœuvre. Même après avoir voté contre la grande coalition européenne et s'être opposée à Juncker, et après avoir refusé la possibilité d'un accord avec le PP pour gouverner si cela était nécessaire, la direction du PSOE reste la béquille du régime dans sa politique contre la Catalogne, ce qui l'a conduit à détruire à moitié le Parti des socialistes de Catalogne (PSC). Par ailleurs, il croule sous les enquêtes et est déserté par de nombreux adhérents.

Les mesures qu'il prend dans le sens de Podemos, primaires, etc., ne changent rien au fond de sa politique. Seul l'effondrement total du PP fait que le PSOE apparaît en tête dans certains sondages, mais loin de ses derniers résultats, et ses possibilités de gouverner sont faibles.

Podemos tire également avantage des votes de partis comme Unión, Progreso y Democracia (UPyD), parti de défense de la patrie et « antiterroriste », constitué par d'anciens militants du PSOE et du PP. La politique d'Iglesias de constitution d'un parti « attrape-tout », effaçant les contours gauche-droite, amène certains des électeurs de ces partis à se tourner vers lui. Et surtout, Podemos tire avantage de la crise du régime, crise à laquelle aucun des partis traditionnels ne veut donner d'issue positive, car cette issue implique la rupture avec le régime de la monarchie, avec l'Union européenne et l'OTAN.

Les scandales quotidiens sur la corruption amplifient le soutien à Podemos, qui, aujourd'hui, se concrétise en plusieurs dizaines de milliers d'adhérents — même si, en réalité, ils sont inscrits sur le web — et plusieurs centaines de cercles créés dans les villes et quelques autres secteurs.

De ce point de vue, il est important de distinguer entre les différents responsables de Podemos. Ses dirigeants, la *caste* de Podemos, cercle réduit de cinq personnes, tous professeurs à l'université Complutense, à Madrid, veulent une réforme du régime, maintenu par le moyen d'un pacte institutionnel avec les principales institutions du régime, et une série de changements de façade. C'est donc une énième tentative de réformer le régime par de nouveaux accords de transition, comme en 1978. Donc, en dépit d'une ambiguïté volontaire et des changements intervenus au fur et à mesure de la progression dans les sondages, il ne semble pas que la politique de Pablo Iglesias aille dans le sens des aspirations des masses et de ses adhérents.

Les partisans de Podemos et les citoyens attendent réellement un changement radical. Ils recherchent en Podemos l'outil pour balayer l'ancien régime. Pour ce qui est de ses partisans, Pablo Iglesias est parvenu à les neutraliser grâce à la cyber-politique et aux votes par Internet. Ce qui aurait été réellement démocratique, c'est que les différents cercles débattent et décident de tout. Dans

les cyber-débats, personne ne peut sérieusement débattre, et personne ne peut mettre en question le leader.

Tôt ou tard, cela lui retombera dessus. Pablo Iglesias ne parvient pas à disposer d'une organisation, ce qui le conduit à se méfier de ses cercles, très hétérogènes et comportant de nombreux opportunistes. Ce qui fait qu'il ne se présente pas sous ses propres couleurs aux élections municipales. Le choc aura lieu de toute façon, parce que nombre de ceux qui s'organisent dans Podemos cherchent réellement à changer les choses à la racine, et pas seulement à rendre plus humain et démocratique ce régime.

Les défenseurs du régime sont à la recherche d'une deuxième transition et font pression pour modérer le langage et les propositions de Podemos. Ce n'est qu'ainsi que l'on peut expliquer le soutien continu des chaînes de télé et des journaux à Pablo Iglesias. Dans une interview à un moment de grande audience, sur la chaîne TV SEXTA, Pablo Iglesias en est venu à parler de la nécessité d'une armée moderne, pour laquelle, si besoin était, il faudrait augmenter le budget, et de son désir de rencontrer le roi.

II. LE PROGRAMME DE PODEMOS

Il n'est pas facile de répondre à cette question. Le manifeste « *On se bouge* », qui a abouti à la naissance de l'organisation, ne correspond guère aux positions qu'expriment aujourd'hui ses principaux porte-parole. L'*Assemblée citoyenne* a approuvé un document, *Principes politiques*, qui n'explique pas grand-chose. Le document disserte sur la crise du régime de 1978, mais sans dire par quoi le remplacer ou comment le réformer. Pablo Iglesias a répété : « *Notre programme est celui de la déclaration universelle des droits de l'homme* », programme, qu'au moins sur le papier, il peut partager avec de nombreuses autres organisations. Il n'implique aucun engagement concret, parce qu'il ne définit pas d'application pratique directe dans la situation concrète de notre pays.

La stratégie de Podemos est une stratégie purement électorale. Les *Principes politiques* disent clairement : la crise du régime

« *se produit dans le cadre d'un Etat du Nord, intégré dans l'Union européenne et*

l'OTAN, dont la capacité à aménager le territoire et à monopoliser la violence n'a pas été entamée (...), qui ne connaît pas d'importantes fissures dans ses appareils et qui ne semble pas devoir succomber bientôt à des poussées de mobilisation sociale plus ou moins disruptive. »

Par conséquent,

« les batailles électorales occupent aujourd'hui le cœur de la confrontation politique ».

Cette position a une traduction pratique immédiate : le respect scrupuleux du calendrier électoral du régime, qui permettrait au président du gouvernement, Mariano Rajoy, de continuer au moins un an de plus son programme de destruction sociale et politique. Cela s'oppose à une nécessité impérieuse pour les masses : la mobilisation pour en finir avec le gouvernement Rajoy, maintenant.

CE QUI A ÉTÉ DÉCIDÉ DANS L'ASSEMBLÉE CITOYENNE

Pour y voir clair, référons-nous aux résolutions approuvées par l'assemblée citoyenne, qui corroborent la stratégie du tournant à droite et la « recherche d'une position au centre ». Le manifeste fondateur « *On se bouge* » et le programme des élections européennes de Podemos proposent un « audit citoyen » de la dette, qui distingue entre dettes « légitime » et « illégitime » :

« Il faut combattre le discours selon lequel nous ne voulons pas payer les dettes » ou que « l'objectif n'est pas de ne pas payer la dette ». « L'objectif est de récupérer un niveau d'endettement permettant la soutenabilité de cette même dette. »

La résolution ajoute :

« Renégociation des taux d'intérêt et, le cas échéant, de la période de carence ; allongement des échéances et amortissement de cette même dette ; et, finalement, remises partielles. »

Or la « restructuration » de la dette est un processus par lequel sont passés de nombreux pays d'Afrique et d'Amérique latine : elle suppose que nos arrière-petits-enfants continueront de payer, soumettant ainsi les gouvernements futurs, au moins jusqu'à deux générations, aux politiques imposées

par les créanciers, le montant total des paiements pouvant atteindre dix fois la valeur nominale de la dette. Pas étonnant si, comme le dit la résolution elle-même, ce qu'ils proposent

« est défendu, par exemple, par des instances aussi peu suspectes de favoriser les intérêts des débiteurs que le FMI lui-même ».

L'assemblée citoyenne a également approuvé une résolution sur le logement, une résolution sur la santé — dans laquelle elle se propose « *d'en finir avec les processus de privatisation préalable et en même temps d'envisager de récupérer pour le secteur public les centres privatisés* » (remarquons qu'il n'y a pas un signe égal entre « envisager de récupérer » et « récupérer ») —, une résolution sur la corruption qui propose différentes mesures juridiques qui, à notre avis, ne peuvent régler le problème parce que la corruption est l'essence même de ce régime.

Enfin, une résolution « *Défendre l'éducation publique, un droit et pas une marchandise* », dans laquelle sont reprises des revendications exprimées dans les mobilisations, comme celle de « *l'arrêt immédiat de la LOMCE et son abrogation ultérieure* » ou bien le « *rétablissement immédiat des ressources élémentaires assurant l'accès universel sans discrimination financière à un enseignement de bonne qualité* ». Mais soulignons que la référence à la laïcité se limite à une phrase qui ne dit pas un mot sur les milliards versés aux écoles privées (la majorité appartenant à l'Église). Comment financer de manière adéquate l'école publique si tous les ans, 6 milliards d'euros sont consacrés à payer les écoles privées des curés ? Et ajoutons qu'une deuxième résolution, qui défendait l'enseignement laïque, la fin des cours de religion à l'école et du financement des écoles religieuses, a été repoussée.

LA QUESTION CATALANE

Il est difficile aujourd'hui d'imaginer une question politique qui délimite plus clairement ceux qui veulent défendre le régime de la monarchie de 1978 de ceux qui veulent vraiment en finir avec lui que celle

du droit du peuple catalan à décider librement de son avenir.

Que dit Podemos à ce propos ? Rien de clair. Le manifeste « *On se bouge* » et le programme pour les élections européennes défendaient le droit du peuple catalan à décider. Mais l'une des membres du « noyau dur » de Pablo Iglesias, Carolina Bescansa, interrogée par Pepa Bueno sur la chaîne SER, n'a cessé d'esquiver cette question. Comme la journaliste insistait, Carolina Bescansa a fini par dire :

Nous, les Espagnols, « *devons tous donner notre avis sur de nombreuses choses. Sur le modèle territorial bien évidemment. Mais pas seulement sur le fait de savoir si quel- qu'un peut devenir indépendant ou non.* »

C'est-à-dire la même chose que ce que dit Rajoy, à savoir que le droit de décider n'appartient pas aux Catalans mais à « tous les Espagnols ».

L'ancien procureur Carlos Villarejo — un des soixante et un proposés par le groupe d'Iglesias pour la direction de Podemos — publie dans *El País* un article sur la consultation du 9 novembre sous le titre : « *Une consultation antidémocratique* ». Dans cet article, Carlos Villarejo défend l'idée qu'

« *on manipule la conscience citoyenne, puisqu'on réclame sa participation pour un objectif, celui de voter, qui est manifestement faux* » et que « *le gouvernement catalan ne respectait absolument pas les principes qui devraient présider à ce processus* ».

Il conclut :

« *Sous quelque angle qu'on le considère, le 9 novembre est incompatible avec les exigences d'un Etat démocratique de droit.* ».

Bien sûr, dans ce même journal, Iñigo Errejón et Gemma Ubasart ont récemment publié un article disant que « *Podemos soutient le droit à décider du peuple catalan* », mais ils écartaient plusieurs possibilités sur la manière d'exercer ce droit et finissaient par défendre

« *le troisième scénario [qui] serait celui d'une ouverture démocratique et constituante qui change le rapport de force en faveur des majorités appauvries. L'irruption de Podemos au niveau de l'Etat va dans ce sens, mais le chemin est encore long à parcourir dans l'articulation de ce large consensus nécessaire pour le changement politique.* »

Donc les Catalans n'ont pas le droit de décider maintenant et devraient s'en remettre au moins à après les élections générales.

PODEMOS ET LES SYNDICATS

On a beaucoup parlé dans les médias de la possible apparition d'une alternative syndicale liée à Podemos. Une réponse sur le terrain syndical aux scandales dans lesquelles ont été impliqués les syndicats Commissions ouvrières (CCOO) et l'Union générale des travailleurs (UGT) et à leur politique de « dialogue social ». A Madrid, un « cercle syndical » de Podemos a organisé une réunion, mais pour l'instant, il ne semble pas devoir abandonner les Commissions ouvrières où ils militent. La direction de Podemos nie être à l'origine d'une quelconque aventure syndicale. Mais est apparu un groupe appelé « *Somos sindicato* » (*nous sommes le syndicat [sic] — NdT*), regroupant des employés de l'Etat qui se retrouvent dans les formes et la liturgie de Podemos. Ils veulent construire un syndicat « sans idéologie » et respectueux de la Constitution...

III. LE CONGRÈS DE PODEMOS. “L'ASSEMBLÉE CITOYENNE” ET LA DÉMOCRATIE DANS PODEMOS

Podemos a tenu son *assemblée citoyenne*, l'équivalent d'un congrès, durant pratiquement un mois, du 18 octobre au 15 novembre 2014. L'assemblée a commencé par réunir à Madrid plusieurs milliers de personnes, s'est poursuivie avec des votes par Internet, d'abord sur les documents et les résolutions, et ensuite pour l'élection des organes de direction et de contrôle. En théorie, cette assemblée devait être la matérialisation des propositions de « *cyber-démocratie* » ou de la « *démocratie 2.0* » du 15-M : listes ouvertes, vote par Internet ouvert à tout le monde, plébiscites, assemblées citoyennes...

Mais les résultats ont été très différents de ce que proposaient les défenseurs de la méthode. De fait, s'est imposé un leadership indiscutable et absolu, celui de Pablo

Iglesias, qui ne laissait pas le moindre espace aux minorités ou aux avis divergents.

En juin 2014, Pablo Iglesias et ses collaborateurs les plus proches avaient écarté un fonctionnement fondé sur les cercles, organismes de base de Podemos sur les quartiers, ou parfois par professions ou par intérêts thématiques. Une structure fondée sur le pouvoir des cercles aurait donné le contrôle de l'organisation à ses militants, à ceux qui travaillent, discutent, diffusent les propositions, se réunissent, et mettrait en place une organisation qui décide du bas vers le haut. Iglesias et ses proches ont imposé alors une direction *de facto*, sous le nom de « commission technique ».

C'est cette commission technique qui va dominer tout le processus de l'assemblée citoyenne qui devait constituer Podemos. Pour l'élection, on a utilisé un procédé de plébiscite électronique et de liste fermée. On n'a prévu aucun type de proportionnelle des listes possibles en présence. La liste qui obtenait une voix de plus remportait toutes les places. Le résultat a été celui que l'on pouvait attendre : Iglesias et son équipe ont été élus comme direction provisoire de Podemos et responsables de l'organisation de l'assemblée citoyenne de Podemos, son congrès fondateur. D'autres options ou groupes ont été totalement exclus de cette nouvelle direction, même s'ils représentaient de larges secteurs de la base.

La méthode du plébiscite électronique et du vote par Internet engendre une grande inégalité entre les dirigeants officiels de Podemos et les autres membres. Elle organise la discussion sans réunion de débats, sans lieu où les futurs votants puissent comparer les opinions. En revanche, les dirigeants « officiels », Pablo Iglesias Inigo, Carolina Bescansa, etc., avaient tout l'espace nécessaire pour s'adresser aux votants, à travers les débats et les rencontres à la télévision, dans la presse, etc. En fait, le militant devait choisir entre une masse de documents, ou choisir les dirigeants à la télévision.

Tout cercle de Podemos pouvait proposer des documents, mais il n'y avait aucun cadre de débat autre que ceux qu'ont organisés quelques cercles par eux-mêmes pour exposer et discuter ces propositions. Bien sûr, toutes les propositions ont été publiées sur le site de Podemos, mais chaque personne qui

voulait voter devait se prononcer sur quinze documents possibles (sur trois questions distinctes : document éthique, documents politiques et documents organisationnels) et quasiment cent résolutions. Il est évident que la majorité des votants n'a pas pu matériellement lire autant de documents. A qui cela a-t-il bénéficié ? A la liste *Claro Que Podemos-Equipo Pablo Iglesias*, (« Bien sûr que nous pouvons », équipe Pablo Iglesias) dont les propositions étaient accessibles à tous sur les chaînes de télévision ou dans les débats médiatiques.

Lors de la réunion inaugurale de l'assemblée citoyenne dans le pavillon omnisports de Vistalegre, il y a eu possibilité de débat : chacune des équipes qui avaient présenté des documents a eu entre trois et quatre minutes pour exposer ses positions. En théorie, l'accès était égal pour tous, y compris pour l'équipe de Pablo Iglesias, à condition de ne pas prendre en compte toutes les semaines où les positions de Pablo Iglesias avaient été diffusées à travers les grands médias. L'assemblée elle-même fut ouverte et conclue par des discours... d'Iglesias. Donc celui qui voulait voter sans se soumettre à la prééminence médiatique d'Iglesias devait disposer du temps et de la patience nécessaire pour lire et comparer les cent quinze documents présentés. Et, le comble, Pablo Iglesias a annoncé que si les documents qu'ils présentaient n'étaient pas adoptés, il « se mettrait en retrait » et ne participerait pas à la direction.

Enfin au dernier moment, l'équipe technique a changé les modalités du vote : quiconque soutenait l'un des documents présentés par « Bien sûr que nous pouvons » ne pouvait soutenir aucun document « dissident ». Résultat : 80,71 % des voix en sa faveur.

112 070 personnes (sur un total de 208 828 inscrits à Podemos) ont participé au processus de « participation électronique », c'est-à-dire, un peu plus de 50 % sur 53 % des inscrits. Pour un processus qu'on pouvait accomplir tranquillement chez soi, tout au long d'une semaine, il est étonnant que plus de 46 % des prétendus « associés » (et non « militants ») de Podemos n'aient pas pris la peine de voter.

Outre le vote sur les documents, il fallait se prononcer sur quatre-vingt-dix-sept

résolutions, dont cinq seulement furent approuvées.

Pour les résolutions, 38 279 personnes seulement ont voté (18 % des inscrits et 34 % des votants). Les résolutions approuvées furent les suivantes :

1. Défendre l'éducation publique : notre droit et non son négoce (17 289 voix, soit 45,17 %).

2. Mesures urgentes anticorruption – Carlos Jimenez Villarejo (16 186 voix, soit 40,28 %).

3. Gagner le droit au logement et en finir avec l'impunité financière (14 889 voix, soit 38,90 %).

4. Pour le droit à la santé : santé publique de tous pour tous (12 129 voix, soit 31,69 %).

5. Audit et restructuration de la dette : une proposition pour Podemos (8 981 voix, soit 23,46 %).

Relevons six résolutions parmi celles qui ont été rejetées :

6. Pour une école publique et laïque (7 320 voix, soit 19,12 %).

7. Revenu « minimum » (6 585 voix, soit 17,20 %).

8. Abrogation des réformes du Code du travail mises en œuvre depuis l'éclatement de la crise : 2010, 2012 et jusqu'à mars 2014 (6 253 voix, soit 16,34 %).

21. Résolution sur l'Etat et l'Eglise (2 237 voix, soit 5,84 %).

23. Se diriger vers des Cortes constituantes (2 003 voix, soit 5,23 %).

47. Sur la consultation du droit à décider en Catalogne (681 voix, soit 1,78 %). Trois autres résolutions sur le droit à l'autodétermination ont obtenu encore moins de voix.

Une fois les documents votés, l'assemblée devait élire le secrétaire général, le *conseil citoyen*, organe de direction de Podemos de quatre-vingt-un membres, et la *commission de garanties démocratiques* de dix membres. Les listes à présenter étaient des listes ouvertes dans lesquelles étaient élues les personnes qui avaient obtenu le plus de voix sur le total possible, sans aucune proportionnelle pour les minorités.

« Bien sûr que nous pouvons » a présenté une liste avec le nombre exact de personnes à élire, ce que les règles permettaient, et a bénéficié d'un vote bloqué. Pablo Iglesias s'est donc assuré une direction monoli-

thique. Les soixante et un candidats proposés par Iglesias ont été élus avec un nombre de voix allant de 75 131 à 91 085. Iglesias lui-même a été élu secrétaire général avec 95 311 voix, soit 96,87 % des votes émis. Notons le haut pourcentage d'abstention (107 488 votants sur les quelque 250 000 inscrits sur le web à ce moment-là). Pour la commission des garanties démocratiques — chargée de veiller sur l'accomplissement des principes éthiques de Podemos —, ont également été élus les dix candidats proposés par « *Bien sûr que nous pouvons* ».

IV - DES INDIGNÉS À PODEMOS : CONTINUITÉ ET RUPTURE

Lors de l'apparition des Indignés, la section dans l'Etat espagnol de la IV^e Internationale avait caractérisé ce mouvement comme une expression de la révolte de la jeunesse contre le régime et contre la politique des appareils qui soutenaient le régime.

Le 1^{er} juin 2011, un appel signé par une centaine de militants ouvriers et de responsables syndicaux, intitulé : « *Du travail avec des droits, un logement et de la démocratie !* », indiquait notamment :

« *Depuis le 15 mai, des centaines de milliers de jeunes, de travailleurs et de citoyens se mobilisent dans toutes les villes pour exiger un travail avec un salaire digne et des droits, un logement, une véritable démocratie. Ils ne se reconnaissent pas dans les partis installés dans le système : "Ils ne nous représentent absolument pas !"* »

En tant que militants ouvriers, nous voulons ouvrir la voie pour que notre classe s'unisse et fasse en sorte que les jeunes et les cinq millions de chômeurs aient un vrai emploi, un contrat de travail à durée indéterminée avec un véritable salaire. Seule la classe ouvrière, unie autour de ses organisations syndicales, peut imposer aux gouvernements un plan de création d'emplois qui inclut l'embauche de médecins, d'enseignants, d'employés pour maintenir les services publics. Nous, militants ouvriers signataires de cet appel, appelons à agir pour aider notre classe à imposer le retrait de toutes les coupes budgétaires, du plan d'ajustement appliqué par Zapatero sous le diktat d'Obama et de l'Union européenne, en trahison de sa base sociale. »

Un article sur les Indignés, dans n° 72 de *La Vérité* (novembre 2011), indiquait :

« Le 10 mai 2010, sous le diktat de l'Union européenne et d'Obama, Zapatero a présenté aux Cortes (Parlement) un brutal plan d'ajustement qui a entraîné, entre autres, la baisse des salaires des fonctionnaires et qui a préparé toute une série de contre-réformes, notamment celle des retraites.

Au lendemain de ce plan, le secrétaire de l'Union générale des travailleurs (UGT), Candido Mendez, a déclaré que cette décision provoquerait une fissure politique entre le PSOE et les travailleurs et que le mouvement syndical ne resterait pas l'arme au pied. Les fédérations de fonctionnaires ont appelé à une grève le 8 juin, grève qui n'a pas été, dans les faits, soutenue par les confédérations. Les travailleurs du métro de Madrid se sont mis en grève spontanément les 29 et 30 juin.

Les dirigeants fédéraux ont signé un accord sans même consulter les travailleurs concernés. Un appel commun UGT-CCOO (Commissions ouvrières) à une journée de grève générale a été lancé pour le 29 septembre 2010 contre la réforme du Code du travail qui découlait du plan d'ajustement.

Des dizaines de milliers de jeunes ont participé de manière enthousiaste à la préparation de cette grève, même si la plupart n'étaient pas syndiqués. Les secrétaires généraux des confédérations ont refusé de donner suite à cette grève du 29 septembre et ont négocié avec le gouvernement la réforme des retraites, acceptant l'essentiel de la contre-réforme proposée, ce qui a provoqué une division entre la classe ouvrière et la jeunesse.

Toutes ces circonstances expliquent que, d'un côté, l'immense majorité de la classe ouvrière ait rejeté à la quasi-unanimité la signature du pacte social (selon les sondages, 70 % de la population) et, de l'autre, que la jeunesse ouvrière ait abandonné massivement les syndicats. Selon un rapport interne des CCOO, en un an, la moitié des jeunes adhérents avait quitté le syndicat. C'est dans cette situation dans laquelle la classe ouvrière était momentanément bloquée par les appareils syndicaux, déçue par la politique de Zapatero et le fait que la jeunesse soit abandonnée sans avenir, qu'a surgi ce mouvement des "Indignés". »

Comme nous l'avons vu, même si Podemos dit s'inspirer du mouvement des Indignés, il représente un changement qualitatif de ce mouvement. La structure adoptée par l'organisation, avec un noyau

dirigeant plébiscité et ayant les pleins pouvoirs, est au service d'un objectif : gagner les élections législatives de novembre 2015. Il respecte donc totalement le calendrier électoral fixé par le régime.

A la date où nous écrivons (20 novembre 2014), il faut noter l'évolution rapide de ce mouvement. Tout d'abord, il y a son refus de se caractériser comme « de gauche », ou simplement de partir de la division de la société en classes sociales. Pour lui, la « classe ouvrière » n'existe pas (il parle de « *la gente* », les gens), pas plus que le « peuple » et le « grand capital » monopolisateur. Il y a la « Casta » (la caste) mélangant dans un fourre-tout le patronat, les partis, les syndicats...

Et ces derniers jours, leurs objectifs ont été précisés.

Le conseil citoyen du 29 novembre aura deux priorités : dessiner un plan économique de choc et définir une position sur ce qu'ils appellent « *la question territoriale* ». Leur porte-parole, Errejon, déclare :

« Notre programme économique ne sera pas le programme économique de Podemos mais le programme des meilleurs. On va faire appel à des experts de l'administration publique, des entreprises privées, etc. »

Sur la question territoriale, façon très particulière de poser la question des peuples opprimés, il déclare qu'il faut « *reconstruire les ponts et pas les dynamiter* », cela au moment où le procureur général a déclaré qu'il allait organiser des poursuites contre les organisateurs de la consultation « illégale » du 9 novembre en Catalogne.

Nous n'anticiperons pas sur le résultat de cette réunion du 29 novembre. Comme militants du mouvement ouvrier, défenseurs des droits des peuples, nous restons attachés au combat pour la défense de l'unité de la classe ouvrière, garantie de l'exercice des droits démocratiques et nationaux, combat qui met au centre la nécessité pour les travailleurs et les peuples de forger l'alliance pour en finir avec la monarchie, préparer les conditions d'une Constituante fondée sur les droits des peuples, c'est-à-dire le combat pour la République.

**Jesús Bejar,
Angel Tubau,
Luis Gonzalez,
20 novembre 2014**

Dialogue avec des militants "soviétiques" (suite)

Par Dominique Ferré

De la guerre en Ukraine au dernier sommet du G 20, la « question russe » revient à nouveau sur le devant de la scène mondiale.

Pour la IV^e Internationale, fondée en 1938 par Léon Trotsky dans la continuité du combat de l'Opposition de gauche et de la révolution d'octobre 1917 (que Lénine et les bolcheviks considéraient comme le premier acte de la révolution mondiale), il s'agit d'une question majeure de la lutte des classes internationale. La destruction de l'URSS, dont la bureaucratie stalinienne (au compte de l'impérialisme) porte la responsabilité majeure, a représenté un tournant de la situation mondiale et de la crise du mouvement ouvrier, dont les conséquences continuent à s'exprimer.

Le stalinisme, comme appareil contre-révolutionnaire depuis 1933, a été (avec la social-démocratie) un facteur majeur de la contre-révolution mondiale. En URSS, cet appareil a été constitué et sélectionné dans l'extermination physique de tous les courants qui représentaient le lien vivant avec les trois révolutions russes de 1905, février et octobre 1917. La destruction du parti de Lénine, dont l'existence était contradictoire avec le maintien des privilèges de la caste bureaucratique, exigeait tout particulièrement l'extermination physique de dizaines de milliers de bolcheviks-léninistes (trotskystes), que l'appareil policier de Staline considérait, à juste titre, comme la fraction exprimant de façon la plus conséquente la continuité du bolchevisme (1).

La disparition du stalinisme *comme appareil international centralisé*, en 1991, n'en a pas pour autant fait disparaître l'héritage. Ses débris accompagnent, dans chaque pays, les appareils sociaux-démocrates, prenant parfois directement en charge la mise en œuvre des plans impérialistes (par exemple le Parti communiste sud-africain, au gouvernement depuis 1994). Les Etats, dans tous les pays issus de l'éclatement de l'URSS, se sont constitués sur la base des débris de l'appareil d'Etat (l'appareil policier tout particulièrement) de la bureaucratie, « reconvertie » à l'économie de marché dans des conditions de putréfaction du système fondé sur la propriété privée des moyens de production (2).

(1) Lire : Jean-Jacques Marie, *Les Trotskystes en URSS*, dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 62 et 63 (en français).

(2) C'est pourquoi, dans la Russie contemporaine, des dirigeants de premier plan, formés à l'école du stalinisme, continuent d'utiliser le terme de « trotskysme » comme synonyme du mal absolu. Citons par exemple la dénonciation de la grève à l'usine Avtovaz, à Togliatti, le 1^{er} août 2007, comme un « *complot trotskyste* » par le député, dirigeant du parti poutinien, Andreï Issaev. Ou les déclarations de Natalia Narochitskaya, responsable des Affaires étrangères à la Douma (Parlement), sur la prétendue « *infiltration trotskyste* » des sommets... du Parti républicain de Bush ! Sans parler de la dénonciation par Poutine lui-même d'un « *système de révolutions permanentes* » (au lendemain des « révolutions oranges » en Géorgie et en Ukraine, en 2003-2004). Ou encore cette affirmation, dans une conférence de presse (sommet Russie-Union européenne, décembre 2011) : « *Nous ne sommes pas trotskystes, nous ne sommes pas partisans du chaos.* »

La construction du parti révolutionnaire dans cette région du monde nécessite la plus libre discussion avec tous les militants ouvriers qui en cherchent la voie, quelles que soient leurs origines politiques.

Un parti qui, pour notre part, ne saurait être fondé que sur la base du programme de la IV^e Internationale, mais nous ne faisons pas un préalable à la discussion libre et fraternelle.

C'est pourquoi, en septembre 2008, nous avons pris l'initiative, avec des militants ouvriers de l'ex-URSS, de publier *Rabochie Izvestiya* (« Les Nouvelles ouvrières ») comme tribune libre en langue russe, dont le numéro 48 vient de paraître.

Dans une récente discussion avec un militant ouvrier indien, qui lui demandait s'il existait dans son pays un parti communiste, un militant de la République de Belarus (Biélorussie), membre de la rédaction de *Rabochie Izvestiya*, répondait ainsi :

« Dans un sens, il y en a deux. Le premier est totalement aligné sur le pouvoir, sur le régime du président Loukachenko. L'autre ne conçoit pas une intervention indépendante de ce que l'on appelle chez nous "l'opposition libérale", c'est-à-dire les forces financées et structurées par les Etats-Unis et l'Union européenne et qui — comme hier en Ukraine — s'opposent au régime de ce point de vue.

Donc dans un sens, il y a deux PC, et dans l'autre sens, il n'y a pas de parti communiste.

Construire un véritable parti communiste, c'est pourtant ce qu'il faudrait faire aujourd'hui, et c'est ce que nous essayons de faire. »

Cet article — reprenant le titre d'une série d'articles du camarade Pierre Lambert, que *La Vérité* a publiés dans les années 2000 — n'a pas d'autre prétention que de contribuer au débat avec ces militants. Nous citerons donc de nombreuses contributions publiées par *Rabochie Izvestiya*.

Cet article ne prétend pas non plus fournir « la » position achevée de la IV^e Internationale, et se veut donc tout autant une contribution à la discussion sur cette question dans l'Internationale, qui prépare son conseil général élargi pour mars 2015.

EN FINIR AVEC L'HÉRITAGE DU PRÉTENDU "SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS"

Concluant un compte rendu de la réunion de la coordination de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples (Alger, 10-11 octobre 2014), un camarade écrit, dans le n° 48 de *Rabochie Izvestiya* :

« Les discussions de la coordination ont encore confirmé à quel point le système capitaliste, dans les conditions de sa crise brutale, devient toujours plus agressif. Il s'oriente vers la liquidation directe des droits et des libertés des travailleurs, y compris dans les pays avancés, dans le même temps où, dans les pays du Sud et de l'ex-URSS, se développe un plan international utilisant les forces les plus réactionnaires (...), plan qui est suivi bien souvent par des interventions impérialistes. Seule la mobilisation directe de la classe ouvrière dans un combat déterminé et sa solidarité internationale peuvent s'opposer à ces plans. Malgré les milliers de kilomètres qui séparent les pays et les peuples, d'où provenaient les participants, cette rencontre a à nouveau démontré l'unité du monde et des tâches qui nous unissent dans la lutte pour changer ce monde et en construire un meilleur. »

Autant de choses qui pourraient sembler évidentes, cent cinquante ans après la fondation de la Première Internationale - dont *Rabochie Izvestiya* a repris en exergue la devise : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes », partant de l'existence du système capitaliste fondé sur un marché mondial et opposant dans une lutte irréductible exploités et exploités (lutte nationale dans sa forme et internationale dans son contenu).

Mais soixante-dix ans de stalinisme exercent jusqu'à maintenant une pression sur le mouvement ouvrier. Le prétendu « socialisme dans un seul pays » a renforcé la tendance à partir, non pas de la lutte des classes internationale, mais de chaque situation nationale isolée du reste. Pour la IV^e Internationale, il a été depuis longtemps établi que le prétendu « socialisme dans un seul pays » n'a jamais été autre chose, pour la bureaucratie, qu'un « cache-sexe » idéologique visant à masquer d'abord sa renonciation à la révolution mondiale, puis

son caractère contre-révolutionnaire et « restaurationniste » (on se reportera à ce sujet à l'incontournable ouvrage de Trotsky : *La Révolution trahie*). La destruction de l'URSS par la bureaucratie en 1991, au compte de l'impérialisme, a démontré que la bureaucratie, toutes fractions confondues, a été jusqu'au bout de sa nature restaurationniste.

Cette pression pèse. Elle pèse dans le sens de saisir les événements « nationaux », tout comme l'action politique, dans un cadre étroitement national. Prenons la guerre de décomposition en Ukraine, préparée par « l'Euromaïdan » de novembre 2013, et qui, sous l'égide d'un pouvoir acquis aux intérêts du capital financier des Etats-Unis, s'apprête à franchir un nouveau seuil au moment où cet article est écrit.

Prolongeant la guerre de décomposition qui a saigné la région industrielle du Donbass, causant des milliers de morts et plus de 800 000 réfugiés, le président ukrainien Porochenko vient de signer un décret arrêtant le versement de toute subvention d'Etat pour ces régions (salaires, retraites, services publics, etc.). « *Nos enfants iront au jardin d'enfants tandis que les leurs se terreront dans des caves* », a-t-il déclaré le 14 novembre, annonçant sa décision d'affamer les populations du Donbass à la veille de l'hiver, pour terroriser tout le peuple ukrainien.

Est-il possible d'aborder ces événements, et les tâches qui en découlent pour le mouvement ouvrier, d'un point de vue étroitement national ? Faire cela ne pourrait aboutir qu'à placer le mouvement ouvrier sous la coupe directe de l'impérialisme américain et de l'Union européenne, au nom de la prétendue « démocratie » et contre la « menace russe » (comme l'ont fait des secteurs dirigeants de l'appareil syndical ukrainien).

Où, à l'inverse, de céder aux pressions du gouvernement russe qui, défendant ses propres intérêts, tente de réduire la portée des événements ukrainiens à l'activité de groupes fascistes et antirusse (dont l'existence tout à fait réelle n'est aucunement indépendante de l'impérialisme qui les utilise).

DISLOCATION DE L'UKRAINE : L'IMPÉRIALISME EST RESPONSABLE

Dans le document adopté fin avril 2014, la rédaction de *Rabochie Izvestiya* a établi à juste titre que :

« Les événements en Ukraine ont un contenu international. Ils sont l'une des conséquences de la crise du système de la propriété privée des moyens de production, c'est-à-dire de l'impérialisme, dont Lénine a dit, à juste titre, il y a cent ans, qu'il était "la réaction sur toute la ligne". (...) Le rapprochement de l'Ukraine avec Washington et l'Union européenne poursuit également l'encerclement de la Russie par les bases militaires de l'OTAN, dont le but est d'accroître la pression sur le gouvernement de la Fédération de Russie, pour accentuer la mise en œuvre des réformes antisociales et des privatisations, et en dernier lieu de préparer un nouvel assaut pour le pillage des gigantesques ressources naturelles du pays. »

Oui, c'est bien l'impérialisme (et singulièrement l'impérialisme américain) qui est à l'origine de la guerre qui, désormais, dévaste l'est de l'Europe. Dans un document intitulé *Socialisme et perspectives mondiales* (dont des extraits ont été publiés dans *Rabochie Izvestiya*, n° 47), un groupe de jeunes militants biélorusses déclarent :

« La crise actuelle est sans précédent. (...) Nous vivons à l'époque d'une nouvelle guerre mondiale. La question "socialisme ou barbarie" est à nouveau posée. »

Critiquant ceux qu'ils appellent les « *nouveaux réformistes* », qui prétendent opposer un obscur « *socialisme du XXI^e siècle* » au marxisme, ces camarades ajoutent :

« L'humanité est à la croisée des chemins. D'un côté le progrès de la science, de la technologie, de l'industrie ouvre de nouvelles perspectives pour le bien-être social et le développement culturel. De l'autre, l'humanité est menacée dans son existence même (...). La chute de l'URSS a donné le signal d'une offensive idéologique sans précédent contre les idées du socialisme. L'effondrement des économies planifiées sous contrôle bureaucratique a paru donner une réponse à la question : "Le communisme est-il une utopie ?" (...) L'idée la plus dangereuse des réformistes est de penser qu'on peut atteindre le socialisme sans nationalisation, sans révolution et sans

lutte de classe. Au lieu de l'expropriation et de la centralisation de l'économie, ils proposent la constitution de petites coopératives, au lieu du plan, le recours à une instrumentation keynésienne. (...) Finalement, tout se ramène à un dilemme simple : la bourgeoisie ne peut permettre des réformes et les ouvriers ne peuvent supporter de nouvelles mesures d'économie. (...) Socialisme ou barbarie. Notre génération est témoin de ce dont le capital est capable. Des milliers de vies fauchées en Ukraine, des centaines de milliers au Proche-Orient, des millions dans le monde pour le profit et pour prolonger l'agonie d'un système qui a fait son temps. »

Les développements en Ukraine expriment une nouvelle fois la nature de l'impérialisme (et de sa crise), qui engendre dislocation et guerres (comme cela avait été analysé lors du dernier congrès mondial de la IV^e Internationale). Le résultat de la politique de l'impérialisme, c'est la dislocation de l'Ukraine, de son prolétariat et de ses populations.

Bien entendu (comme nous l'écrivions dans *La Vérité*, n° 81), la politique mise en œuvre par Poutine, au-delà de la défense de ses intérêts propres, a contribué à cette dislocation, offrant pour seule « issue » aux populations divisées l'alternative de l'adhésion à l'Union européenne, à l'OTAN et à l'accord avec le FMI, ou un hypothétique rattachement à la Russie. A l'inverse, pour la IV^e Internationale, qui mène campagne contre la politique dislocatrice de l'Ukraine par l'impérialisme — notamment par le combat contre toute ingérence des pays impérialistes, Etats-Unis et pays d'Europe (3) — l'issue est dans la lutte de classe, dans le combat pour l'unité du prolétariat.

De la même façon que toute la politique de l'impérialisme pousse à la généralisation de la guerre et d'un chaos permanent, du Pakistan à la Mauritanie, de la Somalie au Nigeria, de la même façon, sur les territoires de l'ex-URSS, il cherche à abattre toutes les limites à son pillage que plus de vingt ans de privatisations-pillages n'ont pas réussi à abattre, en raison de la résistance de la classe ouvrière.

Ce qui nous ramène à une discussion importante, que cet article n'a certainement pas la prétention de conclure : quelle est la nature du régime russe et quels sont ses liens avec l'impérialisme ?

UNE DISCUSSION INDISPENSABLE : LES RAPPORTS RUSSIE/ÉTATS-UNIS

Le document du groupe de militants biélorusses déjà cité indique :

« Beaucoup de gens de gauche en Europe pensent à tort que l'Etat russe actuel est une espèce de prolongement de l'URSS et qu'il s'oppose à l'impérialisme occidental. En fait, entre l'URSS et la Fédération de Russie, il n'y a rien de commun. Tout diffère, depuis leur rôle dans le système des relations internationales et leurs bases économiques, jusqu'à leurs paradigmes culturels et idéologiques. L'URSS était malgré tout le pays de l'internationalisme, alors qu'en Russie, le cléricalisme triomphant et le chauvinisme mènent le bal. Il n'est, bien entendu, pas question du peuple, mais de l'orientation de la classe dirigeante. (...) Dans les conditions actuelles de la crise politique qui mûrit dans l'Union européenne et de la crise financière et économique mondiale, la Russie utilise la faiblesse de l'Occident pour obtenir des succès dans la sphère de ses intérêts directs. Mais la Russie d'aujourd'hui est partie intégrante du système capitaliste mondial et elle n'a absolument aucun intérêt à son effondrement complet. C'est pourquoi, si les perspectives d'une nouvelle guerre froide sont bien réelles, celles d'une nouvelle guerre mondiale "chaude" ne le sont pas. Pour le moment, les élites politiques, tant en Occident qu'en Russie, ne sont pas prêtes à déclencher une nouvelle guerre impérialiste — leur situation est trop incertaine pour répéter l'erreur de 1914. Néanmoins, les problèmes non résolus dans l'Union européenne et la logique du développement du capitalisme russe poussent les deux parties à durcir leur confrontation.

(3) A ce sujet, précisons : les « sanctions » des Etats-Unis et de l'Union européenne contre la Russie visent à exercer la pression maximum sur le peuple russe, qui ne saurait aucunement être confondu avec Poutine. Il s'agit cyniquement d'affamer le peuple russe, et par là même, de tenter de faire basculer le pouvoir vers la fraction oligarchique la plus disposée à se faire l'agent direct des intérêts impérialistes, qui n'auront de cesse de mettre la main sur les immenses ressources du pays. Le refus de toute ingérence impérialiste, de toute prétention des gouvernements américain et européens ou de l'Union européenne à « punir » ou récompenser les gouvernements des autres pays, en fonction de leurs intérêts, est pour nous une question de principe. Qui refuse de prendre position là-dessus, sous quelque prétexte que ce soit, se situe, consciemment ou non, dans le cadre de l'accompagnement des plans impérialistes.

Dans les années 1990, les libéraux, en Russie, avaient l'espoir d'insérer leur pays dans le système capitaliste, dans un nouvel ordre mondial. Cependant les espoirs des libéraux et les intérêts des capitalistes, de la bourgeoisie nationale, sont des choses différentes. La place réservée à la Russie dans le monde nouveau n'arrange décidément pas tout le monde, à part les compradores, ce qui a entraîné au bout du compte un revirement tant dans la politique intérieure qu'extérieure de la Russie. »

Là encore, sans prétendre conclure la discussion, il nous semble qu'une telle affirmation pose des questions.

● En 1991, la bureaucratie est allée jusqu'au bout de sa nature restaurationniste et a remis en cause les principaux acquis d'octobre 1917, à commencer par l'URSS elle-même. Il y a donc une différence majeure entre l'URSS jusqu'en 1991 et la Fédération de Russie, l'Ukraine, la Biélorussie, le Kazakhstan, etc.

● Mais cette « restauration des rapports capitalistes » s'est produite dans des conditions dans lesquelles le marché mondial était lui-même en pleine dislocation. Le caractère mafieux de la restauration en ex-URSS a été à la fois une conséquence et une cause de la « mafiosisation » de l'ensemble de l'économie mondiale (dont les principaux marchés spéculatifs et destructeurs sont l'armement, la drogue, etc.).

● Les capitaux russes aux origines douteuses sont accueillis à bras ouverts par toutes les places financières, à commencer par la très « civilisée » City de Londres. Mais cela n'en fait pas découler l'existence d'un capital financier russe indépendant, pas plus qu'il n'y a « d'impérialisme » russe. La Bourse de Moscou ne joue qu'un rôle économique de troisième ordre.

● Cette restauration a-t-elle pu aller jusqu'au bout, faisant table rase des conquêtes d'Octobre ? C'est un fait : une bonne partie de l'appareil productif ex-soviétique, bien qu'obsolète et sous-investi, reste étatisé ou semi-étatisé ; les villes mono-industrielles luttent pour survivre. Malgré les coups reçus, il reste une classe ouvrière de millions de membres, et l'acharnement des régimes russe, kazakh, etc., à jeter en prison et réprimer les syndicats indépendants indique le danger qu'elle représente à leurs yeux.

● La résistance de la classe ouvrière a non seulement empêché le démantèlement généralisé de l'économie, mais également le

démantèlement des Etats issus de l'URSS, dont certains cercles impérialistes aux Etats-Unis — à l'instar de ceux que conseillent Brzezinski — verraient d'un bon œil le découpage de la Russie en une multitude de « républiques bananières » plus à même de satisfaire les besoins de pillage des capitalistes étrangers. L'Ukraine disloquée d'aujourd'hui et la guerre généralisée qui menace ne sont rien d'autre que ce que le dénommé Brzezinski préconisait en 1997 : « détacher définitivement l'Ukraine de la Russie », pour préparer un nouvel assaut de pillage des ressources naturelles de celle-ci.

● Sa soumission sans borne au capital étranger et à l'impérialisme américain avait conduit le régime russe au bord de l'implosion à la fin des années 1990 (présidence de Boris Eltsine). Pour sauver son existence, il s'est recentralisé sous la présidence de Poutine, sous forme d'un régime bonapartiste cherchant à combiner les intérêts divergents des groupes et clans. Les différences entre ces clans, c'est le degré de soumission à l'impérialisme mondial, comme l'a montré la crise qui a traversé les sommets de l'appareil d'Etat à propos de l'adhésion de la Russie à l'Organisation mondiale du commerce. Comme tout régime bonapartiste, il prétend évidemment s'élever au-dessus des classes, usant du bâton, tant contre tel ou tel « oligarque » qui chercherait un accord « séparé » avec l'impérialisme (ce fut le cas de Khodorkovski) que pour le contrôle de la classe ouvrière par les vieux syndicats hérités de la bureaucratie. Sa politique étrangère est d'abord et avant tout guidée par la défense de son rôle « d'intermédiaire obligé » entre l'impérialisme international et le « magot » énergétique et minier, des oléoducs et gazoducs (4).

(4) Les camarades écrivent : « L'URSS était malgré tout le pays de l'internationalisme. » L'URSS, fondée sur l'expropriation du capital, était, y compris après sa dégénérescence bureaucratique, la plus grande conquête du prolétariat mondial. Pour ce qui est de « l'internationalisme », les faits exigent de distinguer les premières années du pouvoir des soviets, quand Lénine et Trotsky ne concevaient l'URSS que comme une « tête de pont » de la révolution mondiale. Dans l'URSS de Staline et de ses successeurs, la défense des privilèges bureaucratiques et l'accord avec l'impérialisme a amené — entre autres — à la trahison des révolutions française et espagnole (1936), à l'accord contre-révolutionnaire de Yalta, à la reconnaissance de l'Etat d'Israël en 1947 à l'ONU, à l'écrasement du prolétariat hongrois en 1956, etc. Dernier acte de « l'internationalisme » de la bureaucratie : le soutien de Gorbatchev à la première guerre impérialiste contre l'Irak en janvier 1991.

BOLCHEVISME OU STALINISME : UNE DISCUSSION “DÉPASSÉE” ?

Les militants biélorusses déjà cités indiquent dans leur document :

« Dans l'espace postsoviétique, la restauration du capitalisme a pris des formes diverses, le trait commun étant que, dès les années 1980, a commencé une révolte des bureaucrates et des apparatchiks. Le processus historique tendait vers la restauration : un pouvoir politique temporaire et fragile ne suffisait plus à la bureaucratie, il lui fallait la propriété qui était la meilleure garantie de conserver ce pouvoir. Ulérieurement, ce processus a connu des développements divers suivant les républiques. »

La nature « restaurationniste » de la bureaucratie remonte-t-elle aux années 1980 ? N'est-ce pas dès la fin des années 1920 que l'isolement international de la révolution en Russie a vu se constituer cette couche bureaucratique privilégiée, parasite de l'Etat ouvrier constitué en octobre 1917, qui cherchera dès lors à pérenniser ses privilèges en les transformant en propriété privée ? Malgré ce désaccord (5), il est important de noter qu'aujourd'hui encore, en ex-URSS, malgré cet « *effondrement gigantesque de la science et de la culture* » (Trotsky), conséquence du renversement des rapports sociaux d'Octobre, des militants, des jeunes, continuent à se poser la question fondamentale : « *Pourquoi et comment a-t-on pu arriver là ?* »

C'est pourquoi on ne peut pas contourner une objection qui revient régulièrement — formulée, entre autres, dans des discussions avec des militants de Russie et de Moldavie :

« *Trotskyisme, stalinisme, tout cela relève du passé. Aujourd'hui, la ligne de clivage se situe entre ceux qui ont rallié le système capitaliste et l'accompagnent, et ceux qui combattent pour son renversement (quelles que soient leurs étiquettes : “trotskystes”, “staliniens”, “anarchistes”, etc.)* ».

Pour les militants de la IV^e Internationale, répétons-le, aucun accord avec tel ou tel point de leur programme n'est un préalable pour l'action commune, sur le terrain de la lutte de classe, contre le système capitaliste, fauteur de guerre et de barbarie. Nous n'exigeons pas d'accord sur le bilan du stalinisme pour agir en commun avec les

militants, groupes, organisations qui entendent sincèrement combattre, quelle que soit leur étiquette.

Mais il n'est pas juste de considérer que le bilan du stalinisme relèverait d'une « *querelle d'historien* » plus ou moins dépassée, qui, d'une certaine façon, détournerait les militants d'avant-garde du combat indispensable pour le socialisme. Nous rejetons l'idée que discuter librement du passé dans le mouvement ouvrier serait un facteur de division et d'affaiblissement de l'avant-garde.

Pour notre part, nous considérons que quiconque prétend combattre pour le socialisme aujourd'hui ne peut faire l'impasse sur cette question. La raison en est simple : les dirigeants de l'URSS ont, pendant soixante-dix ans, prétendu diriger un Etat « *socialiste* », lui-même à la tête d'un prétendu « *camp socialiste* ». C'est un fait, cet Etat, ce prétendu « *camp socialiste* », s'est effondré en 1991. Comme nous l'avons vu précédemment, toute la situation mondiale, et donc la situation dans les pays de l'ex-URSS, est marquée par cet événement majeur qui s'est produit il y a près de vingt-cinq ans.

Ne pas tirer jusqu'au bout le bilan de la dégénérescence bureaucratique de l'URSS ne pourrait aboutir qu'à accrédi-ter le point de vue, martelé en 1991 par tous les idéologues de la bourgeoisie (repris à leur compte par la social-démocratie, les débris du stalinisme, le pablisme) que l'URSS s'est effondrée pour des raisons *objectives*. C'est-à-dire en raison de la supériorité du système capitaliste sur un système fondé sur l'expropriation du capital arrachée par les masses organisées en soviets en octobre 1917. Ce serait accrédi-ter ce que déclarait de façon provocatrice, en 2005 sur CNN, Warren Buffett, quatrième fortune mondiale :

« *C'est la lutte des classes. Et c'est ma classe qui est en train de la gagner.* »

Et cela aboutirait, qu'on le veuille ou non, à renforcer la politique des appareils diri-

(5) De même, nous comprenons l'affirmation de ces camarades selon lesquels « *le fameux “modèle chinois” n'est qu'une restauration banale du capitalisme* » (précisons : la politique de la bureaucratie chinoise, toutes fractions confondues, conduit à la restauration, et à la destruction de la Chine comme nation), mais nous divergeons sur la conclusion qu'ils en tirent : ceux qui « *sont au pouvoir en Chine et au Vietnam en ont fait depuis longtemps des pays capitalistes.* »

geants du mouvement ouvrier qui ont depuis longtemps renoncé à renverser le capitalisme.

A juste titre, les camarades biélorusses réaffirment la validité de l'alternative « *socialisme ou barbarie* », près de cent ans après qu'elle a été posée par Rosa Luxemburg. Pour quiconque considère, sur la base des faits, que le système fondé sur la propriété privée des moyens de production à son stade de décomposition (« l'impérialisme », tel qu'il fut défini par Lénine en 1916) est devenu l'obstacle majeur à la survie de l'humanité, il est certain que l'URSS ne s'est pas effondrée en raison de la supériorité du système fondé sur la propriété privée. Les immenses destructions de forces productives qui ont suivi 1991 en ex-URSS et à l'est de l'Europe en sont la preuve irréfutable.

Il faut donc en chercher des raisons subjectives.

« *L'URSS s'est effondrée à cause de l'action en son sein d'une "cinquième colonne"* », affirme un camarade dans une discussion.

« *C'est tout le PCUS qui était la "cinquième colonne"* », lui répond un autre.

Un autre camarade de Biélorussie, dans un article consacré au 75^e anniversaire de l'annexion, par l'URSS, de la Biélorussie et de l'Ukraine occidentales en 1939, écrit dans *Rabochie Izvestiya*, n° 47 :

« *Il n'y a aucune raison d'idéaliser la politique intérieure ou étrangère de la bureaucratie du Parti communiste de l'Union soviétique à la fin des années 1930. A cause d'elle, une répression arbitraire de masse jeta dans les prisons des centaines de milliers d'innocents ; des révolutionnaires honnêtes et dévoués à la cause de la classe ouvrière se retrouvèrent dans les camps et au poteau d'exécution (6). (...) Qu'ils se soient trouvés dans les prisons du NKVD, dans les cellules de l'armée polonaise ou dans les salles de torture de la Gestapo, ces militants étaient fermement convaincus de la victoire du socialisme, et continuaient à défendre l'URSS. Le système soviétique, dans la pire période qu'il ait connu, ne perdait rien de sa nécessité, malgré l'arbitraire de la direction bureaucratique, malgré la répression et les autres conséquences des altérations et des déformations de la politique d'Octobre 1917.* »

Ce camarade met l'accent sur une question qui nous semble fondamentale. La principale accusation que nous, militants bolcheviks-léninistes (trotskystes), avons portée contre la bureaucratie et le stalinisme, c'est précisément d'avoir détruit l'URSS, principale conquête d'octobre 1917, au compte de l'impérialisme. Tous les crimes de la bureaucratie convergent sur le crime ultime qu'elle a commis en 1991 (aboutissant par ailleurs, à l'instar d'un cancer venant à bout d'un organisme, à sa destruction elle-même comme bureaucratie parasitaire). La « défense de l'URSS » contre la bureaucratie, et comme question mondiale, a été au cœur de la fondation de la IV^e Internationale (7). Le camarade poursuit :

« *Pourquoi ces réalisations sont-elles encore aujourd'hui l'objet d'attaques aussi démentées ? Parce que, dans un contexte de crise générale du modèle néolibéral, les conquêtes d'Octobre font à nouveau l'objet d'attrait pour les peuples. Parce qu'aujourd'hui, le système capitaliste a mis bas les masques parce que la guerre et le bain de sang, de Libye en Irak, de Syrie en Ukraine, a suscité un choc pour des millions de gens. (...) Face aux nouvelles partitions impérialistes, les travailleurs ne peuvent qu'oppos-*

(6) Le camarade ajoute : « *Parmi eux, les membres du Parti communiste de Biélorussie occidentale, dissous en 1938 par une décision erronée du Komintern.* » Pour notre part, nous considérons avec Trotsky que le Komintern est passé « définitivement dans le camp de l'ordre bourgeois » après que la direction stalinienne du Komintern a poussé la direction du PC allemand à une politique organisant la « défaite sans combat » du prolétariat allemand, ouvrant la voie à la prise du pouvoir par Hitler (la direction du PC allemand et du Komintern prétendant alors que « l'ennemi principal » du prolétariat était la social-démocratie). Dès lors, la liquidation de centaines de milliers de communistes, des compagnons de Lénine, la destruction physique de partis communistes entiers (à commencer par le Parti bolchevique lui-même) n'était pas une « décision erronée » (car une direction prolétarienne honnête peut faire des erreurs), mais une nécessité pour la bureaucratie contre-révolutionnaire, afin de priver le prolétariat de tout point d'appui, et donc de priver le prolétariat soviétique du point d'appui pour chasser, par la révolution politique, la bureaucratie usurpatrice du pouvoir en URSS. Quant au Komintern, décimé et réduit à une officine secondaire de la bureaucratie, il sera purement et simplement dissous par Staline en 1943, comme un gage de sa bonne volonté contre-révolutionnaire en direction des « Alliés » impérialistes américains et britanniques, préparant la sainte alliance contre-révolutionnaire de Yalta.

(7) La IV^e Internationale n'a rien à voir avec le courant pabliste, qui soutenait Gorbatchev, puis Eltsine en 1989-1990, et dont les groupes en Ukraine et en Russie ont salué « l'Euromaïdan ».

ser une seule chose : leur union fraternelle et leur action solidaire. Leur action consciente, comprenant clairement son objectif et ses tâches : le rétablissement des conquêtes de la révolution d'Octobre, le socialisme et la démocratie soviétique. »

Près de vingt-cinq années après la destruction de l'URSS, l'affirmation selon laquelle « *les conquêtes d'Octobre font à nouveau l'objet d'attrait pour les peuples* » n'est-elle pas exagérée, voire irréaliste ?

LA "DÉFENSE DE L'URSS" AUJOURD'HUI

De retour du rassemblement d'un millier de médecins, de travailleurs de la santé et de militants rassemblés le 2 novembre à Moscou, à l'appel de syndicats et d'organisations politiques "pour sauver la médecine publique", une camarade de Moscou livre ses réflexions dans *Rabochie Izvestiya*, n° 48. Elle écrit :

« La profusion de banderoles rouges du KPRF (8) sautait immédiatement aux yeux. De loin, on aurait cru à l'un de ces habituels meetings communistes des nostalgiques de la poigne de fer de Staline. Je sais que les organisateurs et nombre de participants ne sont nullement liés à ce parti qui s'est compromis depuis bien longtemps. Mais il faut bien constater que la gauche est actuellement en déclin (...). Je crois qu'il faut réfléchir sérieusement à un nouveau mouvement de gauche, capable de regrouper ceux qui partagent ce point de vue et de constituer une alternative tant au KPRF qu'à l'opposition libérale. »

Indiquant qu'un tel regroupement devrait s'opérer sur l'axe du combat contre les « réformes » de marché mise en œuvre par le pouvoir, pouvoir accusé par « l'opposition » pro-impérialiste de ne pas les mettre en œuvre assez vite et assez brutalement, la camarade précise :

« Le terme bien commode de "réforme" peut cacher aussi bien la restauration d'un édifice que la destruction de ses fondations. (...) Et les tenants de l'opposition libérale nous disent : allons donc, votre médecine soviétique avec son manque d'égards et son laisser-aller ! Il faut tout changer, et puis le service payant, c'est un gage de qualité. »

Comme elle l'indique parfaitement, la politique mise en œuvre par tous les régimes successifs après 1991, dans chacune des

républiques issues de l'URSS, est tournée, sous la pression directe de l'impérialisme, vers la destruction jusqu'au bout de tout ce qui subsiste des conquêtes sociales arrachées comme conséquences d'Octobre 1917. Car, contradictoirement, il est un fait reconnu par les principales officines impérialistes : des pans entiers de ces conquêtes n'ont pas encore été détruits, et malgré plus de vingt ans de privatisation-pillage, le démantèlement de l'ex-URSS et de chacun des États qui en sont issus, n'a pu aller jusqu'au bout.

Ils n'ont pas été détruits en raison de la résistance acharnée (« *tantôt ouverte, tantôt dissimulée* », comme le disent Marx et Engels dans le *Manifeste*) de la classe ouvrière et de la paysannerie. D'où l'insistance des porte-voix de l'impérialisme :

« L'économie nationale (ukrainienne) restée encore beaucoup trop soviétique, nécessite des réformes. » (Egor Vladimirov, agence TPP-Inform, 6 mars 2014).

« La priorité pour l'Ukraine ne doit pas être d'adopter de nouvelles lois, elle doit être de se débarrasser de lois très anciennes qui remontent à l'époque soviétique »,

déclare pour sa part le représentant de la Banque mondiale pour l'Ukraine, la Moldavie et le Kazakhstan, Qimiao Fan, en octobre 2014.

Les *Thèses* de la rédaction de *Rabochie Izvestiya* adoptées fin avril fixaient la perspective du regroupement

« pour la défense de la classe ouvrière d'Ukraine et des différentes républiques de l'ex-URSS, contre les plans du FMI et de l'Union européenne, pour la défense et la reconquête des conquêtes d'octobre 1917 ».

Il est indiscutable que cette perspective de « défense et reconquête des conquêtes d'octobre 1917 » — dégagee en 2003 dans une discussion avec des militants de l'ex-URSS — est l'un des axes majeurs sur lesquels se reconstitueront de façon organisée, en ex-URSS, les grandes traditions révolutionnaires de 1905, de février et octobre 1917. En invitant à poursuivre ce dialogue, les militants de la IV^e Internationale comptent bien en être partie prenante.

Dominique Ferré

(8) Parti communiste de la Fédération de Russie, l'un des débris du PC de l'URSS, dont les références idéologiques sont une mixture de nostalgie du stalinisme, de chauvinisme et d'orthodoxie.

A propos du "Capital du XXI^e siècle" de Thomas Piketty

Par Pierre Cise

Avec près d'un million d'exemplaires vendus dans le monde, le livre de Thomas Piketty, *Le Capital du XXI^e siècle* (1), connaît des records de vente assez exceptionnels pour un livre d'économie paru il y a un peu plus d'un an pour sa version française et à peine huit mois pour sa version anglaise. Il est vrai que, sans être tout à fait un livre « grand public », il détonne quelque peu, sur la forme, par rapport à une littérature économique largement dominée par une production alignant les équations mathématiques censées expliquer le monde, mais de façon suffisamment opaque pour en masquer l'essentiel, à savoir les mécanismes profonds d'un capitalisme arrivé à sa phase ultime de décomposition, constituant une menace par son caractère destructeur.

Piketty ne se prive d'ailleurs pas de critiquer cette « science » économique qui

« n'est toujours pas sortie de sa passion infantile pour les mathématiques et les spéculations purement théoriques, et souvent très idéologiques, au détriment de la recherche historique et du rapprochement des autres sciences sociales ».

Se moquant de ses confrères qui se concentrent sur des « petits problèmes mathématiques [pour] se donner à peu de frais un brevet de scientificité et éviter les questions plus compliquées », l'auteur qualifie son livre comme « autant un livre d'histoire que d'économie ». Voilà un coup de bec à une « science » économique largement primée par le prix Nobel d'économie... mais un

petit coup de bec car, finalement, elle constitue le cadre « théorique » de référence de Piketty.

Le livre a fait très grand bruit en particulier aux Etats-Unis. Les poids lourds de la presse anglo-saxonne ont salué « *l'économiste rock star* » (*New York Times*), « *un livre extraordinairement important* » (*Financial Times*). Deux prix Nobel d'économie, Joseph Stiglitz et Paul Krugman, célèbrent le livre, le second estimant que l'ouvrage est « *le plus important de l'année et peut-être de la décennie. Piketty a transformé notre discours économique. Nous ne parlerons plus de richesse et d'inégalité de la même manière* » (2). Et l'hebdomadaire français *Le Nouvel Observateur* titre son édition du 20 novembre 2014 par : « *Piketty, gourou mondial* » !

Interviews dans les médias et conférences dans les plus importantes institutions internationales se succèdent pour Piketty. Le *Financial Times* lui a décerné le prix du livre d'économie de l'année. Le Fonds monétaire international l'a désigné dans une liste de vingt-cinq économistes qui devraient avoir « *la plus grande influence dans les années à venir dans notre compréhension de l'économie* ». Il est même reçu par le

(1) Thomas Piketty, *Le Capital au XXI^e siècle*, éditions du Seuil (pour l'édition française), Harvard University Press (pour l'édition anglo-saxonne). Sauf indication contraire, les passages en italique sont des citations du livre.

(2) *The New York Review of Books*, 8 mai 2014.

secrétaire au Trésor américain et les conseillers économiques de la Maison-Blanche. Il paraît même que son livre serait à l'origine de la prise de conscience par Obama des inégalités aux Etats-Unis... Comme on dit, mieux vaut tard que jamais !

“REPRENDRE LE CONTRÔLE DU CAPITALISME”

Car le sujet central du livre de Piketty, que ne laisse pas apparaître son titre, est celui des inégalités dont l'étude est sa principale spécialité. Sa thèse, fruit d'un travail d'une quinzaine d'années et abondamment illustrée de données statistiques, est que le capitalisme génère naturellement des inégalités et que celles-ci tendent, en ce début de XXI^e siècle, à se situer à un niveau de plus en plus proche de celui qu'il était avant la Première Guerre mondiale. Cela est vrai pour les Etats-Unis, mais aussi pour l'Europe ou le Japon, et se manifeste par une concentration de plus en plus accrue des richesses entre un nombre très réduit de mains, celles du 1 % de la population mondiale ayant les plus hauts revenus, dans un contexte de croissance économique faible (1 % en moyenne), et d'une croissance cinq à six fois supérieure de la rentabilité du capital, doublée d'une envolée des « supersalaires ». Ce retour en arrière fait suite à une période où les inégalités avaient eu plutôt tendance à se réduire. Deux guerres mondiales et une crise économique et financière majeure (1929), mais surtout la mise en place d'une fiscalité progressive sanctionnant plus lourdement les hauts revenus, dont le produit a été orienté vers la construction d'un « Etat social » (services publics, protection sociale, etc.), ont été les facteurs déterminants de cette réduction des inégalités : telle est la thèse de Piketty qui propose par conséquent de combattre la tendance actuelle à la hausse des inégalités, la tendance de l'entrepreneur « à se transformer en rentier, et à dominer de plus en plus fortement ceux qui ne possèdent que leur travail ». Pour cela, il propose de mettre en place au niveau mondial (ou tout au moins au niveau européen) un impôt progressif sur le capital, afin de « reprendre le contrôle du capitalisme », « éviter la spirale inégalitaire ».

Cette thèse, sur laquelle nous reviendrons, a soulevé beaucoup de commentaires. Bien sûr, il y a eu ceux que le seul mot d'impôt fait fuir et qui pensent que le capitalisme, de par ses vertus propres, est à même de réguler les lois du marché. Mais le concert des commentaires a été largement dominé par les louanges de ceux qui proclament que le capitalisme ultralibéral, « ça ne marche pas », et concentrent leur feu sur ce 1 % le plus riche de la population, à la source de tous les maux (comme c'est le cas du mouvement « Occupy Wall Street » ou celui des « Indignés » dont nous avons déjà parlé dans *La Vérité* [3]).

Piketty et son ouvrage sont présentés comme un renouvellement de la pensée de Marx. « *Plus grand que Marx* », « *un Marx moderne* », voilà quelques titres de l'hebdomadaire financier *The Economist*. « *Marx 2.0* », titre encore *Time*. Cela est renforcé par le fait que Piketty est généralement classé « à gauche » de l'échiquier politique. Il a été membre de la commission économique du Parti socialiste français de 1995 à 1997, soutien de Ségolène Royal lors de l'élection présidentielle française de 2007, puis de François Hollande à celle de 2012. Il a notamment conseillé ce dernier pour son projet de « choc fiscal » et d'impôt de 75 % sur les plus hauts revenus, avant de se fâcher avec lui devant son incapacité à mettre en place la moindre de ses mesures. C'est par ailleurs un membre assidu des cercles constitués autour de Michel Rocard et de Dominique Strauss-Kahn.

La proximité du titre du livre de Piketty avec celui de l'œuvre majeure de Marx — *Le Capital* — joue probablement un rôle dans ces commentaires. Pour autant, Piketty se défend d'être marxiste. Dans son livre, il reconnaît à Marx des « intuitions », mais conteste sa théorie, en particulier l'une des

(3) Lire en particulier les articles d'Alan Benjamin (« La situation aux Etats-Unis et le combat pour l'action de classe indépendante ») et d'Andreu Camps (« Espagne : origine et parcours du mouvement dit des “Indignés” ») dans *La Vérité*, n° 72, décembre 2011, et celui d'Alan Benjamin (« Etats-Unis : à quels obstacles se heurte le mouvement de résistance de la classe ouvrière et de la jeunesse ») dans *La Vérité*, n° 74, juin 2012. L'un des principaux mots d'ordre du mouvement « Occupy Wall Street » est : « *Nous sommes 99 %, et nous ne tolérerons pas plus longtemps la cupidité des 1 %.* »

lois fondamentales du capitalisme qu'il a dégagées : la loi de la baisse tendancielle du taux de profit. Cela n'empêche pas les médias de présenter sa thèse « *comme un premier renouvellement des théories de Marx* ». Par exemple, l'hebdomadaire américain classé à « gauche » *The Nation* place Piketty dans le mouvement de ces « *marxistes du millénaire* » revendiquant un « *réformisme révolutionnaire* » et proposant une « *relecture* » de Marx.

« *Dès l'ouverture de l'ouvrage, Piketty se situe dans un dialogue avec Marx, écrit The Nation. Sur des points cruciaux, Piketty pense qu'il [Marx] avait raison. (...). Sur la question-clé de la tendance à la concentration de la richesse entre les mains d'un nombre de plus en plus réduit d'individus, Piketty pense que Marx est arrivé à une compréhension profonde.* »

Regardons de plus près ce « dialogue avec Marx ».

QU'EST-CE QU'UN CAPITALISTE ? "TOUTE PERSONNE QUI POSSÈDE UN BIEN" ?...

Le titre du livre nous parle de « capital », mais en réalité, ce n'est pas du capital qu'il s'agit. Sous ce vocable, Piketty range une tout autre notion, celle de patrimoine.

« *Pour simplifier l'exposition, nous utiliserons les mots "capital" et "patrimoine" de façon interchangeable, comme des synonymes parfaits* », écrit-il.

Le capital-patrimoine est donc

« *la valeur totale, estimée aux prix du marché, de tout ce que possèdent les résidents et le gouvernement d'un pays donné à un moment donné, et qui peut potentiellement être échangé sur un marché. Il s'agit de la somme des actifs non financiers (logements, terrains, fonds de commerce, bâtiments, machines, équipements, brevets et autres actifs professionnels détenus directement) et des actifs financiers (comptes bancaires, plans d'épargne, obligations, actions et autres parts de sociétés, placements financiers de toute nature, contrats d'assurance vie, fonds de pension, etc.) diminuée des passifs financiers (c'est-à-dire de toutes les dettes).* »

Et selon la nature de leurs propriétaires, Piketty subdivise ce capital total en capital public et capital privé.

Cette définition purement comptable du capital mélange des actifs les plus divers, possédés par des « résidents ». Elle mêle dans un ensemble commun le milliardaire et le propriétaire de son pavillon de banlieue ou le travailleur américain obligé de souscrire à un fonds de pension pour avoir une retraite. Aussi bardé de diplômes soit-il, Piketty n'a probablement jamais entendu que l'on n'additionne pas les « carottes et les pommes de terre », le « capital » qui sert à la production (le capital productif) et celui qui n'y sert pas. Dans le monde de Piketty, toute personne qui possède un bien est un détenteur de capital et donc un capitaliste. Or celui qui détient beaucoup d'argent et beaucoup de biens n'est pas pour autant un capitaliste, et ce qu'il détient n'est pas pour autant du capital. S'attaquer aux plus riches est fort louable, mais ce n'est pas la même chose que de s'attaquer au capitalisme et aux capitalistes.

Revenons à la définition du capital par Marx, aux antipodes de celle de Piketty. Pour Marx, le capital n'est pas la somme de différentes marchandises acquises pour produire, se loger, avoir une retraite ou une protection sociale, spéculer sur les marchés ou transmettre en héritage. Ce n'est pas une somme de valeurs d'usage. C'est avant tout, dans le régime capitaliste, un rapport social de production fondé sur l'exploitation, mettant face à face, d'un côté, des détenteurs d'argent et de moyens de production, c'est-à-dire des capitalistes, et, de l'autre côté, des travailleurs qui ne possèdent que leur force de travail. La fonction du capital est, par l'exploitation de la force de travail (une valeur d'usage que Piketty ignore superbement dans sa définition du capital et dans tout son livre [4]), de se mettre en valeur, c'est-à-dire de dégager, dans le processus de production une somme d'argent supérieure à celle dépensée dans l'acquisition des moyens de production et de l'usage de la force de travail. La différence entre les deux forme la plus-value. Laquelle plus-value ne peut être dégagée que dans le processus de production, parce que, pour créer cette valeur supplémentaire, il faut trouver une marchandise capable de produire plus de

(4) La seule allusion au « travail » est le « *travail entrepreneurial* » (le travail du patron) qui « *devrait sans doute être traité comme les autres formes de travail* »...

valeur que sa propre valeur, et cette marchandise, c'est la force de travail que le capitaliste s'attache à pressuriser au maximum pour obtenir une plus-value la plus grande possible. Le capital est donc un rapport social qui fonde les inégalités fondamentales du système et de la société capitalistes. Il est le fondement de l'opposition entre les capitalistes et les travailleurs pour l'appropriation des valeurs produites au niveau de la société.

... OU BIEN CELLE QUI INVESTIT DANS LE PROCESSUS DE PRODUCTION ?

Qu'est-ce qu'un capitaliste ?

« Etre capitaliste, c'est occuper non seulement une position purement personnelle, mais encore une position sociale dans la production. Le capital est un produit collectif : il ne peut être mis en mouvement que par l'activité en commun de beaucoup d'individus, et même, en dernière analyse, que par l'activité en commun de tous les individus, de toute la société. Le capital n'est donc pas une puissance personnelle ; c'est une puissance sociale », écrivent Marx et Engels dans le *Manifeste du Parti communiste*.

Etre capitaliste ne signifie pas nécessairement être riche, même si la majeure partie d'entre eux le sont, cela ne s'identifie même pas la possession d'un patrimoine, même si la plupart d'entre eux en possèdent un, et un gros (et le mot est faible pour beaucoup). Est capitaliste celui qui investit une somme d'argent dans le processus de production afin qu'il puisse, par l'exploitation de la force de travail, obtenir des marchandises d'une valeur supérieure au capital investi (la plus-value) et dégager un profit par la vente des marchandises résultant de ce processus de production.

Le « dialogue avec Marx » tourne vite au dialogue de sourds, puisque Piketty ne parle pas le même langage !

Reprenons la définition par Piketty du patrimoine (richesse)-capital. Sur le strict plan de la production, il n'inclut, parmi les « actifs non financiers », que les « *fonds de commerce, bâtiments, machines, équipements, brevets et autres actifs professionnels*

détenus directement », c'est-à-dire qu'une seule composante du capital au sens que lui donne Marx, à savoir : le capital constant, cette fraction du capital avancé dans l'achat de marchandises, produit d'un travail passé (travail mort) et qui ne transmet dans la valeur de la marchandise finale qu'une partie de sa propre valeur sans valeur additionnelle (et encore, Piketty oublie même un morceau de ce capital constant, à savoir les matières premières). Rien sur le « travail vivant », cette force de travail dont l'usage, acheté par le capitaliste, est, pour Marx, à la source de la plus-value, donc du profit, et donc... de l'accroissement des inégalités ! Rappelons une fois de plus au « Marx moderne » que si un « *entrepreneur* » (5) achète un équipement productif, ce n'est pas pour son usage personnel, ni pour se faire valoir en société (un bel appariement dans les quartiers chics, une villa avec piscine, de belles voitures, l'achat d'œuvres d'art ou une fondation charitable sont des moyens autrement plus efficaces), mais parce que, mis en œuvre par de la force de travail, cet achat lui permettra de faire fructifier la somme qu'il a initialement investie.

Dans les « actifs non financiers », Piketty range le logement. Mais le logement est-il un capital ? A la rigueur, celui qui achète un logement pour en tirer un loyer pourrait le considérer comme un « capital » (et encore, Marx envisage d'autres cas de location comme étant du capital et ne range pas le cas du propriétaire loueur de logement dans cette catégorie). Chez Piketty, cette forme de capital (au sens où il l'entend) n'apparaît d'ailleurs pas explicitement dans sa liste hétéroclite d'« actifs », mais on peut supposer qu'il la fait rentrer dans le sous-ensemble des « placements financiers de toute nature » de sa catégorie des « actifs financiers ». Mais peut-on ranger dans cette catégorie ceux qui achètent un logement pour leur usage personnel, pour se loger ? Bien sûr, l'acquéreur d'un logement peut estimer que son achat est un placement, espérer que son bien va « prendre de la valeur », mais cette « valorisation » (si, bien sûr, il compte vendre son logement) n'est pas une création de valeur ; elle dépend de l'évolution de prix d'un marché, celui de

(5) C'est ainsi que Piketty appelle le capitaliste et l'investisseur dans son livre.

l'immobilier, sans que la valeur intrinsèque du logement — c'est-à-dire la quantité de travail ayant permis de le construire et éventuellement de le rénover — ait changé. Et malheureusement, au lendemain de l'effondrement du marché des « subprimes » en 2007, des millions d'Américains, d'Espagnols, d'Anglais, de Grecs, etc., ont vu le prix de leur logement passer en dessous de leur valeur et en ont été expulsés par les banques et les spéculateurs.

S'agissant des « actifs financiers », là aussi Piketty nous présente un bric-à-brac incroyable, mélangeant capital de prêt, épargne, produits financiers spéculatifs, etc. Par exemple, il n'est pas nécessaire d'être diplômé des plus grandes écoles d'économie pour ne pas considérer de la même manière l'action détenue par un banquier ou un capitaliste industriel et celle détenue, directement ou indirectement par l'intermédiaire d'un fonds de placement, par un salarié en tant qu'épargne pour des dépenses de consommation futures ou pour se protéger des coups durs que réservent la vie — dont une bonne part, d'ailleurs, sont assésés par les banques et les capitalistes eux-mêmes. Cela n'est pas non plus la même chose que de mettre sur le même plan l'investissement en titres de toutes natures du spéculateur et les versements qu'un travailleur est obligé de faire dans un fonds de pension pour tenter de se garantir une retraite plus ou moins suffisante (et souvent moins que plus dans le cas des fonds de pension). Si d'aventure, ce salarié fait finalement une excellente opération qui lui permette de passer une retraite heureuse à Miami, sur la Côte d'Azur ou là il veut, cela n'en fait pas pour autant un capitaliste.

C'est dans le Livre III du *Capital* que Marx aborde la question des actions, obligations, prêts bancaires, et même la location de biens de production (immeubles, bateaux, machines, etc.), autant d'« actifs » qu'il considère comme du capital, mais sous une forme particulière qui est le capital de prêt. Dans le développement du capitalisme, les poches de l'entrepreneur individuel, même bien remplies, se sont vite trouvées insuffisantes pour faire les investissements nécessaires afin de soutenir la concurrence des autres capitalistes et perpétuer le système du profit. Il a fallu trouver de nouvelles sources de capitaux auprès de

ceux qui avaient de l'argent (capital argent) disponible. Ce mouvement est à la base du développement des banques, des sociétés par actions et donc des Bourses afin d'attirer le maximum de capitaux possibles. S'est donc développé un capital de prêt par lequel un détenteur d'argent prête cet argent à un capitaliste (sous forme de prêt ou d'actions) qui l'utilise pour produire, par l'exploitation de la force de travail, des marchandises incluant de la plus-value, qui va se transformer en profit par la vente de ces marchandises. Sur ces profits, le capitaliste va devoir prélever un dividende (pour les actions) ou un intérêt (obligations et prêts bancaires) qu'il va reverser à celui qui lui a avancé les fonds de départ. C'est du capital, au sens donné par Marx, parce que le but de l'investisseur est de valoriser son capital et parce qu'il le fait, en prêtant son argent, par le seul processus de valorisation possible, celui de la production de marchandises.

Mais, mettre, comme le fait Piketty, ce processus au même niveau que l'épargne que le salarié est obligé d'accumuler pour sa retraite, pour se payer des vacances, pour payer les études de ses enfants ou toute autre dépense de consommation future est erroné. Car le but de l'épargne reste la consommation et non l'exploitation de la force de travail pour dégager plus-value et profit. Et cela reste vrai même si cette épargne se constitue à travers des fonds communs de placement ou des fonds de pension qui investissent ces sommes sur les marchés financiers et qui les mettent à disposition des capitalistes pour qu'ils réalisent leurs opérations d'extraction de la plus-value.

L'INÉGALITÉ TROUVE SA SOURCE DANS LE SALARIAT

Ces développements sur la façon dont Piketty conçoit la notion de capital — dont il a fait le titre de son livre — ne visent pas seulement à démontrer que l'étiquette de « nouveau Marx » qui lui est attribuée — et qu'il rejette d'ailleurs — est très largement usurpée. Ils permettent de saisir le cadre théorique dans lequel il se meut. Son livre parle-t-il du capital ? Non, il parle de patrimoine. Parle-t-il des inégalités au sens large, inégalités entre les classes, entre les

différentes couches de la société, inégalité d'accès à tel ou tel droit, c'est-à-dire les inégalités sociales ? Non, il traite uniquement des inégalités face au patrimoine en s'offusquant que celui-ci se concentre de plus en plus entre plusieurs mains alors qu'il devrait être accessible à tous, être mieux répartis.

« *Le capitalisme produit mécaniquement des inégalités insoutenables, arbitraires, remettant radicalement en cause les valeurs méritocratiques sur lesquelles se fondent nos sociétés démocratiques* », écrit-il.

Les inégalités salariales, les inégalités sociales (toutes deux totalement absentes de son livre) ne sont pas dans le champ de vision de Piketty, parce que cela ne relève pas du « mérite ». La société « méritocratique », c'est posséder chacun un petit pécule en remerciement de son utilité pour la société. D'ailleurs, au passage, Piketty met en exergue de son livre et disserte à un moment sur la seconde partie du premier article de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 (« *Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune* ») et non sur la première partie (« *Les hommes naissent libres et égaux en droits* »). Piketty ne s'intéresse pas à l'égalité des droits, mais aux devoirs de chacun d'être utile. De plus, il accepte les inégalités sociales dès lors qu'elles sont justifiées.

« *L'inégalité n'est pas nécessairement mauvaise en soi : la question centrale est de savoir si elle est justifiée, si elle a ses raisons* », écrit-il.

Passons. Pour Piketty, les inégalités procèdent du fait que le patrimoine a de plus en plus tendance à se concentrer entre quelques mains. Ces inégalités pourraient donc être jugulées par une meilleure répartition du patrimoine (c'est-à-dire de la richesse). Piketty veut redistribuer les « fruits du capitalisme », puisque que, pour lui, la source des inégalités n'est pas dans le capital lui-même (aussi fausse sa définition du capital soit-elle) mais dans sa répartition.

Pour Marx, l'inégalité n'a jamais été en soi le thème central de sa recherche, et sa résorption n'a jamais été un axe de construction d'un véritable programme de la classe ouvrière. Par exemple, Marx n'a jamais fixé comme but ultime, comme

solution, la simple progression des salaires, tout en estimant que la lutte pour l'augmentation des salaires est un point d'appui inestimable dans le combat contre la domination des capitalistes. Pour Marx, l'inégalité sociale est dans le capital lui-même, en tant que procès d'exploitation de la force de travail pour créer et s'appropriier la plus-value. Le fondement de l'inégalité se noue dans cette relation de domination entre celui qui possède l'argent et les moyens de production et celui qui ne possède que sa propre force de travail pour vivre ; cette inégalité trouve sa source fondamentale dans la subordination de l'ensemble de la société aux besoins et aux buts de ces propriétaires privés des moyens de production. L'inégalité trouve sa source dans le salariat, que Marx, Engels et les marxistes appellent à abolir en aidant la classe ouvrière à forger les outils pour le faire. Dans le *Manifeste du Parti communiste*, Marx et Engels écrivent ceci :

« *Ce que l'ouvrier s'approprie par son labeur est tout juste suffisant pour reproduire sa vie ramenée à sa plus simple expression. Nous ne voulons en aucune façon abolir cette appropriation personnelle des produits du travail, indispensable à la reproduction de la vie du lendemain, cette appropriation ne laissant aucun profit net qui confère un pouvoir sur le travail d'autrui. Ce que nous voulons, c'est supprimer ce triste mode d'appropriation qui fait que l'ouvrier ne vit que pour accroître le capital, et ne vit qu'autant que l'exigent les intérêts de la classe dominante.* »

TAUX DE RENDEMENT... ET TAUX DE PROFIT

Piketty trouve plus précisément l'origine des inégalités dans ce qu'il appelle « *la contradiction centrale du capitalisme* », à savoir une progression du taux de rendement du capital qui est supérieure à la croissance de la production, sachant que, selon l'analyse faite par Piketty à partir de son travail de recherche statistique, la croissance a été par le passé aux alentours de 1 ou 2 % en moyenne et qu'il en sera de même probablement au cours du XXI^e siècle. Comme ce rendement du capital est plus important que la production, alors ceux qui ont de l'argent

préfèrent se faire rentier plutôt que travailleur (comme si cela relevait d'un choix !) et ce taux de rendement élevé avantage ceux qui ont le plus d'argent, ce qui crée des inégalités intolérables.

Pour Piketty,

« Le taux de rendement du capital est un concept central de nombreuses théories économiques, en particulier dans l'analyse marxiste, avec la thèse de la baisse tendancielle du taux de profit — prédiction historique dont nous verrons qu'elle s'est révélée fort erronée, même si elle est porteuse d'une intuition intéressante. »

Nous en reparlerons, mais Piketty ajoute tout de suite après :

« Le taux de rendement du capital mesure ce que rapporte un capital au cours d'une année quelle que soit la forme juridique que prennent ces revenus (profits, loyers, dividendes, royalties, plus-values (6), etc.) exprimé en pourcentage de la valeur du capital investi. Il s'agit donc d'une notion plus large que celle de "taux de profit" et beaucoup plus large que celle de "taux d'intérêt", même si elle les englobe toutes les deux. »

Mais, Monsieur Piketty, c'est justement la raison pour laquelle Marx ne considérait que le taux de profit et que cette notion est la seule utilisée dans la loi de la baisse tendancielle du taux de profit qu'il a dégagée. Le fait que Piketty prenne en compte le taux de rendement est directement lié à sa définition du capital. Il mélange le taux de profit — qui représente le rapport entre la plus-value dégagée dans la production par l'exploitation de la force de travail et la somme de capital qu'il a fallu « investir » en achat de moyens de production et de force de travail pour arriver à ce résultat — avec les plus-values boursières ou immobilières. Il mélange le capital qui se valorise dans la production et l'argent investi dans des opérations purement spéculatives, certes à partir de la production — il peut s'agir de paris sur des prix ou des revenus futurs —, mais en dehors de la production, et donc du processus réel de valorisation du capital. L'estimation d'un immeuble, d'un appartement, d'un pavillon a peu à voir avec leur valeur intrinsèque et dépend d'un marché immobilier largement spéculatif dont les « bulles » se succèdent depuis des décennies. Rappelons que Piketty définit le

capital comme « *la valeur totale, estimée aux prix du marché, de tout ce que possèdent les résidents et le gouvernement d'un pays donné à un moment donné, et qui peut potentiellement être échangé sur un marché* » (souligné par nous).

Piketty constate, à partir de son analyse statistique, que la rentabilité du capital est quatre à cinq fois plus importante que la croissance. Mais pourquoi en est-il ainsi ? D'où vient cette forte croissance de la « rentabilité » du capital ? Quelles sont les causes de cet état de fait ? Que représente cette valorisation artificielle du capital, gonflant bulles spéculatives et capitaux fictifs qui, périodiquement, s'effondrent avec fracas, entraînant dans leur chute la destruction en masse de capital et de forces productives ? On ne le saura pas, une fois terminée la lecture des 950 pages de son livre.

La version de Piketty de la contradiction « fondamentale » du capitalisme n'a bien évidemment rien à voir avec les contradictions internes du capitalisme dégagées par Marx et qu'il a concentrées dans la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, une loi qui, pourtant, permet d'expliquer la « contradiction pykettiste ».

L'«ERREUR» DE MARX

Depuis au moins la chute du mur de Berlin, il est de bon ton dans les milieux académiques, les dîners en ville et dans nombre de « cercles de gauche » de pointer l'« erreur fondamentale » de Marx sur sa « prédiction » de l'effondrement prochain du capitalisme du fait de la baisse indéfinie du taux de profit, effondrement que, formellement, personne n'a constaté. Piketty n'hésite pas à endosser les habits de cette pensée vulgaire dont l'une des caractéristiques est de parler de ce qu'elle ne connaît pas (7).

(6) Pour Piketty, comme pour nombre de ses collègues de l'économie bourgeoise, la plus-value est la plus-value boursière, et non pas la plus-value analysée par Marx.

(7) Piketty aurait indiqué à plusieurs reprises qu'il n'avait lu que partiellement Marx, et au mieux seulement le Livre I... sachant que la loi de la baisse tendancielle du taux de profit est exposée dans le Livre III.

On pourra lire notamment dans *Lutte des classes et mondialisation* (8) le détail de cette loi et ses conséquences, une loi que Marx n'a jamais considérée comme la prédiction d'un effondrement imminent du capitalisme, mais comme une contradiction interne du système expliquant ses mutations — mutations que Lénine exposera et dont il tirera toutes les conséquences dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* — et qui, par son développement, constitue une menace pour l'humanité tout entière, mettant à l'ordre du jour le renversement révolutionnaire du système.

Cette loi, Marx la résume dans ce célèbre passage du Livre III du *Capital* :

« La production capitaliste tend sans cesse à dépasser ses limites qui lui sont immanentes, mais elle n'y parvient qu'en employant des moyens qui, de nouveau, et à une échelle plus imposante, dressent devant elle les mêmes barrières. La véritable barrière de la production capitaliste, c'est le capital lui-même : le capital et sa mise en valeur par lui-même apparaissent comme point de départ et point final, moteur et fin de la production ; la production n'est qu'une production pour le capital et non l'inverse : les moyens de production ne sont pas de simples moyens de donner forme, en l'élargissant sans cesse, au processus de la vie au bénéfice de la société des producteurs. Les limites qui servent de cadre infranchissable à la conservation et la mise en valeur de la valeur-capital reposent sur l'expropriation et l'appauvrissement de la grande masse des producteurs ; elles entrent donc sans cesse en contradiction avec les méthodes de production que le capital doit employer nécessairement pour sa propre fin, et qui tendent à promouvoir un accroissement illimité de la production, un développement inconditionné des forces productives sociales du travail, à faire de la production une fin en soi. Le moyen — développement inconditionné de la production sociale — entre perpétuellement en conflit avec la fin limitée : mise en valeur du capital existant. Si donc le mode de production capitaliste est un moyen historique de développer la force productive matérielle et de créer le marché mondial correspondant, il représente en même temps une contradiction permanente entre cette tâche historique et les rapports de production sociaux qui lui correspondent » (9).

Ainsi, la tendance du capitalisme à développer la productivité dans le seul but de

valoriser du capital et de perpétuer sa domination sur l'ensemble de la société se heurte en permanence à ce but.

Piketty prétend que Marx a tort, mais les arguments qu'il brandit prouvent qu'il n'a pas lu ce passage du *Capital*. « Marx a totalement négligé la possibilité d'un progrès technique durable et d'une croissance continue de la productivité », facteur d'équilibre, selon Piketty, du processus d'accumulation et de la concentration du capital privé. Marx n'a jamais négligé cela, comme le prouvent les termes de la citation ci-dessus. En revanche, ce qui est vrai, c'est qu'il montre que progrès technique et productivité se développent dans une contradiction permanente avec l'objet principal de la production capitaliste, le moteur de l'ensemble du système, le profit.

A un autre endroit de ce même chapitre du Livre III du *Capital*, Marx explique :

« Si le taux de mise en valeur du capital total, le taux de profit, est bien l'aiguillon de la production capitaliste (de même que la mise en valeur du capital est son unique fin), sa baisse ralentira la constitution de nouveaux capitaux autonomes et elle semble dès lors menacer le développement du procès de production capitaliste, elle favorise la surproduction, la spéculation, les crises, la constitution de capital excédentaire à côté d'une population en excédent. »

Si Piketty voulait bien lever son nez de ses longues séries statistiques censées donner un caractère « scientifique » à sa démonstration, et s'il étudiait toute l'histoire du capitalisme depuis que Marx a écrit ces lignes — et qui ne sont pas des prédictions, puisque rendant compte déjà d'une certaine réalité de son époque — ne constaterait-il pas que cette histoire n'a été marquée que par les crises, la destruction du « capital excédentaire », le développement du chômage (la « population en excédent »), par des crises financières toujours plus ravageuses et ce que Marx n'envisage pas expressément, les guerres ?

Certes, les capitalistes combattent en permanence pour enrayer cette baisse du taux de profit, en pressurant la valeur de la

(8) *Lutte des classes et mondialisation*, Daniel Gluckstein, Selio 1999.

(9) *Le Capital*, Livre III, section III, chapitre XV, *Développement des contradictions internes de la loi*.

force de travail, en délocalisant la production vers les zones de la planète où la main-d'œuvre est moins chère, en détruisant les concurrents, en concentrant encore plus le capital. Mais cela ne suffit pas en l'absence d'un marché où il est possible d'écouler avec un profit suffisant l'ensemble de la production sociale. Cela explique que les études qui ont été faites un peu partout sur l'évolution des taux de profits montrent généralement des courbes chaotiques, expression des fluctuations de la lutte des classes, mais globalement dans une tendance stagnante voire décroissante. Et que dire aujourd'hui de l'étonnant tintamarre que l'on nous sert lorsque la France, par exemple, affiche une croissance formidable de 0,3 % le trimestre dernier !

UNE «UTOPIE UTILE»

Les chiffres de Piketty font pourtant apparaître un « taux de rentabilité » croissant et constamment supérieur à la croissance de la production, sachant que dans ledit « taux de rentabilité », il inclut les profits issus de la spéculation boursière et immobilière. Mais ces chiffres n'exprimeraient-ils pas la croissance des capitaux cherchant à se valoriser en dehors de la production par la spéculation, comme conséquence directe de la loi de la baisse tendancielle du taux de profit ? Selon le journal français *Le Monde*, citant une étude de fin 2013, le montant total des produits dérivés dans le monde s'élevait à quasiment 700 000 milliards de dollars, soit dix fois la production mondiale de biens et services. Le même journal citait également une étude de la Banque des règlements internationaux (BRI) selon laquelle, sur les 5 300 milliards de dollars s'échangeant chaque jour sur le marché des changes, seulement 7 à 8 % correspondaient à des opérations purement commerciales.

Cela n'est pas le produit de l'action de gens « cupides » (même s'ils le sont par ailleurs), ce n'est pas la conséquence de choix de certains de devenir des rentiers au lieu de travailler « normalement », comme tente de le montrer Piketty, mais c'est l'ensemble du système qui marche comme cela, ce sont ses lois contradictoires qui amènent ces inégalités (les vrais, celles-ci,

pas les « inégalités patrimoniales »), ces crises et ces guerres dont Piketty ne parle même pas, trop occupé à regarder vers ce 1 % de riches cupides et rentiers.

Finalement, pour « contrôler le capitalisme », Piketty propose un impôt progressif mondial sur le capital, en commençant par un impôt européen, de façon à

« éviter la spirale inégalitaire sans fin, tout en préservant les forces de la concurrence et les incitations à ce que de nouvelles accumulations primitives se produisent sans cesse ».

Ouf les capitalistes peuvent souffler ! Mais peut-on vraiment réguler le capitalisme, le contrôler ? Chaque crise du système fondé sur la propriété des moyens de production a montré comment les mille et un canaux de valorisation du capital ont détourné les règles que celui-ci s'est donné lui-même. Par exemple, en France, Hollande veut instaurer un « choc fiscal » (inspiré d'ailleurs par Piketty, entre autres). Il est obligé de reculer, et au contraire, à travers le pacte de responsabilité, il accorde toutes les exonérations fiscales possibles et imaginables au patronat. Les travailleurs, eux, en revanche, voient leurs impôts augmenter.

On veut instaurer une taxe sur les transactions financières ? On aboutit à une « mesurette » concernant un segment infiniment limité de ces transactions... et qui n'est finalement pas appliquée compte tenu de l'opposition de certains pays. Le capital ne peut pas être contrôlé, encore moins lorsqu'on s'appuie pour cela sur les institutions qui ont été faites pour préserver sa domination, comme l'Union européenne, le FMI, la Banque mondiale, les banques centrales, et la liste est longue.

Piketty indique d'ailleurs que sa proposition nécessite « un très haut degré de coopération internationale et d'intégration politique régionale » qu'il estime lui-même « sans doute peu réaliste à moyen terme ». Mais c'est « une utopie utile ». Utile à quoi ? A masquer les rouages profonds d'un système d'exploitation aux effets destructeurs ? A concentrer les regards sur les plus « cupides » et ne pas s'occuper des capitalistes moins cupides ? Ne donner comme perspective qu'une utopie « sans doute peu réaliste à moyen terme » et, en attendant, écouter les conférences rétribuées de M. Piketty ?

Marx a écrit *Le Capital* non pas pour faire une thèse économique, pour distiller le rêve enchanté des utopies, pour faire des propositions fantaisistes.

Il avait pour but de fonder le combat émancipateur du prolétariat sur une analyse fouillée des lois du système capitaliste, démontrant sa nature et son caractère transitoire, débarrassant le terrain de la lutte des classes de la propagande officielle et des faiseurs de système (et notamment les utopistes) qui tous, à leur place, ne font que

détourner la classe ouvrière de ses vrais buts.

Pour les marxistes, le contrôle du capitalisme est irréaliste, comme est totalement irréaliste de maintenir un tel système aux effets si destructeurs. Le seul réalisme, issu de l'analyse des conditions historiques de l'émancipation, est l'expropriation du capital. Et sans aucun doute, Monsieur Piketty !

Pierre Cise
23 novembre 2014

Actualité du *Programme de transition* et construction du parti révolutionnaire

Par Lucien Gauthier

Cette dernière année, plusieurs articles de *La Vérité* sont revenus sur la construction du parti révolutionnaire, à juste titre. Toute la situation mondiale souligne l'actualité de l'introduction du programme de la IV^e Internationale, à savoir que « *la crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat* ». Il ne s'agit pas d'un constat, mais d'un engagement à œuvrer à résoudre la contradiction qui existe entre la maturité des conditions objectives pour le passage au socialisme et l'immaturité des conditions subjectives, en agissant pratiquement pour la construction du parti révolutionnaire.

Pour Trotsky, le parti n'est pas une catégorie abstraite ; la construction d'un parti ne procède pas d'une série d'affirmations justes qui mèneraient les masses à affluer vers celui-ci. A l'inverse, pour Trotsky, il s'agit de définir à chaque étape les voies et les moyens de se lier, non pas aux masses en général, mais à l'avant-garde pour trouver le chemin des masses et ainsi avancer sur un terrain de construction. A chaque étape, car pour Trotsky, les voies et les moyens sont déterminés par la lutte des classes, la situation concrète. C'est ainsi qu'il n'y a pas une forme unique, abstraite. Tout au long de l'histoire de la IV^e Internationale, les formes pratiques ont varié, mais l'axe — la construction de la IV^e Internationale — demeure.

Cette méthode de Trotsky est la nôtre. Comment, en 2014, en fonction des développements actuels de la lutte des classes, de la situation mondiale, formuler concrètement la tâche de la construction du parti révolutionnaire ? Ce n'est pas une question simple. Les processus sont complexes, et il nous faut à la fois développer des positions justes adaptées à la situation, à la maturation au sein de la classe ouvrière, aux différenciations qui s'opèrent au sein du mouvement ouvrier, et trouver les formes organisées permettant de se lier à la large avant-garde qui se dégage, en se dégageant soi-même de toute idée qu'il suffirait d'affirmer la nécessité du parti pour que celui-ci se construise. Il faut, à chaque étape, définir les formes d'intervention en fonction de la situation actuelle, en s'appuyant sur l'expérience

accumulée depuis la fondation de la IV^e Internationale.

LE "TOURNANT FRANÇAIS"

Pour ne prendre qu'un exemple, examinons l'audace de la proposition de Léon Trotsky en 1934. Il propose en France (d'où le nom de « tournant français ») d'entrer dans la SFIO (il va étendre cette orientation à d'autres pays). Léon Trotsky n'a aucune illusion dans la social-démocratie, qui représentait à l'époque un puissant parti ouvrier. Mais après l'écrasement du prolétariat allemand en 1933 du fait de la politique conjointe du stalinisme et de la social-démocratie, Trotsky dénonce la faillite de la III^e Internationale et dégage de cela la nécessité de combattre pour la IV^e Internationale. Les groupes de l'Opposition de gauche étaient jusque-là des groupes de propagande en direction des militants des partis communistes. Là, il s'agit d'un tournant : les cercles propagandistes doivent passer à l'action concrète de construction de nouveaux partis et d'une nouvelle Internationale.

Avec le choc de la victoire d'Hitler, des couches entières de travailleurs, notamment de jeunes, se radicalisent et, en opposition au monolithisme stalinien, entrent à la SFIO, au PSOE, etc., au sein desquels la crise a ouvert des failles.

Pour Léon Trotsky, entrer dans ces partis vise précisément à ce que les groupes nécessairement propagandistes se lient à ces secteurs d'avant-garde pour avancer dans la construction du parti. Il ne s'agit pas, pour Léon Trotsky, d'entrer à vie dans les PS, mais d'y entrer pour gagner cette avant-garde.

Léon Trotsky va se heurter dans les rangs de ses partisans à de nombreuses résistances : l'incapacité à rompre avec le propagandisme, la « pureté doctrinale », le sectarisme, sont autant d'expressions d'un profond opportunisme de ceux qui s'opposent au tournant vers la IV^e Internationale.

Répondant à ces objections, Léon Trotsky écrit :

« *Pourtant, n'avons-nous pas proclamé la nécessité de créer un nouveau parti et une*

nouvelle Internationale ? Ce programme demeure intégralement valable. Mais nous ne nous sommes jamais engagés à ne plus rien faire que contempler notre nombril jusqu'au moment où la IV^e Internationale se rassemblerait autour de nous. Nous avons toujours dit que les voies de sa constitution seraient complexes et ne revêtiraient pas les mêmes caractères dans tous les pays » (« La Ligue devant un tournant », juillet 1934).

Pour Trotsky, il faut trouver dans la situation qui s'annonce les voies et les moyens de se lier avec cette avant-garde ouvrière qui rejette le stalinisme et s'oppose à la direction de la SFIO, pour l'orienter dans la voie du combat véritable contre le fascisme, le combat pour le front unique ouvrier.

Pour lui, c'est non par des déclarations que l'on s'oppose aux appareils dirigeant le mouvement ouvrier, mais par l'action consciente de construction.

Il répond vertement à ceux qui ne cessent de mettre en avant les « appareils dirigeants » pour s'opposer au « tournant français » :

« Certains camarades, dans leur appréciation du PS, s'orientent vers des formules toutes faites, "réformisme", "II^e Internationale", "soutien politique à la bourgeoisie". Ces définitions sont-elles justes ? Oui et non. »

Bien évidemment, Léon Trotsky sait mieux que tout le monde que la II^e Internationale a failli en 1914. Mais pour lui, la politique de construction du parti est concrète, en fonction d'une situation concrète.

En Espagne dans les années 1930, par exemple, comment agir à la veille d'une explosion révolutionnaire qui voit le PSOE faire un mouvement à gauche comme produit de la radicalisation de ses militants et des travailleurs, et qui, de ce fait, attire de larges secteurs de l'avant-garde ouvrière ?

TROTSKY ET LE POUM

Si la direction de la Gauche communiste (groupe membre de l'Opposition de gauche) dénonce la proposition de Trotsky d'entrée dans le PS comme une capitulation, elle s'oriente en revanche dès janvier 1935 vers la fusion avec le Bloc ouvrier et paysan de Maurín, issu du PCE. La direction de la Gauche communiste fait miroiter aux yeux de ses militants, au moment où mûrissent les conditions d'un nouvel affrontement de classe, la possibilité de rompre avec « un isolement auquel on les condamne », selon le mot de l'un de ses dirigeants, Juan Andrade, visant ainsi Léon Trotsky.

La direction du POUM s'adresse le 4 novembre 1935 aux directions du PS et du PC pour leur proposer « l'alliance électorale des partis ouvriers » aux élections de 1936. La proposition est rejetée.

Le POUM doit choisir : dénoncer l'accord de collaboration de classe passé par le PS (avec le soutien du PC) avec des républicains bourgeois, ou y entrer. Le comité central du 5 janvier décide, à l'unanimité, d'accepter le front populaire, sur la base

d'un rapport de Nin qui le justifie par « la nécessité pour un parti ouvrier révolutionnaire de conquérir des positions parlementaires afin d'effectuer des Cortès (Parlement) un travail d'opposition révolutionnaire que ne peuvent en aucune manière faire la social-démocratie, ni le PC ».

Léon Trotsky qualifie ce ralliement comme « la trahison du POUM » (22 janvier 1936). Le POUM a couvert à gauche le Front populaire, fossoyeur de la révolution espagnole. Il a été un obstacle à la construction d'un parti révolutionnaire. Au sein des partisans de la IV^e Internationale, certains, notamment ceux qui s'opposaient au « tournant français », comme le responsable du groupe des Pays-Bas, Sneevliet, refusent la caractérisation portée par Trotsky. Sneevliet rompra avec la IV^e Internationale. C'est ainsi qu'en mars 1938, Léon Trotsky expliquait, à propos de Sneevliet :

« Pour mieux nous combattre — la IV^e Internationale —, il cherche en Espagne un camouflage révolutionnaire et dit du POUM "c'est mon parti". Il est allé en Espagne (...) et a soutenu le POUM contre nous. Le POUM avait 40 000 membres. Ce n'est rien. Avec 10 000 seulement — mais liés avec les masses en révolte —, on peut l'emporter dans une révolution. Mais 40 000 membres à l'écart des masses, ce n'est rien. Mais Sneevliet, Vereeken, Serge se sont révélés des briseurs de grève, au véritable sens du mot. Ils étaient entièrement solidaires du POUM contre nous dans cette situation, et le POUM disait : "Si des figures aussi importantes sont opposées à la ligne officielle de la IV^e Internationale, alors il est possible que nous ayons raison." Et cela a renforcé les tendances opportunistes du POUM dans une situation des plus critiques » (« Discussion sur la conférence internationale », mars 1938, Œuvres, tome 17).

Dans cette citation, Trotsky dénonce la manœuvre de Sneevliet, qui met en avant les 40 000 militants du POUM en opposition aux forces limitées des groupes de la IV^e Internationale, en répliquant : « Avec 10 000 seulement — mais liés avec les masses en révolte —, on peut l'emporter dans une révolution. » Car depuis deux ans, la révolution prolétarienne se déroule en Espagne, et la politique du POUM avec ses 40 000 militants n'est pas liée aux masses en révolte, mais à la politique du Front populaire (1).

Pour Trotsky, ce n'est pas seulement le nombre en soi qui fait le parti révolutionnaire, mais sa politique, qui exige de recruter nombre de militants de l'avant-garde qui se dégage. Les défenseurs du POUM ne essaient de mettre en avant ces 40 000 membres pour accréditer l'idée qu'un parti révolutionnaire était déjà construit, qu'il n'avait plus qu'à prendre la tête des masses. Trotsky combattait cette idée simpliste en rétorquant : 10 000 avec une politique révolutionnaire peuvent trouver la voie des masses, à condition précisément de chercher, sur une base d'indépendance de classe, à se lier à l'avant-garde.

Mais le refus du POUM d'entrer dans le PS n'a pas permis de faire la jonction avec la gauche socialiste qui est ouvrière, syndiquée à l'UGT ; de même, les jeunesses socialistes qui se radicalisaient ont été laissées de côté par Nin. Ce sont les staliniens qui s'y sont infiltrés et ont réussi à en prendre le contrôle. Le POUM a contribué à la liquidation politique de cette avant-garde à laquelle il a refusé de se lier, exigeant d'elle qu'elle rejoigne « le Parti », le POUM.

Nin écrivait, pour justifier contre Trotsky la création du POUM :

« Dans les partis actuels et parmi les milliers de travailleurs qui se tiennent à l'écart de ces derniers en attendant qu'apparaisse la force politique capable de leur inspirer confiance, existent actuellement les éléments nécessaires pour créer un parti dont la puissance sera décisive et qui infléchirait le cours de ces événements dans le sens de la victoire prolétarienne. »

Nin ne faisait pas que s'illusionner lui-même sur le fait que des milliers et milliers « attendaient » la nouvelle « force politique ». Il pensait avoir bâti, face au PS et au PC, un troisième parti traitant d'égal à égal avec les autres. Trente ans plus tard, le vieux dirigeant du POUM J. Andrade, devait reconnaître que, pour beaucoup, l'entrée dans le front populaire représentait « une victoire politique d'amour-propre qui imposait aux staliniens notre reconnaissance ».

Le parti stalinien « reconnaissant » le POUM (avant de l'écraser) et le POUM lui en étant reconnaissant en s'adaptant à sa politique contre-révolutionnaire. Tel est le véritable bilan du refus de se lier à l'avant-garde pour bâtir le parti révolutionnaire.

LES LEÇONS DU PARTI BOLCHEVIQUE

Trotsky oppose l'expérience du Parti bolchevique. En 1912, celui-ci comptait 12 000 militants ; en 1914, ils étaient très dispersés. Au début de la révolution de février 1917, le Parti bolchevique compte 5 000 militants, mais 5 000 militants dont la plupart sont implantés dans la classe ouvrière, minoritaires mais respectés et reconnus comme des militants lutte de classe. Comme produit de son combat dans les soviets sur une ligne de front unique ouvrier, ils sont 20 000 à la mi-avril.

Léon Trotsky écrit :

« Il nous faut cependant rappeler qu'au début de 1917 le Parti bolchevique ne dirigeait qu'un nombre insignifiant de travailleurs. Non seulement au sein des soviets de soldats, mais aussi au sein des soviets d'ouvriers, la fraction bolchevique ne constituait généralement qu'1 à 2 %, 5 % au plus (...). Les mencheviks et les soi-disant "socialistes-révolutionnaires" avaient derrière eux au moins 95 % des ouvriers, des soldats et des paysans qui participaient à la lutte. »

Et Trotsky rappelle dans cet article ce qui fait la politique révolutionnaire des bolcheviks, qui, « en

quelques mois (...), devinrent le parti dirigeant de ces millions d'hommes qui s'éveillaient » (« Leçons d'Octobre », novembre 1935, Œuvres, tome 7).

Trotsky, tirant en 1939 le bilan de la révolution espagnole, écrit à propos des directions officielles du mouvement ouvrier et du parti révolutionnaire :

« Il faut un grand choc historique pour révéler de façon aiguë la contradiction qui existe entre la direction et la classe. Les chocs historiques les plus puissants sont les guerres et les révolutions. C'est précisément pour cette raison que la classe ouvrière se trouve souvent prise au dépourvu par la guerre et la révolution » (Classe, parti et direction, Œuvres, tome 20).

Il faut un « grand choc » et une organisation qui intervient activement en se construisant, en organisant les travailleurs, pour aider la classe à se libérer des vieilles directions. Et Trotsky de souligner :

« Mais, même dans des cas où la vieille direction a révélé sa corruption interne, la classe, surtout si elle n'a pas hérité de la période antérieure de solides cadres révolutionnaires capables d'utiliser l'effondrement du vieux parti dirigeant, ne peut pas improviser tout de suite une direction nouvelle (...). Bien sûr, durant une révolution, c'est-à-dire quand les événements marchent vite, un parti faible peut devenir très vite un parti puissant à condition de comprendre avec lucidité le cours de la révolution et de posséder des cadres éprouvés qui ne se laissent pas intoxiquer par des phrases et ne sont pas terrorisés par les persécutions. Mais il faut avoir un parti de ce type avant la révolution, car le

(1) Déjà, dans un article antérieur, en février 1937, Léon Trotsky écrivait : « La politique de la direction du POUM est une politique d'adaptation (...). Mieux vaudrait qu'il y ait dans le POUM 10 000 camarades prêts à mobiliser la masse contre la trahison que 40 000 qui subissent la politique des autres au lieu de faire la leur. Les 40 000 membres du POUM (si le chiffre est exact) ne peuvent pas assurer par eux-mêmes la victoire du prolétariat si leur politique reste hésitante. Mais 20 000 ou même 10 000 avec une politique nette, décisive, agressive, peuvent gagner la masse pendant un court délai, comme les bolcheviks ont gagné la masse en huit mois » (25 février 1937, Œuvres, tome 12).

Dans un autre article, en avril 1937, Léon Trotsky écrit : « Combien le POUM a-t-il de membres aujourd'hui ? Les uns disent 25 000, les autres 40 000. Cependant, cette question n'est pas d'une importance décisive. Ni 25 000 ni 40 000 ne peuvent par eux-mêmes assurer la victoire. La question est résolue par les relations réciproques entre le parti, d'une part, la classe ouvrière et les masses opprimées du village, de l'autre. 40 000 membres, avec une direction qui hésite et vacille, ne peuvent qu'endormir le prolétariat et préparer ainsi la catastrophe. Une dizaine de milliers de membres avec une direction ferme et perspicace peuvent trouver le chemin des masses, les arracher à l'influence des charlatans et des bavards staliniens et sociaux-démocrates » (« La victoire est-elle possible ? », Œuvres, tome 13).

processus d'éducation des cadres exige beaucoup de temps et que la révolution ne laisse pas ce temps » (ibidem).

Le parti révolutionnaire ne sera pas construit avant la révolution, telle Minerve sortant de la tête de Jupiter armée et casquée, prête au combat. Mais **un** parti révolutionnaire doit se construire avant la révolution pour, précisément au cours même du processus révolutionnaire, se construire comme **le parti révolutionnaire**, dans le mouvement même au cours duquel les masses, avec son aide, se libèrent de la tutelle des vieilles directions. Léon Trotsky souligne que

« la supériorité du bolchevisme sur le menchevisme n'est pas seulement sa juste ligne politique, mais aussi sa capacité d'apporter l'organisation participant aux luttes révolutionnaires du prolétariat ».

PIERRE LAMBERT ET LA SECTION FRANÇAISE

Pierre Lambert, partant de là, va développer une orientation qui prend en compte les processus réels au sein de la classe : la transition en matière de construction du parti.

La section française va adopter, en 1962 une résolution qui indique :

« Il est certain que des tendances ouvrières révolutionnaires ayant une autre origine et d'autres expériences que les nôtres, et même pour certaines, non marxistes, seront appelées à participer à la construction de la nouvelle Internationale révolutionnaire dont elles seront partie intégrante. Pour leur faciliter cette évolution, des méthodes organisationnelles devront être élaborées. La base programmatique de l'Internationale révolutionnaire est bien entendu intangible, ce qui ne veut pas dire que la présence dans les rangs de l'Internationale des tendances ouvrières révolutionnaires qui ont avec ce programme des désaccords plus ou moins étendus soit exclue, bien au contraire. Les critères pour juger ces tendances, ce sont avant tout leurs liens avec la classe ouvrière et leur comportement dans les grandes batailles de classe auxquelles elles ont participé. »

Au XIV^e Congrès de l'organisation, en 1964, une résolution présentée par Pierre Lambert définit pour la première fois de manière conséquente la ligne de la transition en matière de construction du parti. Pour Pierre Lambert et la section française, « la IV^e Internationale se construit sur la ligne de la transition », ce qui signifie que la transition débouche sur la construction et le renforcement de la IV^e Internationale.

La même année est lancée, à l'initiative des anarchos-syndicalistes et trotskystes de Nantes, l'appel de 136 militants ouvriers sur le terrain de l'indépendance de classe.

C'est cette ligne qui va être développée et précisée dans les années 1970 après mai-juin 1968, et notamment après la publication d'*Informations ouvrières* hebdomadaire et du passage du groupe à l'organisation (OCI). Pierre Lambert écrit dans le rapport du XX^e Congrès de la section française de la IV^e Internationale :

« (...) Notre activité de construction du parti révolutionnaire a un double caractère. D'une part, nous construisons l'OCI qui construit le parti révolutionnaire, d'autre part, bien que nous ne soyons pas le parti révolutionnaire dirigeant que nous construisons par notre activité et notre intervention dans la lutte des classes, nous contribuons à la constitution du mouvement de la classe. »

Mais cela n'a été rendu possible que par le fait que, depuis 1958, l'organisation trotskyste avec *Informations ouvrières* n'a cessé de chercher à s'implanter dans la classe, en se liant avec les secteurs d'avant-garde. C'est en rapport avec ces résultats que la section française participera de la construction du Mouvement pour un parti des travailleurs, du Parti des travailleurs, puis du Parti ouvrier indépendant.

NOTRE COMBAT ACTUEL, À LA LUMIÈRE DE L'EXPERIENCE DU PASSÉ

Définir les conditions concrètes de la construction du parti révolutionnaire aujourd'hui implique de saisir les développements actuels de la lutte de classe. Nous ne sommes, certes, plus en 1938, à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, après les défaites du prolétariat.

Il n'y a certes pas de troisième guerre mondiale en perspective — au sens où elle serait une répétition de la Seconde Guerre mondiale. Mais la guerre se généralise à l'échelle mondiale, de manière consubstantielle au maintien du régime impérialiste en pleine crise. La classe ouvrière n'a pas été écrasée, elle résiste et a été à même d'ouvrir des situations révolutionnaires comme en Tunisie ou en Egypte, des situations qui ne sont pas closes par la brutalité de la contre-offensive actuelle.

Cette situation s'exprime dans la crise majeure de la classe dominante américaine, incapable de maîtriser les développements mondiaux. La cause de cette aggravation de la crise de domination de l'impérialisme américain est directement liée avec la disparition de la bureaucratie du Kremlin. Depuis cette date, l'impérialisme américain doit concentrer sur lui toutes les tâches de la contre-révolution mondiale, tâches qu'il partageait jusqu'alors avec le Kremlin.

Cela a des conséquences sur le mouvement ouvrier : la liquidation de l'URSS a d'abord été un coup porté au prolétariat mondial, en ce sens qu'elle en était la conquête la plus élevée, matérialisée dans l'expropriation du capital.

La chute de l'URSS et la liquidation de l'appareil international du stalinisme ont entraîné des phéno-

mènes de décomposition au sein du mouvement ouvrier, aux effets loin d'être secondaires pour des générations entières de militants ouvriers. Cela a contribué, avec d'autres causes, à la tendance au rejet des partis, rejet renforcé encore par le cours suivi par les partis socialistes — ceux-ci s'alignant sur les exigences provoquées par la nouvelle phase de la crise de l'impérialisme américain, comme on a pu le mesurer dans l'ampleur des contre-réformes mises en œuvre en France, en Espagne, en Grèce, en Grande-Bretagne, etc.

La disparition de l'appareil international de la bureaucratie du Kremlin n'a pas ouvert les vannes à des courants provenant des PC, à la recherche d'une « nouvelle représentation politique ». Les scissions et les fractions stalinienne orthodoxes ne sont rien d'autre que des résidus réactionnaires de la crise du stalinisme, et non des courants allant à gauche. Cela s'inscrit dans une situation marquée par l'offensive corporatiste, intégrant le rejet des partis et la propulsion (avec le concours des résidus du stalinisme, du pablisme et de l'appareil de l'Internationale socialiste au compte de l'impérialisme) des mouvements du type Indignés et des regroupements politico-syndicaux.

Dans la situation actuelle, la crise de décomposition et de rejet des partis, les organisations syndicales de masse, dont les directions s'accrochent à la préservation de l'ordre bourgeois, sont le cadre dans lequel la classe ouvrière cherche à se regrouper et à s'appuyer sur celles-ci. C'est là qu'il faut être précis. Syndicats et partis ne sont pas équivalents. Le syndicat est, comme l'écrit Trotsky, le « foyer de la démocratie prolétarienne » dans la société bourgeoise. Le syndicat, à la différence d'un parti, est un cadre élémentaire du front unique, qui rassemble les travailleurs quelles que soient leurs positions politiques, et cela inclut donc les travailleurs qui sont membres de la IV^e Internationale, et qui, de ce fait, y jouent un certain rôle.

La position de la IV^e Internationale est la défense inconditionnelle de l'indépendance politique des syndicats à l'égard de tout gouvernement, de tout Etat, de tout parti (y compris de la IV^e Internationale). Nous caractérisons, avec Léon Trotsky, les partis socialistes et stalinien comme des partis ouvriers bourgeois. Ce n'est pas la même chose pour l'institution ouvrière qu'est le syndicat, cadre pour toute la classe, matérialisation par sa simple existence, et quelle que soit la politique de sa direction, du fait que la société est divisée en classes sociales aux intérêts contradictoires. C'est d'ailleurs ce qui conduit Léon Trotsky à dénoncer dans le *Programme de transition* comme « incompatible avec l'appartenance à la IV^e Internationale » la tentative de créer de pseudo-syndicats révolutionnaires.

ORGANISER L'AVANT-GARDE

Définir les tâches de construction du parti sur la base des principes de la IV^e Internationale dans la

situation mondiale en 2014, exige de répondre à la question suivante : où et comment se dégage l'avant-garde et comment se lier à elle pour avancer, sur la ligne de la transition, sur un terrain d'organisation et de construction ?

Si l'on prend le cas de l'Europe, la situation est différenciée selon les pays, mais exprime partout ces contradictions au sein du mouvement ouvrier sur le terrain de la défense de l'indépendance de classe. En France, le fait que les directions de la CGT-FO et de la CGT aient refusé de signer le pacte de responsabilité, c'est-à-dire l'intégration corporatiste, a des conséquences dans les développements de la lutte de classe dans ce pays. Dans d'autres pays d'Europe, on a vu des directions de confédérations syndicales accepter de signer un pacte social et, quelques semaines ou mois plus tard, en contradiction avec leur propre signature, appeler à des grèves générales contre les plans destructeurs des gouvernements. En Italie, par exemple, la CGIL avait signé un accord récemment et a appelé, avec l'UIL, à une grève générale interprofessionnelle qui a rassemblé des centaines de milliers de travailleurs dans tout le pays.

Cela change-t-il la nature des appareils, cela exonère-t-il les révolutionnaires de la responsabilité de combattre pour construire un parti ? Bien évidemment, non. Bien évidemment, la nature des appareils ne change pas, mais les conditions concrètes de la lutte de classe modifient les relations au sein de la classe, fournissant les instruments concrets à l'intervention des révolutionnaires.

Construire un parti, c'est, à l'inverse de l'auto-proclamation, organiser une politique d'implantation résolue dans le mouvement ouvrier, grouper sous des formes propres à chaque pays cette large avant-garde qui veut combattre, sans exiger d'elle qu'*a priori* elle nous reconnaisse comme « la direction » ; cela exige des sections de la IV^e Internationale qu'elles élaborent ces formes par la libre discussion, au moment où l'histoire est en train de basculer.

Dans les différents pays, notamment en Europe, les militants de la IV^e Internationale sont partie prenante de regroupements de militants ouvriers, de syndicalistes d'origines diverses, qui ne partagent pas les mêmes opinions, qui ont leurs propres expériences, comme en France avec « l'appel des 195 », ou en Espagne « la plate-forme syndicale ». Ces milliers de militants ne sont pas prêts à s'engager, à cette étape, ni dans la IV^e Internationale ni dans les partis que nous construisons sur la ligne de la transition. Nous pouvons, sur la base d'une expérience commune, recruter une fraction d'entre eux, et non les autres à cette étape. Mais si nous prenons au mot ce que nous expliquons, à savoir que les plus grands affrontements de classes sont à venir, les trotskystes, combattant sur la ligne de la transition en matière de construction du parti, doivent s'atteler à bâtir avant la crise révolutionnaire ces regroupements que, sous une autre forme et dans une autre situation, Léon Trotsky caractérisait comme l'« appareil politique de la lutte » ; c'est-à-dire un instrument d'organisation pour aider les masses à submerger la politique des appareils lors de la grève générale. Trotsky expliquait

que cet appareil politique était en même temps un « formidable tremplin pour la construction du parti ». Se lier à cette large avant-garde, s'organiser avec elle : ce combat commun pour l'indépendance de classe du mouvement ouvrier dessine les contours du parti révolutionnaire que nous construisons, et qui est nécessaire pour, quand surgira la crise révolutionnaire, « se lier avec les masses en révolte » pour les aider à triompher. Chercher à organiser cette large avant-garde, qui participe directement de l'organisation et de l'encadrement des masses dans le mouvement ouvrier à différents niveaux, est le levier pour bâtir ce parti.

Mais, répétons-le encore une fois, ce n'est pas une répétition de formules, justes au demeurant, l'affirmation d'un programme juste qui régleront par elles-mêmes la question. Implanter et construire un parti dans la classe ouvrière exige de trouver les formes organisées de combat avec ces dizaines de milliers de militants, responsables, travailleurs qui veulent combattre et combattent sans pour autant nous reconnaître comme « la » direction.

CONSTRUIRE LE PARTI RÉVOLUTIONNAIRE, CONSTRUIRE LA IV^E INTERNATIONALE

C'est pourquoi la compréhension du fait qu'il n'y aura pas de parti révolutionnaire dirigeant avant la crise révolutionnaire est déterminante pour la compréhension de la stratégie et de la tactique que nous mettons en œuvre pour construire un parti révolutionnaire. Quand Trotsky caractérise la situation mondiale dans le *Programme de transition* comme le fait que « la crise actuelle de la civilisation humaine est la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat », il met en évidence une question centrale. Les révolutionnaires organisés doivent chercher à aider les masses à se libérer des vieilles directions contre-révolutionnaires dans le mouvement même du renversement du capital. La révolution prolétarienne libérera dans un même mouvement les masses de la tutelle des directions bureaucratiques et de l'exploitation capitaliste. Dans un même mouvement, parce que, précisément, c'est la crise de la direction révolutionnaire qui explique que le capital demeure en place. Pour jouer ce rôle, il faut être lucide et bâtir ce parti, qui n'est pas le parti révolutionnaire dirigeant, mais un parti implanté dans la classe ouvrière, et qui, dans le feu de la révolution, se « liera avec les masses en révolte » et gagnera la majorité dans la classe pour l'aider à s'émanciper par elle-même.

C'est là la question centrale. C'est pourquoi, en 1934, Léon Trotsky mettait en garde ses partisans :

« La période préparatoire de propagande nous a fourni les cadres sans lesquels nous ne pouvions avancer d'un pas, mais nous en

*avons hérité le fait que puissent s'exprimer à l'intérieur de l'organisation des conceptions tout à fait abstraites de la construction d'un nouveau parti et d'une nouvelle Internationale (...). Ces sectaires ajoutent souvent que les événements révolutionnaires poussent inéluctablement les travailleurs vers nous. Cette expectative passive, couverte d'un messianisme idéaliste, n'a rien de commun avec le marxisme. Les événements révolutionnaires passent toujours et inéluctablement par-dessus les têtes de toutes les sectes. On peut, au moyen d'une littérature propagandiste, si elle est bonne, éduquer les premiers cadres, mais on ne peut pas gagner l'avant-garde prolétarienne qui ne vit ni dans un cercle ni dans une salle de classe, mais dans une société de classe, dans une usine, dans les organisations de masse, une avant-garde à laquelle on doit savoir parler dans le langage de ses expériences. Les cadres propagandistes les mieux préparés ne peuvent que se désintéresser s'ils n'entrent pas en contact avec la lutte quotidienne des masses. L'attente des bordiguistes que les événements révolutionnaires poussent d'eux-mêmes les masses vers eux en récompense de leurs idées "justes" est la plus cruelle de leurs illusions. Pendant les événements révolutionnaires, les masses ne cherchent pas l'adresse de telle ou telle secte, mais passent par-dessus. Pour grandir plus vite pendant la période de flux, pendant la période préparatoire, il faut savoir où l'on trouvera des points de contact dans la conscience de larges cercles de travailleurs. Il faut établir des relations adéquates avec les organisations de masse. Il faut trouver le point de départ juste, correspondant aux conditions concrètes de l'avant-garde prolétarienne dans la personne des divers groupes. Et, pour cela, il faut non seulement ne pas se prendre pour un palliatif en guise de nouveau parti, mais seulement pour l'instrument de sa création » (« D'un groupe propagandiste au travail de masse », octobre 1934, *Œuvres*, tome 4).*

Voilà ce qu'est la méthode de Léon Trotsky et de la IV^e Internationale. Gagner l'avant-garde, « savoir où trouver les points de contact », s'implanter « dans les entreprises et les organisations de masse », dialoguer avec « une avant-garde à laquelle on doit savoir parler » et, surtout, ne pas se prendre « pour un palliatif en guise de nouveau parti, mais seulement pour l'instrument de sa création ».

Cette méthode de Léon Trotsky est toujours d'actualité et doit s'appliquer en fonction de la situation concrète dans laquelle nous sommes en 2014.

Lucien Gauthier

Etats-Unis

Il y a 80 ans : la grève des camionneurs de Minneapolis

Par Alan Benjamin

Le 19 juillet 2014 marque le 80^e anniversaire du début de la deuxième grève des camionneurs de Minneapolis (Minnesota). Ce fut une grève dans laquelle les premiers dirigeants du mouvement trotskyste américain — nos prédécesseurs dans la Ligue communiste d'Amérique (CLA, devenue ensuite le Socialist Workers Party) — ont joué un rôle central, qui a façonné la lutte des classes dans ce pays jusqu'à aujourd'hui.

C'était en 1934, cinq ans après que la Grande Dépression eut commencé à jeter au chômage des millions de travailleurs. Le pourcentage de syndiqués à l'American Federation of Labor (AFL) était alors le plus faible jamais atteint.

Un an auparavant, dans le contexte d'un redressement économique partiel, les partisans de Léon Trotsky dans ce pays avaient décidé d'organiser dans des syndicats les chauffeurs des camions de charbon du Minnesota. James P. Cannon, le fondateur et le principal dirigeant du mouvement trotskyste des Etats-Unis, et lui-même organisateur de la grève, a expliqué :

« Au plus fort de la dépression, quand le chômage était si important, les travailleurs avaient perdu confiance en eux-mêmes et ils craignaient de se lancer dans l'action par peur du chômage. Mais avec la reprise de l'activité industrielle, ils ont repris confiance en eux-mêmes et ils ont amorcé un mouvement pour

reconquérir certains acquis qui leur avaient été repris au plus fort de la dépression. Le terrain de l'action de masse du mouvement trotskyste en Amérique était bien sûr déterminé par l'action des masses elles-mêmes.

Pendant cinq ans, nous étions restés une voix prêchant dans le désert, nous limitant à critiquer le Parti communiste, à élucider ce qui apparaissait comme les questions théoriques les plus abstraites. Plus d'une fois, nous avons été accusés de n'être rien d'autre que des sectaires et des coupeurs de cheveux en quatre. Désormais, avec cette occasion qui se présentait de participer au mouvement de masse à Minneapolis, le trotskysme américain était mis directement à l'épreuve. Il devait démontrer dans l'action s'il était vraiment un mouvement de coupeurs de cheveux en quatre, sectaires et bons à rien, ou s'il était une force politique dynamique capable de participer efficacement au mouvement de masse des travailleurs. »

Les événements qui ont suivi ont montré que nos camarades étaient plus que capables d'assumer cette tâche : en mai 1934, la place du marché de Minneapolis a été bouclée par les travailleurs, à la suite de la bataille rangée opposant adhérents et sympathisants de la section locale 574 du syndicat à la police, aux vigiles privés qui protégeaient les briseurs de grève et aux « jaunes ». Avec le soutien de l'union locale centrale de l'AFL et d'autres syndicats, les camionneurs ont riposté et ont chassé de la place du

marché la police, le shérif, ses adjoints et les membres de l'Alliance des citoyens — le groupe à la solde des employeurs. Cela a amené une période de négociations, censées garantir la reconnaissance du syndicat, le réemploi de tous les travailleurs et une clause d'ancienneté et de non-discrimination pour tous les travailleurs.

Mais les patrons ont continué à licencier les employés des entrepôts, et, le 19 juillet, la grève avait repris de plus belle. Le jour suivant est connu sous le nom de « vendredi sanglant » — deux grévistes furent assassinés et près de soixante-dix blessés. Une semaine plus tard, le gouverneur Olson, du Parti ouvrier-paysan prétendument favorable aux ouvriers, décrétait la loi martiale et ordonnait à la Garde nationale de saisir les locaux des grévistes, jetant en prison les dirigeants syndicaux, dont un grand nombre de nos camarades. Mais la bataille s'est poursuivie le mois suivant et un règlement est intervenu, satisfaisant les principales revendications du syndicat.

Cette lutte syndicale est importante pour plusieurs raisons, dont l'une a été de montrer la différence entre la politique syndicale trotskyste et le syndicalisme rouge ou alternatif pratiqué à l'époque par le Parti communiste, qui était alors l'organisation de loin la plus importante, prétendant représenter la défense des intérêts des travailleurs.

Le PC expliquait que les syndicats de l'AFL étaient irrécupérables et que les tout nouveaux syndicats — rouges ou alternatifs — étaient nécessaires. Voici comment Cannon a résumé cette leçon :

« Le mouvement de la classe ouvrière à l'époque s'orientait principalement vers les syndicats conservateurs (AFL). Nous avons compris que les militants ouvriers les plus avancés allaient probablement rompre les liens formels avec l'AFL [qui regroupait des syndicats de métier et non des syndicats d'industrie — Alan B.] et chercher à s'exprimer dans un mouvement syndical nouveau. Mais pour peser sur une telle éventualité, les révolutionnaires devaient se lier au processus vivant du mouvement à chaque étape de son développement. »

Autre élément très important : toutes les décisions sur la conduite de la grève

devaient être prises par la base dans des assemblées générales. Il était impossible de transgresser le mandat des travailleurs. C'était la seule façon de résister aux pressions immenses en faveur du compromis et du repli venant des soi-disant « amis » des travailleurs et de faire avancer la lutte.

C'est une méthode que le camarade Pierre Lambert avait parfaitement comprise et qu'il nous a enseignée : se lier au processus vivant du mouvement à chaque étape de son développement, « combattre les illusions des travailleurs sur le propre terrain de leurs illusions », en mettant en avant des formes de lutte appropriées à chaque tournant et des revendications transitoires afin d'élever le niveau de conscience des travailleurs, la confiance politique dans leur capacité à résister et à s'organiser par eux-mêmes.

Socialist Organizer a été fondé en 1991, après une crise prolongée dans le SWP (Socialist Workers Party), quand la direction du SWP a abandonné notre patrimoine et notre programme trotskyste et quand Socialist Action, l'organisation que beaucoup d'entre nous avaient contribué à constituer afin de préserver cet héritage, a fini par capituler devant les forces organisées dans le Secrétariat unifié, qui — dans les faits, bien que pas toujours dans les mots — avait aussi jeté par-dessus bord notre programme historique.

Nous avons créé une nouvelle organisation avec la ferme intention de maintenir notre continuité avec les meilleures traditions du Socialist Workers Party (SWP) et de la IV^e Internationale, préservée et défendue par le camarade Lambert et le courant politique international qu'il avait construit. Nous sommes fiers d'avoir pris part à la conférence de 1994 qui a reproclamé la IV^e Internationale.

Pour souligner cette continuité révolutionnaire, nous avons décidé, depuis notre fondation, de donner comme titre à notre journal le nom du journal de grève publié par les chauffeurs de camions de Minneapolis en grève au printemps et à l'été de 1934 : *The Organizer*.

Alan Benjamin

Les grandes grèves de Minneapolis

Nous publions ci-dessous la première partie de l'article écrit par James P. Cannon, fondateur et, pendant de longues années, dirigeant du Socialist Workers Party. Cannon est né le 11 février 1890 à Rosedale (Kansas). Il est mort le 27 août 1974. Cet article est une version légèrement abrégée du texte qu'on trouve sur le site Marxists Internet Archive (MIA). Il fut publié pour la première fois dans le magazine *Quatrième Internationale* en mai 1944 (page 140, volume n° 5).

L'année 1933, alors que la grande crise qui frappait l'Amérique durait depuis quatre ans, a marqué le début de l'étape la plus importante dans la renaissance des travailleurs et de leur mouvement vers l'organisation en syndicat, à une échelle jamais vue auparavant dans l'histoire américaine. Ce mouvement des travailleurs a pris la forme d'un gigantesque effort en vue de rompre avec leur atomisation et de s'affronter au patronat au moyen de la force organisée de leurs syndicats.

Ce mouvement s'est développé en vagues successives. La première année de l'administration Roosevelt (1932) a vu la première vague de grèves d'une très grande ampleur ne produire que de maigres résultats en termes d'organisation faute d'une direction appropriée et d'une impulsion à la hauteur. Dans la plupart des cas, les tentatives des travailleurs étaient contrecarrées, d'un côté, par la « médiation gouvernementale » et, de l'autre, par la répression brutale.

La deuxième grande vague de grèves et de mouvements tendant à l'organisation eut lieu en 1934. Elle fut suivie d'un mouvement encore plus puissant en 1936-1937, qui atteignit son apogée dans les grèves avec occupation dans l'industrie automobile et les usines de caoutchouc, et fut marquée par l'impressionnante montée du CIO (1).

Ce texte porte sur la vague de grèves de l'année 1934, vue à travers les grèves de Minneapolis. C'est là que, pour la première fois, un groupe marxiste révolutionnaire participa dans les faits à l'organisation concrète de la grève et à sa direction. Ces vagues de grèves et ces mouvements vers l'organisation étaient fondés sur un renouveau partiel de l'action revendicative.

LES TROTSKYSTES SE SAISISSENT DE L'OPPORTUNITÉ

Pour commencer, nos camarades de Minneapolis ont d'abord été actifs dans les entrepôts de charbon et plus tard ils ont élargi leur campagne d'organisation en s'adressant plus généralement aux chauffeurs et aux salariés qui travaillaient avec eux. Cela ne faisait pas partie d'un plan préconçu élaboré par l'état-major de notre mouvement.

Les chauffeurs de Minneapolis étaient loin de constituer le secteur le plus décisif du prolétariat américain. C'est là que nous avons commencé notre activité réelle dans le mouvement ouvrier parce que l'occasion se présentait.

Un enchaînement de circonstances a fait que notre premier travail d'envergure et nos premiers succès dans le domaine syndical se sont concentrés sur Minneapolis. Nous avions à Minneapolis un groupe de vieux communistes chevronnés qui avaient en même temps l'expérience du syndicalisme. Ils étaient très connus et ancrés dans la localité. Pendant la dépression ils travaillèrent ensemble dans les dépôts de charbon. Quand l'occasion s'est présentée d'organiser les entrepôts, ils l'ont saisie et ont vite démontré leurs capacités à travers la réussite d'une grève de trois jours. L'élargissement du travail d'organisation au secteur des transports routiers vint ensuite d'une manière très naturelle.

(1) Le Committee for Industrial Organization (CIO) scissionna de l'AFL en 1935. Ses promoteurs entendaient construire des syndicats d'industrie, alors que l'AFL organisait les salariés en syndicats de métier.

Minneapolis était loin d'être l'endroit idéal. En fait, c'était l'un des plus difficiles du pays, une ville célèbre pour son système d'open shop (2), son refus de reconnaître l'existence des syndicats. Depuis quinze ou vingt ans, une organisation patronale locale intraitable, l'Alliance des citoyens, régnait sur Minneapolis avec une main de fer. Depuis des années, aucune grève de la moindre importance n'avait connu une issue positive. Même les syndicats du bâtiment, peut-être les plus stables et les plus efficaces de tous les syndicats de métier, avaient été tenus en échec et maintenus à l'écart des emplois les plus importants dans le secteur de la construction. C'était une ville de grèves perdues, d'entreprises sans syndicats, de salaires de misère et d'horaires de travail infernaux, et une ville où des syndicats de métier impuissants n'organisaient que les travailleurs qualifiés.

La grève des dépôts de charbon (qui débuta le 7 février 1934) constitua une escarmouche préliminaire avant les grandes batailles à venir. L'écrasante victoire de cette grève, son dynamisme et la rapidité de son succès stimulèrent l'organisation plus ample des chauffeurs de camions et des chargeurs, qui, jusqu'à ce moment-là et durant les années de la dépression, avaient subi une exploitation éhontée sans pouvoir recourir à l'organisation.

La réussite de la grève dans le secteur du charbon remonta le moral des travailleurs dans toutes les entreprises de transport routier. Il suffisait d'une étincelle pour tout faire exploser : les salaires étaient trop bas, les journées de travail trop longues. Echappant depuis des années aux contraintes qu'auraient pu imposer des syndicats, les patrons avides de profits étaient allés trop loin — les patrons vont toujours trop loin — et le message syndical fut accueilli avec joie par des ouvriers écrasés par leurs conditions de travail.

A Minneapolis, du début à la fin, notre travail syndical fut une campagne orientée dans un sens politique. La tactique était guidée par l'orientation politique générale, reprise avec insistance dans *The Militant* (notre hebdomadaire national), qui appelait les révolutionnaires à s'impliquer dans le courant principal du mouvement syndical, représenté par l'AFL.

LA VOIE RÉVOLUTIONNAIRE

Nous avons délibérément choisi d'accompagner le cheminement organisationnel que les masses empruntaient, de ne pas créer des syndicats à nous construits d'une manière artificielle en contradiction avec la tendance des masses à se tourner vers le mouvement syndical existant. Pendant cinq ans, nous avons mené une bataille résolue contre le dogme ultra-gauche des « syndicats rouges ». De tels syndicats, créés artificiellement par le Parti communiste, étaient boycottés par les travailleurs, isolant ainsi les éléments d'avant-garde.

Les travailleurs, dans leur immense majorité, cherchaient à tâtonner les voies de l'organisation, montrant un instinct très sûr. Ils ressentaient le besoin d'être aidés. Ils voulaient être en contact avec les autres travailleurs organisés, pas mis sur la touche en compagnie de quelques ultragauches braillards. C'est là un phénomène incontournable. La masse des ouvriers désemparés et inorganisés a un respect exagéré pour les syndicats en place, quel que soit leur caractère conservateur ou réactionnaire. Les travailleurs craignent l'isolement. A cet égard, ils sont plus sages que tous les sectaires et les dogmatiques qui ont tenté de leur dicter la forme précise et détaillée du parfait syndicat.

A Minneapolis, comme ailleurs, les travailleurs aspiraient fortement à rejoindre le mouvement officiel, espérant qu'il les aiderait dans le combat contre des patrons qui leur avaient rendu la vie passablement difficile. Suivant cette tendance générale des travailleurs, nous avons nous aussi compris que, pour faire le meilleur usage possible des opportunités qui se présentaient à nous, nous ne devions pas placer des obstacles inutiles sur notre route. Nous ne devions pas perdre du temps et de l'énergie à convaincre les travailleurs d'accepter un nouveau type d'organisation qu'ils ne voulaient pas. Il valait beaucoup mieux nous adapter à leur tendance et exploiter les possibilités d'obtenir de l'aide du mouvement syndical officiel existant.

(2) Entreprise dans laquelle les syndicats ne peuvent exercer aucun contrôle sur le recrutement (par opposition au « closed shop »).

Ce ne fut pas facile pour nos militants de rentrer dans l'AFL à Minneapolis. C'étaient des hommes à abattre. Ils avaient subi une double expulsion, une double condamnation. Au cours de leurs luttes, ils avaient été exclus non seulement du Parti communiste, mais aussi de l'AFL. Durant la « purge rouge » de 1926-1927, au plus fort de la réaction au sein du mouvement ouvrier américain, pratiquement tous ceux parmi nos camarades qui avaient été actifs au sein des syndicats de Minneapolis avaient été exclus. Un an plus tard, pour que leur isolement soit total, ils étaient exclus du Parti communiste.

Mais la pression des travailleurs voulant s'organiser était plus forte que les diktats des bureaucrates. Il avait été prouvé que nos camarades avaient la confiance des travailleurs et possédaient les plans permettant de les organiser. La faiblesse pitoyable du mouvement syndical à Minneapolis, le fait que les adhérents des syndicats de métier avaient le sentiment qu'un renouveau était nécessaire — tout cela contribuait à favoriser le retour de nos camarades au sein de l'AFL via le syndicat des camionneurs (Teamsters Union).

De plus, se présenta une circonstance fortuite, un heureux hasard : à la tête de la section locale 574 et de l'union locale des Teamsters à Minneapolis, il y avait un militant syndical nommé Bill Brown. Il possédait un sûr instinct de classe. L'idée d'obtenir la coopération de quelques personnes qui savaient comment organiser les ouvriers et mener un vrai combat contre les patrons suscitait en lui un profond intérêt. Pour nous, c'était une heureuse circonstance, mais c'est le genre d'événement qui arrive pour de bon de temps à autre.

Nous avons, à n'en pas douter, utilisé au mieux cet heureux hasard : le fait que le président de la section 574 des Teamsters fut ce merveilleux personnage, Bill Brown, qui ouvrit la porte du syndicat aux « hommes nouveaux » qui savaient comment organiser les travailleurs et les conduire au combat. Mais nos camarades étaient de nouvelles recrues dans ce syndicat. Ils n'en étaient pas membres depuis assez longtemps pour en devenir des responsables. Ils venaient d'adhérer quand le combat commença. En conséquence, pas un seul de nos camarades — je veux dire, des membres du groupe

trotskyiste — n'occupa des postes de responsabilité dans le syndicat pendant les trois grèves. Cela ne les empêcha pas d'organiser et de diriger les grèves. Ils se constituèrent en « comité d'organisation », sorte d'instance non officielle créée avec l'objectif de mener la campagne d'organisation et de diriger les grèves.

LE "COMITÉ D'ORGANISATION"

La campagne d'organisation et les grèves furent conduites pratiquement par-dessus la tête de la direction officielle du syndicat. Le seul responsable syndical officiel participant vraiment d'une façon directe à la direction réelle des grèves fut Bill Brown, avec le comité d'organisation. Ce comité d'organisation avait un mérite qui se manifesta dès le début — d'autres mérites furent révélés plus tard : il savait comment organiser les travailleurs.

Le comité d'organisation a organisé les camionneurs et s'est ensuite adressé aux autres secteurs du mouvement syndical pour qu'ils soutiennent ces salariés. Il ne les a pas embarqués dans une action isolée. Ils ont commencé par travailler via l'union locale centrale, au moyen de réunions avec les chefs des syndicats parallèlement à la pression d'en bas, afin que l'ensemble du mouvement ouvrier affiche son soutien à ces chauffeurs de camions récemment syndiqués. Ils ont travaillé sans relâche pour impliquer les dirigeants de l'union locale centrale dans la campagne, pour faire adopter des motions appuyant leurs revendications, afin que ces dirigeants assument officiellement leurs responsabilités. Quand est arrivée l'heure de l'action, le mouvement syndical de Minneapolis, à travers ses représentants dans les syndicats officiels de l'AFL, se trouvait dans une position où il avait par avance soutenu les revendications et était logiquement obligé d'appuyer la grève.

En mai, la grève générale des camionneurs éclata. Les patrons, sûrs d'eux-mêmes après une longue période de domination incontestée, furent considérablement surpris. La leçon de la grève des dépôts de charbon ne les avait pas encore convaincus que « quelque chose de nouveau » s'était produit

dans le mouvement syndical à Minneapolis. Ils continuaient de penser qu'ils pouvaient tuer la grève dans l'œuf. Ils essayèrent de gagner du temps et de manœuvrer, de fourvoyer nos camarades dans le bournier des négociations avec le Labor Board (3), où tant de nouveaux syndicats avaient été décimés. En plein milieu des discussions, au moment où ils pensaient que le syndicat était empêtré dans les négociations pour une durée indéterminée, nos camarades s'en sortirent d'un seul coup. Ils leur assénèrent une grève générale. Les camions étaient immobilisés, les « négociations » se déroulaient dans la rue. (La revendication principale de la grève était la reconnaissance du syndicat pour tous les salariés de la branche.)

L'IMPACT DE LA GRÈVE

Par cette grève générale du mois de mai, la ville de Minneapolis fut ébranlée comme elle ne l'avait jamais été auparavant. La grève ébranla tout le pays, car ce n'était pas une grève gentille. Elle avait commencé dans un tel fracas que tout le pays entendit parler de la grève, et aussi du rôle des trotskystes dans sa direction — les patrons avaient donné beaucoup de publicité à l'information, ils s'étaient souvent déchaînés sur ce sujet.

Quand les travailleurs ont vu ce dont nos camarades avaient été capables dans la grève de mai à Minneapolis, les plaisanteries sur les trotskystes « sectaires » cessèrent de faire rire.

Il n'y avait aucune différence fondamentale entre les grévistes de Minneapolis et les salariés impliqués dans des centaines d'autres grèves à travers le pays à ce moment-là. Presque toutes les grèves ont été menées de façon très militante par les travailleurs. La différence était dans la direction et la politique de la grève. Dans presque toutes les autres grèves, le militantisme des travailleurs de base était freiné d'en haut. Les dirigeants étaient terrorisés face au gouvernement, aux journaux, au clergé, et par bien d'autres choses. Ils essayaient de déplacer le conflit en le faisant passer de la rue et des piquets de grève à la table des discussions. A Minneapolis, l'activité

militante de la base n'a pas été freinée, mais organisée et orientée par le sommet.

Toutes les grèves modernes exigent une direction politique. Les grèves de cette époque ont amené le gouvernement, son administration et ses institutions au cœur même de chaque situation.

L'idée qu'un dirigeant d'une grève pourrait se dispenser d'une certaine forme de ligne politique était déjà largement dépassée en 1934. Le mouvement ouvrier moderne doit être dirigé politiquement, parce que, à chaque étape, il est confronté au gouvernement.

Nos camarades étaient prêts à cela, parce que c'étaient des militants politiques, inspirés par des conceptions politiques. C'était la politique de la lutte de classe qui guidait nos camarades. Ils ne pouvaient pas être trompés et manipulés, comme l'ont été tant de dirigeants de grèves à cette période, par cette mécanique de sabotage et de destruction nommée National Labor Board et toutes ses agences subsidiaires. Ils n'accordaient aucune confiance au Labor Board de Roosevelt. Ils n'étaient pas un seul instant dupes de cette idée que Roosevelt, ce président libéral (4) « ami des ouvriers », allait aider les camionneurs de Minneapolis à obtenir une augmentation de quelques cents de leur salaire horaire. Ils n'avaient même aucune illusion sur le fait qu'à cette époque, le gouverneur du Minnesota appartenait au Parti ouvrier paysan (Farmer-Labor Party), censé être du côté des travailleurs.

Ils ne croyaient en rien et en personne, sauf à la politique de la lutte de classe et à la capacité des travailleurs de l'emporter grâce à leur force de masse et à leur solidarité. En conséquence, ils s'attendaient, dès le début, à ce que le syndicat doive combattre pour son droit à l'existence, à ce que les patrons n'acceptent d'aucune façon de reconnaître le syndicat, à ce qu'ils n'accordent aucune augmentation de salaires ou réduction des

(3) (National) Labor Board : littéralement « Conseil du travail », agence gouvernementale créée en 1933 dans le cadre du New Deal par Roosevelt, destinée à agir comme médiateur dans les conflits sociaux. Il comprenait des représentants des syndicats et du patronat.

(4) Aux Etats-Unis, les « libéraux » représentent l'aile gauche du Parti démocrate et le « libéralisme » se réfère à cette tendance.

scandaleux horaires de travail, sans qu'une pression ne soit exercée. Ils avaient donc tout préparé du point de vue de la lutte de classe. Lorsqu'il s'agit de conflits mettant en jeu les intérêts de classe, il faut se préparer à combattre.

Sur la base de ces principes généraux, les trotskystes de Minneapolis, en organisant les travailleurs, ont prévu une stratégie de combat. On a, pour la première fois, observé un phénomène unique à Minneapolis, c'est-à-dire une grève complètement organisée à l'avance, une grève minutieusement préparée dans ses moindres détails.

UNE PRÉPARATION MÉTHODIQUE

Nos camarades avaient chargé un intendant de tout organiser. Ils n'ont pas attendu que les grévistes aient faim. Ils avaient tout arrangé d'avance afin d'être prêts pour la grève. Ils avaient installé un hôpital d'urgence dans un garage — l'état-major de la grève se réunissait dans un garage — avec ses propres docteurs et ses propres infirmières avant même que la grève n'éclate. Pourquoi ? Parce qu'ils savaient que les patrons, leurs flics, leurs hommes de main et leurs auxiliaires essaieraient, dans ce cas comme dans tous les autres cas, de liquider la grève.

Ils prirent exemple sur le syndicat des Progressive Miners of America et organisèrent un Comité d'entraide des femmes pour donner du fil à retordre aux patrons. Et croyez-moi, les femmes leur ont créé bien des soucis, parcourant les rues en manifestant, ce qui scandalisait les patrons et les autorités de la ville — c'est là l'une des plus importantes armes politiques. La direction de la grève organisa des piquets sur une grande échelle.

Nos camarades constituèrent une équipe chargée d'empêcher les jaunes de venir travailler. J'ai dit que l'état-major de la grève était installé dans un garage. La raison en était que les piquets se déplaçaient. Nos camarades ne se contentèrent pas d'organiser des piquets, ils mobilisèrent une flotte de véhicules pour renforcer leur présence. Chaque gréviste, chaque sympathisant et chaque syndicaliste de la ville fut appelé à

céder l'usage de sa voiture ou de sa camionnette. Le comité de grève avait ainsi une nombreuse flotte de véhicules à sa disposition. Des brigades volantes de piquets étaient postées aux endroits stratégiques dans toute la ville.

Chaque fois qu'on était informé qu'un camion circulait ou qu'il y avait une tentative d'en faire partir un, le coordinateur des piquets de grève demandait avec la sonde du garage l'intervention des voitures chargées de militants des piquets de grève, autant qu'il en fallait, qui se rendaient à l'endroit indiqué et faisaient valoir leur point de vue aux chauffeurs des camions briseurs de grève.

Le coordinateur, durant la grève du mois de mai, était un jeune homme nommé Farrell Dobbs. Il avait d'abord travaillé à l'entrepôt de charbon, puis rejoint le syndicat, la grève et enfin le parti. Nous l'avons connu en premier lieu dans sa tâche de coordinateur. Il ne tardait jamais à expédier les brigades de piquets mobiles dans leurs voitures. Au début, ils portaient les mains nues, mais ils revenaient avec des crânes fracassés et différentes sortes de blessures. Pour les expéditions suivantes, ils s'équipèrent de shillalabs. N'importe quel Irlandais vous dira que c'est un bâton de prunellier sur lequel on peut s'appuyer si l'on se met tout à coup à boiter. Mais bien sûr, c'est aussi bien pratique pour d'autres usages.

“LA BATAILLE QUI A FAIT FUIR LES AUXILIAIRES”

La tentative des patrons et de la police en vue d'écraser la grève aboutit à la célèbre « bataille de la place du marché ». Plusieurs milliers d'auxiliaires de police, en plus des forces de police habituelles, furent mobilisés dans un suprême effort destiné à ouvrir un endroit stratégique de la ville, le marché de gros, à la circulation des camions.

Ces auxiliaires, recrutés parmi la petite bourgeoisie, les professions libérales et les chefs d'entreprise de la ville, vinrent au marché comme s'ils allaient à la fête un jour de vacances. Ils allaient avoir du bon temps en tabassant les grévistes. Mais cette foule

de flics et de leurs auxiliaires se heurta à une masse de piquets de grève du syndicat organisés et résolus, rejoints par des sympathisants syndicalistes d'autres secteurs et par des membres des organisations de chômeurs. La tentative de chasser les piquets de la place du marché se termina par un échec. La contre-attaque des travailleurs les avait fait fuir.

Cette bagarre est entrée dans l'histoire de Minneapolis sous le nom de « *la bataille qui a fait fuir les auxiliaires* ». Elle avait fait deux victimes, les deux dans leur camp. Ce fut l'un des aspects de la grève qui fit grandement monter Minneapolis dans l'estime des travailleurs à travers le pays. Grève après grève, à cette époque, le même bilan était rapporté dans la presse : deux grévistes tués, quatre grévistes blessés par balle, vingt grévistes arrêtés, etc. Et voilà une grève où toutes les victimes n'étaient pas du même côté. Elle suscita de toutes parts des acclamations, d'un bout à l'autre du mouvement ouvrier. On applaudit l'esprit militant, la détermination des combattants de Minneapolis. Ils avaient inversé le cours des choses, et partout les militants ouvriers louèrent leur nom.

UNE VICTOIRE PARTIELLE

La grève de mai ne dura que six jours et, rapidement, un accord fut conclu. Les patrons étaient subjugués, tout le pays réclamait une solution. Il y avait la pression de Washington et du gouverneur Olson. L'accord fut sévèrement attaqué par la presse stalinienne, qui était très « radicale » à cette période, parce que ce n'était pas une victoire totale, mais un compromis, une victoire partielle qui accordait la reconnaissance au syndicat.

Nous avons pleinement assumé la responsabilité de l'accord conclu par nos camarades et avons relevé le défi des staliniens. Dans cette controverse, notre presse a tout simplement provoqué la déroute des staliniens. Nous avons défendu la grève de Minneapolis et fait échouer leur campagne visant à la discréditer, et, par là, à discréditer notre travail dans les syndicats. Le mouvement syndical combatif a été informé de l'ensemble du déroulement de la

grève. Nous avons publié un numéro spécial de *The Militant* décrivant en détail tous les aspects de la grève et de ses préparatifs. Il a été écrit presque entièrement par les camarades qui l'ont dirigée.

Le point principal autour duquel nous avons articulé l'explication de l'accord de compromis était : quels sont les objectifs d'un nouveau syndicat dans cette période ? Nous avons fait remarquer que la classe ouvrière américaine restait inorganisée, atomisée. Seule une partie des travailleurs qualifiés était organisée dans des syndicats de métier, et ces derniers ne représentaient pas la grande masse du mouvement ouvrier américain. Les travailleurs américains étaient une masse inorganisée, et, au début, ils tendaient — et c'est ce dont ils avaient besoin — à effectuer le premier pas élémentaire avant de pouvoir faire quoi que ce soit d'autre ; c'est-à-dire former un syndicat et obliger les patrons à le reconnaître. C'est ainsi que nous avons formulé la question.

Nous avons maintenu — à juste titre, d'après moi — qu'un groupe de travailleurs qui, dans leur première bataille, avaient gagné la reconnaissance de leur syndicat, et, sur cette base, pouvaient construire et renforcer leur position, avaient réalisés les objectifs du moment et ne devaient pas épuiser leur force et courir le risque de la démoralisation et de la défaite. L'accord s'avéra correct parce que c'était une base suffisante à partir de laquelle on pouvait construire. Ce n'était pas un feu de paille. Le syndicat se mit à progresser, à recruter de nouveaux adhérents et à former de nouveaux cadres dirigeants.

James P. Cannon

Nous publierons dans le prochain numéro de *La Vérité* la deuxième partie de l'article de James P. Cannon, qui porte notamment sur les cinq semaines de grève de juillet-août 1934 et les leçons qu'il a tirées de ce qu'il appelle la « contribution du trotskysme » à la conclusion victorieuse de la grève de Minneapolis.

Rédaction, administration et correspondance

(pour tous les pays et pour les versions anglaise, espagnole et française)

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris - France

Éditée par ACTE. Imprimerie ROTINFED 2000 Paris

**Revue publiée sous la responsabilité du secrétariat international
de la IV^e Internationale**

Directeur de la publication : Daniel Gluckstein

